

"SYNDICALISME, PERONISME ET
CLASSES SOCIALES EN ARGENTINE"

DONALD NOLET

033651

THESE SOUMISE A
L'ECOLE DES ETUDES SUPERIEURES
EN VUE DE L'OBTENTION D'UNE
MAITRISE EN SOCIOLOGIE

MAI 1975



UMI Number: EC56032

INFORMATION TO USERS

The quality of this reproduction is dependent upon the quality of the copy submitted. Broken or indistinct print, colored or poor quality illustrations and photographs, print bleed-through, substandard margins, and improper alignment can adversely affect reproduction.

In the unlikely event that the author did not send a complete manuscript and there are missing pages, these will be noted. Also, if unauthorized copyright material had to be removed, a note will indicate the deletion.

UMI[®]

UMI Microform EC56032
Copyright 2011 by ProQuest LLC
All rights reserved. This microform edition is protected against
unauthorized copying under Title 17, United States Code.

ProQuest LLC
789 East Eisenhower Parkway
P.O. Box 1346
Ann Arbor, MI 48106-1346

INTRODUCTION

Le but de cette thèse est de répondre à une seule question qui a fait l'objet de nombreux ouvrages: "Pourquoi les syndicats argentins ont appuyé Perón?"

Au point de départ nous avons localisé cet appui par la fameuse manifestation ouvrière du 17 octobre 1945 et par l'élection de Perón en février 1946, élection qu'il gagna grâce au Parti Laboriste, un parti ouvrier. Puisque Perón a commencé sa vie politique en 1943 nous avons décidé d'étudier la période 1943/1946 afin de répondre à notre question. Cependant, pour mieux comprendre ce qui s'est passé nous avons aussi porté notre attention sur la période précédente, de 1930 à 1943. On trouvera donc une première section de la thèse portant sur cette dernière période et une deuxième, allant de 1943 à 1946.

Plusieurs auteurs qui se sont intéressés à la question que nous étudions, fournissent une explication qui, sans être identique de l'un à l'autre, va dans le même sens. Nous le verrons, ces auteurs donnent une explication psycho-sociale. Pour exposer brièvement ce type d'explication nous nous basons principalement sur un ouvrage de Fillol: Social factors in economic development. Schématiquement le raisonnement est le suivant: vers 1937 l'immigration en provenance d'Europe a beaucoup ralenti, par contre l'industrie a continué à employer de plus en plus de main-d'oeuvre. Cet accroissement de la main-d'oeuvre industrielle venait donc de l'exode rurale. Cet exode a eu pour effet de créer une pénurie de logements et une "masse déracinée". La masse de "nouveaux ouvriers", donc, de "nouveaux syndiqués" ou la masse "déplacée" comme l'appelle

Lipset⁽¹⁾ a transporté avec elle sa "mentalité archaïque", elle est dépendante, elle est facile à manipuler. Fayt, par exemple, définit le péronisme comme "une forme d'autoritarisme" où le prolétariat "est passé d'une dépendance à une autre".⁽²⁾ Or cette dépendance, cette mentalité archaïque, ce besoin d'une autorité, d'un père, est la seule raison qui explique l'accession de Perón au pouvoir. Avec le concept "besoin d'un père" on comprend pourquoi nous avons qualifié cette explication de psycho-sociale.

Nous nous proposons donc de montrer la non-validité de cette explication et de lui substituer une explication fondée sur un mariage entre la théorie marxiste et les faits bruts que nous fournit l'histoire de l'Argentine. Dans cette perspective l'explication passe du niveau psycho-social au niveau économique-social. Le concept central "besoin d'un père" devient "la contradiction entre les rapports sociaux de production (la structure de classes) et le développement des forces productives". Perón "manipulateur" devient un représentant de la classe dont il défend les intérêts que l'on peut déterminer scientifiquement. Les syndicats représentants de la classe ouvrière dans l'autre théorie étaient manipulés, passifs, avec l'explication que nous fournirons ils deviennent actifs, ce qui, d'ailleurs concorde davantage avec les faits, nous le verrons.

La première section de la thèse regroupe les trois premiers chapitres qui traitent respectivement de la praxis et de l'idéologie syndicale, du taux de plus-value et des rôles économique et idéologique de l'Etat avant 1943. Dans la deuxième section, à cause du rôle apparemment prépondérant de l'Etat, nous avons d'abord analysé celui-ci. Le chapitre cinq (5) aborde d'abord la

réaction capitaliste pour ensuite déterminer la structure de classes d'après 1943. Au dernier chapitre on trouvera une description de la praxis et de l'idéologie syndicale d'après 1943 et la réponse à la question du début, réponse ou explication qui, évidemment se base sur les chapitres précédents.

En conclusion on verra une formalisation de l'explication et la localisation à l'intérieur des chapitres de chacune des parties de l'explication, pour cette raison nous demandons au lecteur de rompre avec la tradition et de commencer par lire la conclusion.

Le style sec, voir aride du texte a été voulu. Nous croyons que trop d'auteurs cachent leur ignorance sous un pa ier de fleurs de style aussi avons-nous choisi la sécheresse par souci de clareté.

N O T E S

- (1) Murmis et Portantiero, estudios sobre los origenes del peronisme/1, Siglo Veintiuno, Buenos Aires, 1974, p. 62.
- (2) Fayt, Carlos, S., Naturaleza del peronismo, Viracocha, Buenos Aires, 1967,

CHAPITRE 1

EVOLUTION DE L'IDEOLOGIE ET DE LA PRAXIS SYNDICALE AVANT 1943:

Notre problème principal, avons-nous dit, est de répondre à la question: "Pourquoi les syndicats ont appuyé Perón?". Il est évident que cette question se situe au niveau de la praxis syndicale. Mais, il faut noter qu'elle ne couvre pas l'ensemble du champ de cette praxis: elle se situe au niveau politique (rapport ouvriers/Etat) et oublie, par exemple, l'autre partie du champ de la praxis syndicale que définissent les relations ouvriers/patrons. Ce dernier rapport sera étudié au chapitre deux (2), ce qui nous permettra, par la suite de faire le rapport entre les deux rapports. Donc, pour l'instant notre analyse se limitera à la partie politique du champ de la praxis et à la partie correspondante de l'idéologie syndicale. Nous tendrons à considérer comme significatives que les propositions qui traitent du rapport syndicats/partis politiques.

On verra que le but de ce chapitre est de décrire et de comprendre (jusqu'à un certain point) l'évolution des conflits et des tensions qui existent au sein de la classe ouvrière. C'est un aspect trop souvent négligé par les auteurs marxistes. Cette abstention peut s'expliquer par l'idéologie marxiste elle-même: "PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS".^(a) Elle peut aussi s'expliquer par le fait que les marxistes s'opposent à l'idéologie dominante qui veut "diviser pour régner" et, ainsi néglige les analyses de lutte de classes. Nous appliquerons les concepts dont se sert Nicos Poulantzas^(b) pour analyser les tensions à l'intérieur de la classe dominante à l'analyse des tensions au sein de la

classe dominée. C'est là croyons-nous un apport valable au perfectionnement de la théorie marxiste.

Les historiens du syndicalisme argentin s'entendent pour qualifier les différents groupes successivement dominants comme suit:

- entre 1922 et 1935 les "syndicalistes" remplacent graduellement les "anarchistes",
- en 1935 les "socialistes" sont dominants mais doivent aussitôt affronter les "communistes" dans la lutte pour obtenir l'hégémonie du pouvoir syndical.

Si ces qualificatifs sont utiles pour l'historiographe qui veut décrire des groupes concrets ils sont insignifiants pour le sociologue qui veut cerner l'idéologie de ces mêmes groupes. Aussi remplacerons-nous les concepts syndicalistes, socialistes, communistes respectivement par syndicalisme de bargaining, gestionnaire et de classe (1)

L'idéologie du syndicalisme que nous appelons "bargaining" est neutre face aux partis politiques et au gouvernement. Mais, notons que lorsque ce type de syndicat est forcé de faire un choix politique il opte toujours pour le groupe le plus fort, pour le groupe qu'il pense le plus fort politiquement. Les deux autres types de syndicalisme se distinguent du premier par leur position engagée face au gouvernement (ce qui, évidemment laisse la possibilité d'être pour ou contre). Ce qui distingue théoriquement le syndicalisme de classe du syndicalisme gestionnaire c'est le projet soutenu par chacun d'eux: si les deux proposent la participation ouvrière au pouvoir, le syndicalisme gestionnaire propose qu'elle se fasse par l'intégration des dirigeants syndicaux aux organismes gouvernementaux alors que le syndicalisme de classe opte pour

la participation à travers un parti politique ouvrier qui propose l'abolition de la propriété privée des moyens de production.

Dans l'Argentine de 1929 il y avait trois centrales syndicales: la U.S.A., la C.O.A. et la F.O.R.A.; la dernière était anarchiste. "En mars 1929 les secteurs syndicaux se réunissent, à l'exception des anarchistes qui refusent la proposition. On y résoud en principe de dissoudre les directions respectives et de constituer une centrale unique qui portera le nom de Confédération Générale du Travail (C.G.T.) qui ((sera indépendante de tous les partis politiques et de tous groupes idéologiques))".⁽²⁾ La neutralité qui caractérise le syndicalisme de bargaining est explicite. Comme défini avant lorsqu'exceptionnellement ce type de syndicalisme prend une position politique il se range du côté jugé le plus fort. C'est exactement ce qui se produit en 1930 lors de l'arrivée au pouvoir du gouvernement de facto du général Uriburu, la C.G.T. appuie le gouvernement militaire:

"... la C.G.T. est convaincue du grand travail de rénovation administrative du gouvernement provisoire et appuie le gouvernement dans son action de justice institutionnelle et sociale".⁽³⁾

Un autre fait significatif par rapport à l'idéologie de la C.G.T. d'alors est que la direction a passé six ans sans convoquer un congrès. C'est donc dire que c'était une centrale de papier.

Le 12 décembre 1935 les syndicats majoritairement socialistes décident de répudier la C.G.T. qui s'appellera calle Catamarce et constituent la C.G.T. calle Independencia. Ces syndicats étaient la Union Ferroviaria, La Fraternidad, la Confederacion General de Empleados de Comercio, la Union Tranviarios et la

Union de Obreros Municipales.⁽⁴⁾ Un des motifs évidents de ce coup de 1935 est l'idéologie "neutre" des dirigeants antérieurs:

"Le mot d'ordre ne doit pas, ni ne peut être, la neutralité des travailleurs. Être neutre c'est faire abstraction d'une chose; l'omettre. Nous ne pouvons pas faire cela avec une chose qui vit en nous; qui domine la scène de la République; parce que les travailleurs vivent ici et non dans des régions éthérées.

Les organismes syndicaux doivent maintenir seulement, et au prix de n'importe lequel sacrifice, la neutralité en matière de politique électorale... Jusqu'à maintenant on a brandi l'étandard de la "neutralité" politique qui n'était pas indépendance véritable et qui, comme elle ne signifiait rien, a permis les choses les plus tortueuses et difficiles. Maintenant il y aura une véritable neutralité. Ni officialisme, ni le contraire. Nous serons seulement au front de la croisade des véritables intérêts de la classe travailleuse du pays!"⁽⁵⁾

Les statuts de la C.G.T. de 1936 nous aident aussi à préciser son idéologie:

"La C.G.T. déclare: que l'actuel régime social capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production et d'échange, est pour la classe travailleuse une cause permanente d'exploitation, d'injustice et de misère.

Que l'évolution de la société capitaliste peut être accélérée par la classe travailleuse, au moyen de son organisation, ayant dans celle-ci un moyen de mettre en évidence son importance sociale, technique et économique et, d'accentuer son influence sur le gouvernement des intérêts collectifs.

Que les antagonismes existants dans la société capitaliste obligent le prolétariat à s'organiser pour défendre ses intérêts de classe et pour préparer son émancipation, en créant un nouveau régime social fondé sur la propriété collective des moyens de production et d'échange.

Sans exclure aucun moyen efficace de lutte, la C.G.T. demande à la classe travailleuse de s'organiser sur le terrain syndical pour conquérir de meilleurs conditions de travail et une meilleure rémunération, se faire respecter par la classe patronale et lutter pour l'émancipation complète du peuple producteur, d'accord avec le statut suivant: ...

article 4 - Pour maintenir l'unité organique et l'harmo-

nie entre ses membres la C.G.T. est indépendante de tous les partis politiques et de tous groupes idéologiques. En particulier, les travailleurs affiliés jouissent de la plus complète liberté, compatible avec leur devoir de syndiqué, pour exercer en marge des organisations confédérales, les activités qui peuvent le mieux satisfaire leurs aspirations de rénovation sociale."⁽⁶⁾

Nous qualifions l'idéologie de la C.G.T. à partir de 1935 de "gestionnaire". La lutte contre la neutralité politique et l'utilisation d'un vocabulaire marxiste de classe pourraient nous laisser croire que l'idéologie de la C.G.T. d'alors en est une de classe, mais il n'en est rien puisque l'on y refuse la participation politique par un parti ouvrier proposant l'abolition de la propriété privée des moyens de production. Notons dès maintenant que l'idéologie ouvrière ne peut pas être comprise par elle-même; pour une compréhension complète il faut la mettre en rapport avec, d'une part, la lutte entre les fractions ouvrières pour l'obtention du contrôle de l'appareil syndical et, d'autre part, la lutte de classe, entre patrons et ouvriers. Si nous faisons la relation entre les fractions syndicales successivement dominantes et la politisation (l'aspect de l'idéologie syndicale qui nous intéresse ici) nous obtenons le tableau suivant: jusqu'en 1922 c'est la fraction anarchiste qui est dominante, alors la politisation des syndicats est très forte et culmine avec la "semaine tragique" de 1919.⁽⁷⁾ A partir de 1922, avec la reconnaissance officielle du premier syndicat, la Union Ferroviaria c'est la domination du groupe syndicaliste et de la neutralité politique absolue qui va jusqu'au refus de laisser participer le délégué syndical Perez Léiros parce qu'il est député socialiste.⁽⁸⁾ Puis, avec le coup de force de 1935 le groupe syndicaliste est remplacé par le groupe socialiste et de non-politisation on passe à une politisation métigée, seuls les individus peuvent faire de la politique partisane. Mais, même au niveau de la politique non-partisane la C.G.T. ne s'engagera pas

aussi loin que le laisse supposer les deux citations précédentes. Ceci s'explique par la lutte entre les fractions syndicales pour le pouvoir.

En effet, le groupe socialiste qui prend le pouvoir en 1935 doit affronter la fraction montante, les communistes. Les syndicats qui font le coup de 1935 (voir liste p. 7) sont majoritairement socialistes. Qu'ils soient socialistes veut dire que les dirigeants sont socialistes et, bien entendu pas tous. Il reste que ce groupe de syndicats dirigés par des socialistes forment la majorité de la C.G.T. et que la C.G.T. regroupe la majorité des syndiqués. Ainsi en 1936 elle comptait 262,630 cotisants, la U.S.A. 25,093, la F.A.C.E. 8,012 et les syndicats autonomes 72,834.⁽⁹⁾ Avant 1935 les syndicats communistes n'intégraient pas la C.G.T.

"Depuis les débuts de 1935 notre parti (communiste) a réalisé de sérieux efforts en faveur de l'unité syndicale, du front unique du prolétariat et du front populaire. A cette fin les militants syndicalistes communistes ont décidé de dissoudre le Comité Syndical Classiste pour renforcer l'unité à l'intérieur de la C.G.T., malgré la politique de capitulation et anti-unitaire de ses dirigeants."⁽¹⁰⁾

Si idéologiquement les communistes sont les plus combattifs c'est également eux qui contribueront plus à donner de nouveaux syndiqués à la Centrale. L'exemple le plus typique est celui de la construction. La C.G.T. organise une grève générale pour appuyer le syndicat de la construction. Les grévistes gagnent et cette victoire déclenche une impulsion de syndicalisation dans la construction. Le 16 novembre 1936 se forme la Federacion Obrera Nacional de la Construcion. La F.O.N.C. est communiste et deviendra le second syndicat en importance après la Union Ferroviaria.⁽¹¹⁾ Un autre exemple est celui de la Federacion Obrera de Alimentacion, "seulement quatre organisations syndicales intégraient la

F.O.A. lors de sa constitution en 1937... pour arriver au deuxième Congrès Ordinaire (1942)... avec 44 syndicats affiliés".⁽¹²⁾ Terminons la description de l'action du groupe de communistes par le commentaire de Cerruti Costa sur la grève de 1937: "Les dirigeants communistes ouvriers de la construction appliquèrent pendant la grève la ligne tactique du Parti. Ils unirent les grèves de la construction à d'autres luttes populaires comme celle des conducteurs d'autobus contre le monopole du transport, ce qui permit de créer un Comité de Solidarité composé de 74 syndicats, qui devant le refus de la C.G.T. de donner son appui au syndicat de la construction, fut celui qui prit la responsabilité de la grève générale de solidarité du six et du sept janvier qui paralysa totalement l'activité commerciale et industrielle de la ville pour une période de 48 heures... Le communisme international décréta la formation de fronts populaires et, par conséquent les éléments communistes qui intégraient le mouvement ouvrier, n'eurent pas d'autre recours que de se plier à la consigne venue de Moscou."⁽¹³⁾

Avant de retourner à l'analyse des idéologies syndicales continuons de préciser le rapport de forces entre les fractions. Le tableau suivant est une photographie des forces syndicales après la scission de 1942.

Tableau 1.1: Fractions syndicales - C.G.T. 1942

(Voir page suivante)

(voir le cas de la construction, p.10), ensuite parce que les communistes sont dominants dans les secteurs de pointes, c'est-à-dire dans les industries qui emploieront un nombre toujours croissant d'ouvriers (voir p. 34) ce qui, théoriquement donne au groupe communiste un plus grand réservoir de syndiqués. Finalement, nous considérons les communistes comme la fraction montante parce qu'ils ont réussi à s'allier un groupe de syndicats socialistes, laissant ainsi l'autre groupe minoritaire; ceci, peu importe les raisons de la scission.

Les idéologies de la fraction dominante et de la fraction montante dont nous avons déjà posé l'ébauche seront toutes deux modifiées par des événements de la scène mondiale: La Deuxième Guerre Mondiale. Notons que l'influence de cette guerre en Argentine sera amplifiée par le fait qu'une grande partie de sa population se compose d'immigrants européens qui naturellement s'intéressent à ce qui se passe en Europe.

Rappelons que, par définition une fraction syndicale qui a une idéologie de classe supporte un parti politique ouvrier qui propose l'abolition de la propriété privée. De là on peut facilement déduire qu'aussi longtemps que ce n'est pas un tel parti qui est au pouvoir cette fraction syndicale sera anti-gouvernementale. Mais la guerre viendra modifier cette logique. Au début de la guerre Hitler et Staline signe un traité de non-agression et le gouvernement Argentin reste neutre dans le conflit. La fraction communiste appuiera la neutralité du gouvernement. Ainsi à la réunion du Comité Central Confédéral (C.C.C.) de la C.G.T. le communiste Chiaranti fait la proposition suivante:

"Considérant que la guerre déclenchée en Europe... a des

fins contraires aux intérêts de la classe ouvrière de tous les pays et de tous les peuples, qu'elle a été provoquée par les groupes dominants qui la dirigent non pour le progrès de la démocratie ni pour la paix et les libertés humaines mais, pour la domination impérialiste du monde, le C.C.C. résoud:

1. Répudier la guerre actuelle
2. la solidarité avec la classe ouvrière de tous les pays
3. manifester sa décision de lutter pour le maintien de la neutralité de notre pays..."(16)

Ici nous ne voulons pas discuter de la pertinence de cette position de neutralité par rapport aux intérêts de l'Argentine ou de la classe ouvrière argentine mais simplement souligner qu'elle concorde avec celle de la Russie et place la fraction communiste dans une position contradictoire face au gouvernement: elle appuie sa politique extérieure. Le 22 juin 1941 Hitler et ses troupes attaquent la Russie. A partir de ce moment la fraction syndicale qui s'était faite l'ardent défenseur de la neutralité de l'Argentine dans la guerre commence à défendre aussi ardemment l'idée de l'engagement du pays au côté des Etats-Unis, de la Russie et de l'Angleterre. Le même Chiaranti que nous venons de citer, deux ans plus tard, fait la déclaration suivante:

"En aucun moment de son histoire la classe travailleuse a vu sa tâche fondamentale définie d'une forme aussi concrète et aussi précise que maintenant où nous livrons une lutte à mort pour la liberté et la démocratie, depuis le 22 juin 1941.

C'est la guerre des peuples. L'Union Soviétique l'a déclaré le jour même où elle fut attaquée par les hordes de Hitler. Roosevelt l'a déclaré, Churchill l'a déclaré...

Qu'avons-nous fait comme centrale ouvrière pour assurer la participation effective de l'Argentine au consensus des Nations-Unies?"(17)

De ce changement de position aussi brutal de la fraction communiste nous ne pou-

vons que conclure qu'elle a une idéologie dépendante de classe. Dépendante ici signifie que lorsqu'une position est prise par la dite fraction les facteurs externes ont plus de poids que les facteurs internes. Et, dans le cas qui nous occupe, externe veut dire Union Soviétique.

La fraction socialiste d'idéologie gestionnaire soutient que le pouvoir ouvrier doit se réaliser par la participation des syndicats aux organismes gouvernementaux. Dans le cas où cette idéologie est à l'état de projet, la fraction sera pro ou anti-gouvernementale selon qu'elle voit ou non que le gouvernement est favorable à la participation sous cette forme. Ainsi l'opposition au gouvernement de la fraction socialiste a été constante, entre 1939 et 1943. Ceci s'explique par le fait que la neutralité du gouvernement argentin était interprétée comme un appui au gouvernement totalitaire de Hitler et, on sait qu'un gouvernement totalitaire ne permet pas la participation syndicale au pouvoir. Donc, en ce qui concerne l'appui à la politique de neutralité du gouvernement argentin la fraction syndicale dominante et la fraction montante s'opposent. Ce qui dans l'ensemble des rapports de force de la société représente un affaiblissement de la force syndicale. Mais, après l'invasion de l'Union Soviétique par Hitler les deux fractions syndicales seront anti-gouvernementales, mais, il restera une différence d'intensité de l'opposition.

Ces précisions étant faites il est maintenant possible de comprendre et d'analyser les minutes des assemblées du C.C.C. de la C.G.T. d'octobre 1942 et du congrès de décembre de la même année, dans le but de préciser davantage l'idéologie de chacun des deux groupes. En octobre le dialogue

communistes-socialistes commence par la longue déclaration de Chiaranti que nous avons commencé à citer (p. 14). Voici la suite:

"Quelle attitude a prise notre Centrale Ouvrière face à l'urgente et nécessaire solution des alarmants problèmes économiques qui se posent au pays et particulièrement à ses secteurs laborieux et face à l'orientation politique prise par l'oligarchie pro-nazi? Rien de plus que des résolutions.

Cette réunion du C.C.C. devra considérer très attentivement cette attitude de la majorité de la Commission Administrative (C.A.) qui fait obstacle à l'unité syndicale et empêche la classe ouvrière de jouer le rôle qui lui convient dans la création du mouvement d'unité nationale, aspiration concrétisée par les représentants de tous les partis démocratiques, dont plusieurs sont militants syndicaux et se trouvent ici...

Une action digne de la plus grande Centrale Ouvrière du pays signifie la mobilisation permanente du prolétariat avec toutes les forces démocratiques... Une action qui oriente la classe travailleuse vers la défense du pouvoir d'achat de son salaire, contre la spéculation des trusts et des monopoles. Une action qui permette à la classe ouvrière de participer à la direction de notre politique économique stimulant les échanges commerciaux avec les pays démocratiques, l'industrialisation du pays et la solution des problèmes agraires."(18)

Cette citation nous permet de tirer les conclusions suivantes: le groupe communiste veut une lutte plus dure contre la neutralité de l'Argentine, lui qui en 1940 prônait cette neutralité. Même si les communistes parlent des intérêts objectifs des ouvriers (pouvoir d'achat) ils les subordonnent à un problème externe: démocratie versus nazisme (échanges commerciaux avec les pays démocratiques). Ainsi un représentant de l'autre fraction répond aux communistes:

"Il est évident que ces syndicats (communistes)... n'ont pas élaboré leur opinion en accord avec les intérêts du pays et du prolétariat mais, que leur point de référence qui leur a servi à fixer leur opinion a été la politique et les intérêts de la Russie."(19)

Les communistes accusent les dirigeants socialistes d'être apolitiques, de pratiquer "une politique de complaisance envers le gouvernement". Les socialistes répondent "nous sommes hautement politiques... nous avons dit que nous défendrons la démocratie, la liberté et le régime gouvernemental qui établira la constitution nationale... nous ne nous embarquons pas dans la politique électoraliste, partisane, de comité."(20) Ici on voit très clairement que les communistes défendent un parti politique avec une composition sociale déterminée (le leur) alors que les socialistes eux défendent un régime politique (la démocratie), peu importe sa composition sociale. Le désir de participer aux organismes gouvernementaux se trouve explicite au moins à deux reprises. Un document de juillet 1940 de la C.G.T. demande "la représentation de la C.G.T. en sein de l'organisme créé par la loi 12.591!"(21) L'autre est la déclaration suivante de Testa:

"Pendant qu'au Mexique, aux Etats-Unis... la classe travailleuse gagne déjà des positions décisives en participant à la direction des affaires publiques, et pendant que la C.G.T. s'efforce de faire prendre conscience afin que dans notre pays on comprenne la nécessité que le mouvement ouvrier ait une plus grande personnalité afin qu'il assume la fonction qui lui correspond par l'intermédiaire de ses organisations représentatives, nous venons à cette table pour écouter les implacables critiques dont les conclusions révolutionnaires conduisent à se mettre à genoux devant Monseigneur De Andrea."(22)

Malgré cette différence d'idéologie (qui entraîne une différence de moyens

d'action) les deux fractions vont s'entendre pour prendre une position anti-gouvernementale, comme nous l'avons expliqué plus haut, pour des raisons différentes. Cette déclaration approuvée à l'unanimité en témoigne:

"C'est l'heure où la classe travailleuse argentine doit répudier franchement et catégoriquement la violence et la fraude électorale... protester contre le scandale des immoralités administratives...

C'est l'heure où les gouvernements doivent être l'expression authentique de l'opinion publique; que se rétablisse la normalité institutionnelle; que commande la loi écrite...

Conséquemment à ces principes la C.G.T. déclare son adhésion à l'initiative qui veut former l'Union Nacional Democrática."(23)

Cette déclaration peut paraître contraire à l'idéologie gestionnaire des socialistes puisqu'en plus d'être une attaque directe au gouvernement elle déclare l'appui de la C.G.T. à un parti politique. Mais, il faut noter, comme l'indique le nom, ce parti se propose d'être l'union de tous les partis politiques démocratiques (peu importe leur composition sociale) contre le gouvernement jugé totalitaire. Pour les communistes cette déclaration est une autre preuve de leur idéologie dépendante de classe; plus concrètement l'influence de l'URSS (lutter contre le fascisme) prime sur l'idéologie de classe (appuyer un parti politique ouvrier). Comme on le verra lorsque le parti proposé ici deviendra réalité il sera composé, entre autre, de communistes et d'éléments patronaux de droite.

De l'intervention de Chiaranti nous devons tirer deux conclusions. Une

qui n'est pas nouvelle: les communistes ont une idéologie dépendante qui se manifeste par la subordination des intérêts de classe aux intérêts nationaux de l'Union Soviétique (lutte contre le nazi-facisme). Il dit expressément que "cette lutte monopolise totalement notre attention". En plus il situe l'origine de l'élévation des prix dans la neutralité de l'Argentine. Or nous verrons que l'Argentine avait un intérêt économique qui la poussait à rester neutre, à s'isoler des Nations Unies. La deuxième conclusion c'est que tous les communistes (individus) n'ont pas une idéologie de classe puisque Chiaranti propose la participation de la C.G.T. à un Conseil Economique National.

L'intervention de Borlenghi (gestionnaire) vient confirmer que son groupe lorsqu'il appuie l'Union démocratique n'appuie pas un parti politique précis (ouvrier) mais un régime (démocratique). Ainsi une des raisons qu'il donne pour justifier cette décision est qu'il faut "préserver le pays de tomber dans un régime qui le prive de ses droits et de ses libertés".

Le discours du communiste Iscaro nous montre qu'une des différences entre l'idéologie communiste et l'idéologie socialiste c'est que la première est plus combative comme on le verra. Iscaro fait les reproches suivants à la majorité socialiste de la C.G.T.:

1. ne pas avoir réuni le C.C.C. pendant deux ans,
2. avoir reculé la date du Congrès,
3. ne pas avoir aidé la formation de nouveaux syndicats,
4. ne pas avoir lutté contre les mesures policières,
5. ne pas avoir eu une position ferme envers les pays qui luttent contre le

nazi-facisme. (24)

On répond à ces accusations en attaquant les communistes: ils ont été indisciplinés.

1. la F.O.N.C. et le Sindicato de la Industria Metalurgica font appel à Mgr De Andrea pour être arbitre lors d'un conflit, ce qui revient à ne pas reconnaître les autorités de la C.G.T.,
2. quatre ou cinq syndicats communistes déclenchent une grève pour appuyer les conducteurs d'autobus sans avertir la Centrale,
3. sous le motif de l'augmentation du coût de la vie, la F.O.N.C. se sentant Centrale ouvrière envoie des circulaires aux syndicats dans le but de réaliser une action commune. (25)

La différence est absolue: tout ce que l'on reproche aux socialistes-gestionnaires c'est de ne pas avoir posé des actions alors que tout ce que l'on reproche aux communistes-dépendants de classe c'est d'avoir posé des actions.

Pour comprendre l'inaction de la majorité socialiste il faut introduire l'influence d'une troisième fraction idéologique, syndicalisme de bargaining. Nous soutenons que cette fraction est descendante entre 1935 et 1943. Elle est représentée par la Union Ferroviaria et, secondairement par les syndicats des Cerveceros (bière). Que cette fraction soit descendante ne veut pas dire que ces deux syndicats comptent moins de membres en 1943 qu'en 1935 mais qu'un groupe de syndicats ayant cette idéologie, nommé calle Catamarca (voir p. 7) ont quitté la C.G.T. pour former en 1937 la Centrale U.S.A., laissant la fraction (à l'intérieur de la C.G.T.) moins nombreuse en 1943 qu'en 1935. Notons ainsi que la Union Ferroviaria (U.F.) est le syndicat le plus peuplé et

qu'il se compose aussi d'une minorité socialiste importante. Le nombre et l'existence de la minorité socialiste expliquent que l'U.F. soit demeurée à l'intérieur de la C.G.T. (calle independencia en 1935) alors que sa majorité bargaining en coalition avec les socialistes contre les communistes montants explique l'inaction de la coalition.

Plusieurs résolutions de ce Congrès montrent clairement qu'à cette date la C.G.T. est dominée par une fraction gestionnaire. La première⁽²⁶⁾ résolution demande que la C.G.T. gestionne l'implantation d'un régime de prévision sociale. La deuxième demande de manifester son appui à un projet du Congrès de la Nation. La troisième charge les corps de direction d'épuiser les formalités pour assurer aux travailleurs le droit à l'organisation. La cinquième recommande à la Commission Administrative (C.A.) de réaliser les gestions pour faire reconnaître le syndicat Unido de la Capital. La sixième, que le C.C.C. gestionne devant le Pouvoir Exécutif (gouvernement) et le Parlement argentin la cessation de l'Etat de siège. La huitième résolution sollicite que le gouvernement de la Nation intègre à la Direction Nationale du Tourisme un représentant de la C.G.T.. Finalement la résolution 15 demande au C.C.C. qu'il obtienne la représentation de la C.G.T. au sein de l'organisme créé par la loi 12.591.

L'influence de la fraction communiste montante est aussi visible. La résolution 9 demande l'abolition de la loi no 4144 sur la résidence qui permet au gouvernement d'expatrier ceux qui ne sont pas résidents (citoyens) et qui ne font pas son affaire (entre autres les communistes). La dixième résolution

se dirige au gouvernement de la Nation pour lui demander qu'il renoue les relations diplomatiques avec l'U.R.S.S.. Finalement la résolution quinze (15) propose une campagne d'agitation contre le coût élevé de la vie.

Si ce congrès nous indique une tension entre la fraction socialiste et la fraction communiste il révèle aussi un conflit entre d'une part ces deux fractions et les syndicalistes. Cette tension se manifeste dans la proposition qui donne l'appui officiel de la C.G.T. à l'Union Democratica. On a déjà dit que le groupe d'idéologie "bargaining" s'oppose à toute prise de position politique à moins que le groupe politique appuyé soit jugé le plus fort. Or, l'Union Democratica n'étant à ce moment qu'un projet ne peut pas avoir cette qualité.

Quelques mois plus tard cette tension sera une des causes qui expliquent la scission. Après deux jours de discussions le C.C.C. de la C.G.T. procède à l'élection des quinze membres de la Commission Administrative (C.A.). Les votants ont le choix entre deux listes.

Tableau 1.2: Listes C.G.T. - 10 mars 1943

(voir page suivante)

Tableau 1.2: Listes C.G.T. - 10 mars 1943:

Syndicats	Liste no 1	Liste no 2
Union Ferroviaria	5 membres	5 membres
Union Tranviarios	2 membres	1 membre
La Fraternidad	2 membres	2 membres
S.G.E. de Comercio	2 membres	3 membres
A.T. del Estado	1 membre	1 membre
F.O.N. Construcción	3 membres	2 membres
Municipales	0 membre	1 membre ⁽²⁷⁾

Le résultat du vote sera 23 pour la liste no 1 et 22 pour la liste no 2. Mais ceci est un deuxième vote. Le premier avait été interrompu lorsqu'un représentant de la U.F. avait voté pour la liste no 2. Ce représentant a été remplacé au deuxième tour de scrutin. C'est sur cette question qu'eut lieu la scission entre les deux C.G.T.: liste no 1 et liste no 2. Ont voté pour la liste no 1, 17 des 17 représentants de l'U.F., pour la U.T. 3 sur 3, pour la Fraternidad 2 sur 3, F.O. Cervenceros 1 sur 1.⁽²⁸⁾

Ces faits méritent plusieurs commentaires. Le premier sera pour juger ce qui semble une contradiction. En effet jusqu'ici nous avons soutenu que la fraction "bargaining" était descendante, que la fraction "gestionnaire" était dominante et que la fraction "classe dépendante" était montante. Or, si l'on

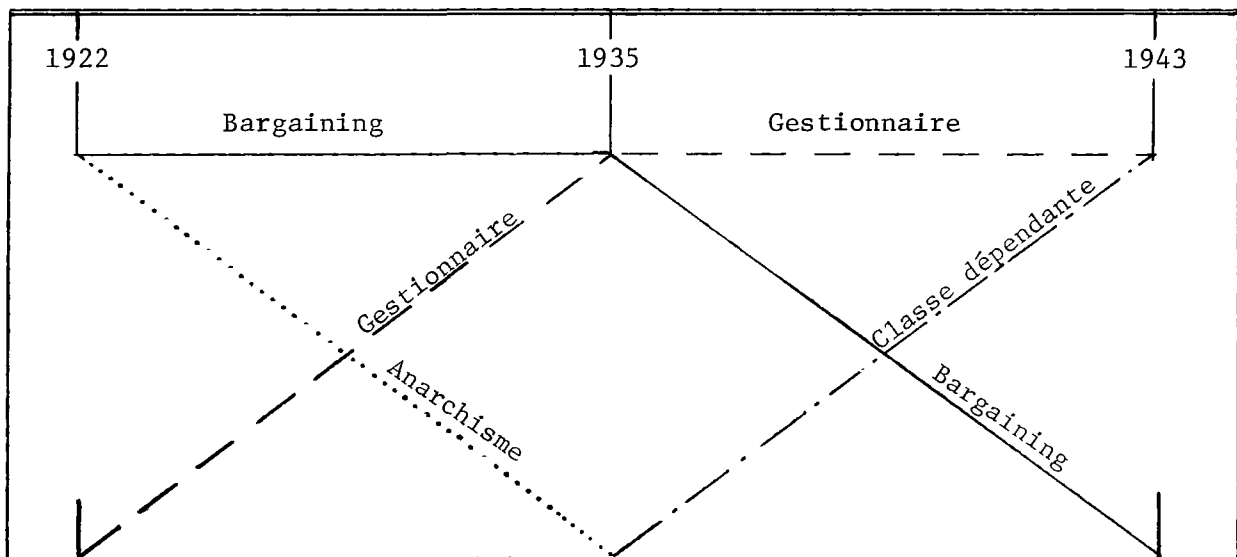
considère les syndicats qui ont voté pour la liste no 1 comme étant monolithiquement d'idéologie de bargaining on voit qu'ils sont majoritaires donc, dominants. Pour montrer que ce n'est qu'une contradiction apparente nous nous répéterons. D'abord si la proportion des représentants des syndicats de "bargaining" est importante elle l'est moins qu'en 1935. Ensuite, et dans l'U.F. et dans la Fraternidad il y a une minorité de gestionnaires qui s'opposent à la majorité de bargaining. Dans l'U.F. cette tension se matérialise par le fait qu'un des représentants a voté pour la liste no 2. Pour la Fraternidad elle se manifestera en plus par son départ de la C.G.T. quelque temps plus tard. On voit donc que le jeu de force est le suivant: les syndicats d'idéologie bargaining sont les plus nombreux mais ne sont pas majoritaires. Ce qui permet au groupe gestionnaire d'être dominant en votant ou non avec ce groupe. Ici c'est la première fois qu'ils votent avec le bloc communiste.

Si on revient au tableau 1.2 et l'on compare les deux listes on peut dire que dans la deuxième la U.T. cède un représentant au S.G.E. de Comercio et que la F.O.N.C. en cède un aux Municipales. Les fractions bargaining et classe dépendante perdent chacune un représentant alors que la fraction gestionnaire en gagne deux. Qualitativement la liste no 2 représente plus de pouvoir pour la fraction gestionnaire que la liste no 1 puisque le secrétaire-général n'est pas un membre de l'U.F. mais un des Municipales. Ainsi l'intérêt du groupe gestionnaire à voter avec les communistes est clairement défini. C'est ce qui nous permettait d'écrire que l'une des causes de la scission du 10 mars 1943 était les tensions idéologiques. Une autre cause cer-

taine est les conflits d'intérêts personnels. Sans détailler disons simplement que la série des candidats pour les syndicats de bargaining et pour la Fraternidad variait d'une liste à l'autre. Ainsi ce facteur peut expliquer pourquoi un des membres de la Fraternidad a voté pour la liste no 2 parce que son nom s'y trouvait et était absent de la première.

L'évolution des fractions syndicales avant 1943 peut se résumer au schéma suivant:

Tableau 1.3: Schéma fractions syndicales 1922-1943:



La première partie du graphe n'est présente qu'à titre d'indicatif. Il ne faudrait pas accorder au schéma une précision géométrique qu'il ne prétend pas avoir. Ainsi il faut en faire une lecture diachronique et non synchronique. Par exemple, on ne peut pas se situer en 1943 et lire que

le groupe bargaining est celui qui a le moins de pouvoir mais bien qu'entre 1935 et 1943 c'est lui qui en a perdu le plus. En plus le tableau n'exprime pas le fait que ce groupe avait une domination absolue avant 1935 et, qu'après cette date il participait à la domination en alliance avec le groupe gestionnaire. Alliance qui a été remplacée par l'alliance gestionnaire-classe dépendante le 10 mars 1943.

La partie de la praxis syndicale qui nous intéresse a évolué ainsi: avant 1935 il y avait une neutralité absolue des syndicats (lire C.G.T.) face aux partis politiques, après 1935 ce fut un engagement qui se manifesta principalement par la volonté de participer aux organismes d'Etat. En 1942 l'engagement a pris la forme de l'appui officiel au projet de l'Union Democratica. Nous nous sommes contenté d'expliquer cette dernière forme de la praxis par l'idéologie respective des fractions. A l'intérieur du cadre théorique marxiste il serait pertinent de se demander: "quels sont les facteurs de l'infrastructure économiques (forces productives et rapports de productions) qui peuvent expliquer l'idéologie syndicale?" Nous serons en mesure de répondre à cette question lorsqu'au chapitre trois nous aurons défini le rôle idéologique et le rôle économique de l'Etat et mis celui-ci en rapport avec la structure de classe et le développement des forces productives.

N O T E S

CHAPITRE 1:

- (1) Ces trois concepts ont été empruntés à Claude Durand, la signification professionnelle et économique de l'action syndicale, in Revue de Sociologie du Travail, no. 10, 1968, pp. 127-148, mais nous leur attribuons une signification différente. Théoriquement nous avons distingué syndicalisme de classe et syndicalisme de non-classe. C'est l'histoire qui nous a obligé à subdiviser ce dernier en gestionnaire et bargaining.
- (2) Belloni, Alberto, Peronismo y socialismo nacional, Buenos Aires, ed. Documentos, 1962, p. 40. Nous avons traduit toutes les citations.
- (3) Idem.
- (4) Rotandaro, Rubens, Realidad y cambio en el sindicalismo, Pleamar, Buenos Aires, 1971, p. 133.
- (5) Oddone, Jacinto, Gremialismo, proletario argentino, Ed. La Vanguardia, Buenos Aires, 1949, p. 340.
- (6) Idem. pp. 355-356.
- (7) Godio, Julio, la semana tragica de enero de 1919, Granica editor, Buenos Aires, 1973, 206 p..
- (8) Interview informel avec Luis Manzalvo ex-dirigeant de la Union Ferroviaria.
- (9) Iscaro, Rubens, origen y desarrollo del movimiento sindical argentino, ed. Anteo, Buenos Aires, 1958, p. 159.
- (10) Cerruti Costa, Luis B., el sindicalismo, las masas y el poder, ed. Trafacc Buenos Aires, 1957, p. 110.

- (11) Rotandaro, op. cit., p. 134.
- (12) Peter, José, Cronicas proletarias, ed. Esfera, Buenos Aires, 1968, p. 183.
- (13) Cerruti Costa, op. cit., p. 115.
- (14) Iscaro, op. cit., p. 180.
- (15) Actas del Comité Confederal de la Confederation General..., p. 114.
- (16) Actas del Comité Confederal de la Confederation General del Trabajo de 1942, p. 114.
- (17) Idem, p. 111.
- (18) Idem, p. 115.
- (19) Idem, p. 125.
- (20) Ciria, Alberto, Partidos y poder en la Argentina, 1930/1946, ed. Jorge Alvarez, Buenos Aires, 1968, p. 308.
- (21) Actoa, C.C.C. de la C.G.T. de 1942, p. 174.
- (22) Ide, p. 283.
- (23) Actas del Segundo Congreso Ordinario de la C.G.T. (1942-décembre), p. 34.
- (24) Idem, p. 46-47.
- (25) Idem, p. 58.
- (26) Numérotées par nous.
- (27) C.G.T., Actas del C.C.C., 9 y 10 de marzo de 1943, pp. 16-17.
- (28) Idem, p. 19.
- (a) Marx, K., Le manifeste du Parti communiste, 10-18, Paris, 1972, p. 61.
- (b) Pouvoir politique et classes sociales, Masparo, Paris, 1971.

CHAPITRE 2

EVOLUTION DU TAUX DE PLUS-VALUE ET DES SALAIRES:

Au chapitre premier nous avons analysé la praxis et l'idéologie syndicale afin d'y cerner l'évolution de la relation ouvriers/Etat, avant 1943. Nous voulons ici saisir l'évolution de la relation ouvriers/patrons pour toute la période définie au début de l'étude. Nous savons qu'il y a au moins deux manières de saisir cette relation: soit par une étude historique détaillée des grèves, négociations, etc, soit par l'évolution du taux de plus-value et des salaires. Sans complètement délaissier la première manière (voir chapitre 3, tableau 3.9, p. 58) nous privilégions la deuxième pour une raison théorique: le taux de plus-value et les salaires, nous le démontrerons sont le résultat, l'effet de la lutte de classes à l'intérieur du mode de production capitaliste (-M.P.C.), donc un bon concept pour saisir l'effet de la relation patrons/ouvriers.

Comme le concept de plus-value implique la connaissance d'un ensemble d'autres notions marxistes nous nous proposons d'en faire le tour le plus brièvement et le plus clairement possible.

En termes Althussero-balibariers l'instance économique du M.P.C., se définit essentiellement par trois éléments et par une double relation.

Tableau 2.1: Le concept marxiste de l'instance économique du mode de production selon Balibar: ⁽¹⁾

Relations	Eléments
D'appropriation réelle	force de travail (=travailleurs) moyens de production
De propriété	·non-travailleur

objet de travail:
 - matière première
 moyens de travail:
 - outils, machine,
 batiments, etc.

Pour définir un mode de production, puisque l'instance économique est déterminante en dernière instance, il faut se demander si les travailleurs travaillent directement sur l'ensemble de l'objet de travail, c'est-à-dire, si un seul travailleur peut mettre en oeuvre les moyens de productions existants et s'il est propriétaire des moyens de production. Dans le cas du M.P.C. la réponse à ces deux questions est non, il y a double "séparation", ⁽²⁾ double aliénation.

Pour sa part, le non-travailleur a une double fonction: celle d'organiser techniquement la production et celle d'être propriétaire des moyens de

production.⁽³⁾ L'économie bourgeoise prétend que le capitaliste tire son profit de l'échange. Marx montre comment le profit naît à l'intérieur du processus de production, qu'il est créé par le travail des ouvriers et que ceci est rendu possible, en dernière analyse, par le type de rapports sociaux de production déjà définis: la propriété privée des moyens de production. On trouve ici la justification de notre typologie des fractions syndicales utilisée au premier chapitre: on a d'abord distingué a) le syndicalisme de classe de b) celui qui ne l'était pas; c'est l'analyse historique qui nous a forcée à subdiviser b) en "bargaining" et gestionnaire.

Pour faire sa preuve Marx s'attarde longuement à démontrer que seul "le temps de travail socialement nécessaire" à la production d'une marchandise pouvait en déterminer sa valeur.⁽⁴⁾ Il peut alors affirmer que la plus-value (le profit) du capitaliste provient du sur-travail des ouvriers. La plus-value est le concept que construit Marx pour replacer le profit à l'intérieur du procès de production, la plus-value se mesurant en heure et le profit en monnaie il peut y avoir une différence quantitative entre les deux quand il y a différence entre les prix et la valeur. Revenons à l'enfantement de la plus-value:

"La production de plus-value n'est donc autre chose que la production de valeur prolongée au delà d'un certain point. Si le procès de travail ne dure que jusqu'à un certain point où la valeur de la force de travail est payée le capital est remplacé par un équivalent nouveau, il y a simple production de valeur; quand il dépasse cette limite, il y a production de plus-value."⁽⁵⁾

"La valeur que la force de travail possède et la valeur qu'elle peut créer diffèrent donc de grandeur. C'est cette

différence de valeur que le capitaliste avait en vue, lorsqu'il acheta la force de travail."(6)

Par la suite Marx défini le capital constant comme étant celui qui se transforme en moyen de production et le capital variable comme étant la partie du capital transformée en force de travail.⁽⁷⁾ Ayant introduit le concept de plus-value et de capital variable il peut maintenant définir celui de taux de plus-value comme étant le rapport entre les deux:

$$\frac{\text{plus-value}}{\text{capital variable}} = \frac{\text{surtravail}}{\text{travail nécessaire}} \quad (8)$$

Le travail nécessaire est la partie de la journée où le travailleur reproduit sa propre force de travail, donc est le travail nécessaire au travailleur.⁽⁹⁾

"Le taux de plus-value est donc l'expression exacte du degré d'exploitation de la force de travail par le capital ou du travailleur par le capitaliste."(10)

Finalement, Marx se servant d'un procédé logique peu orthodoxe se sert du taux de plus-value pour nous donner une définition formelle de la plus-value (la masse de)

$$P = f \times \frac{t'}{t} \times n$$

où P est la somme de plus-value, f la valeur moyenne d'une force de travail,

t' le surtravail, t le travail nécessaire et n le nombre des ouvriers employés. (11)

Sachant que le capitaliste est "avide de plus-value" on peut, à partir de la formalisation, définir les intérêts économiques de la classe capitaliste:

1. allonger la journée de travail ($t' - t$),
2. intensifier le travail (t' / t),
3. abaisser les salaires (f),
4. augmenter le nombre de travailleurs (n).

En outre, la plus-value étant propre au M.P.C. il est évident que la classe qui l'empêche a intérêt à maintenir ce mode de production, c'est-à-dire à reproduire la double séparation entre les travailleurs et les moyens de production.

La classe travailleuse dont l'organisation économique est le syndicat a des intérêts opposés à ceux de la classe patronale:

- si elle veut réduire son exploitation elle doit:

1. réduire la longueur de la journée de travail, ou
2. réduire l'intensité de la journée de travail, ou
3. faire augmenter les salaires;

- si elle veut faire cesser l'exploitation elle doit:

abolir la propriété privée des moyens de production, c'est-à-dire changer la relation de "propriété". Or cette transformation passe nécessairement par une transformation au niveau des deux autres instances du mode de production:

instance juridico-politique et instance idéologique.

Ayant justifier théoriquement les intérêts des deux groupes en présence nous serons mieux en mesure de cerner l'évolution de la relation ouvriers/ patrons en Argentine. Dans la mesure où les données disponibles le permettent nous donnerons un équivalent (ou une approximation tout au moins) statistique des concepts théoriquement élaborés.

Nous avons d'abord parlé des trois éléments qui forment l'instance économique du mode de production aussi présentons-nous des tableaux montrant l'évolution du nombre de travailleurs, du nombre de patrons et de la quantité des moyens de production.

Tableau 2.2: Evolution du nombre de travailleurs, 1930/1959:

	a	b	c	d
1930/1934	4,634 ⁽¹⁾		3,067	
1935/1939	5,016	19.0%	3,312	17.7%
1949/1944	5,517		3,611	
1945/1949	6,261	34.6%	3,983	29.4%
1950/1954	7,424 ⁽²⁾		4,672	
1955/1959	7,900	6.4%	4,855	3.9%

- a) Total des travailleurs (sens commun du terme), en milliers.
 - b) Augmentation de a) en pourcentage (%).
 - c) Total des travailleurs productifs (sens marxiste du terme) comprend, rural, manufacture, mine, construction et transport; exclus, électricité, communications, commerce et finances, services, en milliers.
 - d) Augmentation de c) en pourcentage (%)
- (1) Population active en milliers.
 (2) Population travailleuse en milliers.

Source: Diaz Alexandro, Essays on the economic history of the Argentine Republic, New Haven, Yale U. Press, 1970, p. 428-429.

Tableau 2.3: Evolution du nombre de non-travailleurs, 1935/1954 et moyens de production:

	a (1)	b	c (1)	d
1935	48,822		2,681,788	
1937	52,469		2,989,695	
1939	55,915	47.5%	3,282,357	44.0%
1941	61,031		3,537,201	
1943	72,002		3,861,66d	
1946	115,923		4,158,116	
1948	114,696 ⁽²⁾	212.4%	4,445,962 ⁽²⁾	65.0%
1950	121,217		4,855,543	
1954	224,954		6,369,862	

- a) Propriétaires ou directeurs, industries seulement.
- b) Augmentation de a) en pourcentage (%).
- (1) Source Rotandaro, op. cit. p. 129.
- (2) Idem, p. 180.
- c) Estimation de la quantité des moyens de production à partir de la force motrice installée calculée en H.P..
- d) Augmentation de c) en pourcentage (%).

Pour l'évolution des moyens de production nous devons nous contenter d'une estimation. Nous croyons que c'est souvent le sort des chercheurs marxistes qui se décident à étudier une formation sociale déterminée et, ceci résulte de l'inadéquation entre les concepts employés par la statistique "officielle" et les concepts marxistes. Nous croyons, malgré cette difficulté, qu'une approximation est suffisante puisqu'il s'agit de découvrir une tendance et non des valeurs mathématiques.

La relation de propriété et d'appropriation réelle nous permettent d'affirmer que dès 1937, la formation sociale qu'est l'Argentine en est une où le mode de production capitaliste domine. Pour les deux relations il y a séparation.

Si on considère d'abord l'industrie on peut voir que 98% des travailleurs sont séparés de la propriété des moyens de production, 23% des établissements, 10,672 sont sans personnel ouvrier⁽¹²⁾ alors qu'il y avait 496,347 ouvriers industriels qui n'étaient pas propriétaires de leurs moyens de pro-

duction. D'autre part on peut estimer que les entreprises comptant plus de cinquante ouvriers ont une organisation technique du travail tel que le travailleur ne peut pas mettre en oeuvre l'ensemble des moyens de production du début à la fin du procès du travail, donc qu'il avait au maximum 39.0% des travailleurs ayant l'appropriation réelle. Dans l'industrie la double séparation qui caractérise le M.P.C. est nettement dominante.

Pour l'agriculture nous ne disposons que de données de 1952 mais, "la structure agraire est restée pratiquement inchangée pendant la période péroniste".⁽¹⁴⁾ Or, à cette époque 12.6% des travailleurs agricoles étaient propriétaires d'une ferme.⁽¹⁵⁾⁽¹⁶⁾ Si on considère que les fermes de plus de 100 hectares (247 acres) ne permettaient pas l'appropriation réelle, il y avait 79% des travailleurs agricoles dans ce cas.⁽¹⁵⁾⁽¹⁶⁾ En agriculture aussi le M.P.C. était dominant.

Les tableaux qui nous montrent l'évolution du nombre de travailleurs et de la quantité des moyens de production nous permettent de découvrir l'évolution de la composition organique du capital, l'importance respective du travail et des machines dans la production. Dans les deux périodes étudiées on constate que la part des machines augmente plus rapidement que celle du travail, cependant lors de la première période (1935/1945) le rapport: $\frac{\text{machine}}{\text{travail}}$ augmente moins que lors de la période péroniste.

Lors de notre analyse théorique nous avons défini quatre intérêts économiques de la classe ouvrière, donc des syndicats qui la représentent, dans la

lutte contre la classe patronale. C'est par la quantification de ces intérêts que nous croyons pouvoir vraiment saisir la relation ouvriers/patrons.

Nous avons dit qu'un intérêt de la classe ouvrière était de réduire la longueur de la journée de travail. Pendant la période 1935/1945 la journée de travail en Argentine tendait à s'allonger:

Tableau 2.4: Indice de la durée de la journée de travail: 1939/1943

1939	1940	1941	1942	1943
100	101	101	101	104

Source: Fayt, Carlos, naturaleza del peronismo, Viracocha, Buenos Aires, 1967, p. 94.

Pour la période péroniste nous n'avons pas de données aussi précises, cependant nous savons que les conventions collectives de travail, qui avant étaient presque inexistantes, se sont généralisées et qu'elles contenaient, la plupart, des dispositions régissant la durée du travail, par exemple, en 1944 il y avait 69 conventions à Buenos Aires qui contenaient de telles dispositions et 285 en province.⁽¹⁷⁾ On peut donc conclure que sur ce point les intérêts de la classe ouvrière ont été mieux servis pendant la période péroniste qu'avant.

Nous avons aussi démontré qu'un autre intérêt de la classe ouvrière

dans sa lutte contre la classe patronale était de réduire le taux de plus-value, le taux d'exploitation. Or on verra au tableau 2.5 que ce taux est plus bas pendant la période péroniste que pendant les deux périodes qui l'encadrent. On peut donc conclure que le pouvoir économique de la classe ouvrière (pouvoir économique relatif, relatif à celui de la classe patronale) a été plus fort pendant la période péroniste que pendant les périodes qui précèdent et qui suivent.

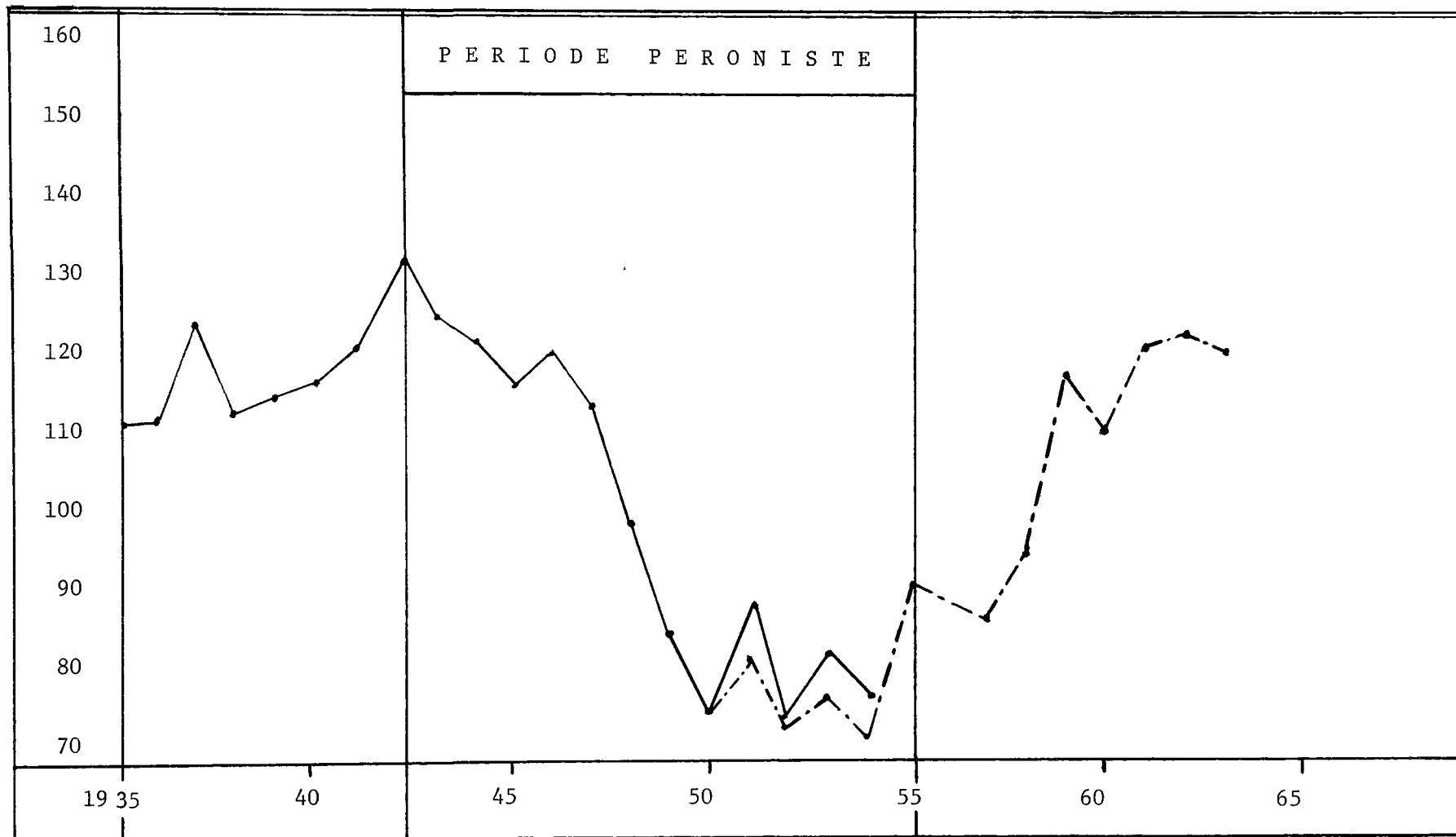
L'analyse théorique nous avait permis de conclure qu'un autre intérêt des ouvriers étaient l'augmentation des salaires. On verra dans le tableau 2.6 qu'encore sur ce point les intérêts des travailleurs sont mieux servis pendant la période péroniste qu'avant et qu'après.

Au niveau théorique nous avons vu qu'un dernier intérêt (pas le dernier en importance) était l'abolition de la propriété privée des moyens de production. Or c'est une évidence que la période péroniste, sous cet aspect, n'est en rien différente des autres: elle permet à la relation de propriété de se reproduire, elle reproduit les conditions nécessaires à l'exploitation de la classe ouvrière.

Bref, si on compare les période 1935/1943, 1943/1955 on constate que la relation patrons/ouvriers se définit à la fois comme une diminution progressive de l'exploitation des ouvriers et comme le maintien de l'exploitation.

Si ce chapitre est bref on en verra l'importance par le nombre de références que nous y ferons par la suite.

Tableau 2.5: Evolution du taux de plus-value: Argentine 1935/1963



Source: Voir annexe 2.1, p. 183.

Tableau 2.6: Salaires réels des travailleurs industriels, base = 943

	a	b	c
1939	100		
1940	97		
1941	97	98.2	--
1942	97		
1943	100		
1944	111	107.3	+ 9.1
1945	106		
1946	112		
1947	140		
1948	173		
1949	181		
1950	173	148.7	+ 41.4
1951	145		
1952	135		
1953	135		
1954	153		
1955	140		
1956	164		
1957	144		
1958	148		
1959	119	133.1	- 15.6
1960	120		
1961	130		
1962	127		
1963	125		
1964	131		

- a) Indice du salaire réel.
- b) Moyenne pour la période considérée.
- c) Augmentation ou diminution de la moyenne d'une période à l'autre.

Source: Merx, Gilbert, W., Sectorial clashes and political change: the Argentine experience, in Latin American Research Review, vol. IV, no 3, automne 1969, p. 97

N O T E S

Chapitre 2:

- (1) Balibar, Etienne, Sur les concepts fondamentaux du matérialisme historique, In Lire le Capital, 11, Petite collection Maspero, Paris, 1973, p. 98.
Le travailleur est celui qui fait une opération de transformation sur un objet matériel.
- (2) Idem, p. 99.
- (3) Idem, p. 97.
- (4) Marx, Karl, Le Capital, livre 1, tome 1, Editions Sociales, Paris, 1969, pp. 51-82.
- (5) Idem, p. 195.
- (6) Idem, p. 192-193.
- (7) Idem, p. 207.
- (8) Idem, p. 213.
- (9) Idem, p. 214-215.
- (10) Idem, p. 215.
- (11) Idem, p. 298.
- (12) Ramos, Monica, Peralta, etapas de acumulacion y alianzas de clases en la Argentina (1930/1970), Siglo Veintiuno, Buenos Aires, 1973, p. 83.
- (13) Rotondaro, op. cit., p. 125.
- (14) Niosi, Jorge, Péronisme comme alliance de classes, in Sociologie et Sociétés, vo. 6, no 2, novembre 1974, p. 150.
- (15) Niosi, Jorge, La politique économique de la bourgeoisie argentine, thèse présentée à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, Paris, mai 1973, p. 319.

- (16) Diaz, Alejander, Essays on the economic history of the Argentine Republic,
Yale U. Press, New Haven, 1970, p. 428.
- (17) Rotondaro, op. cit., p. 164.

CHAPITRE 3

LE ROLE IDEOLOGIQUE ET ECONOMIQUE DE L'ETAT AVANT 1943:

Lorsque nous parlerons de rôle économique de l'Etat nous entendrons toutes les politiques ou les actions du gouvernement dont l'effet est une variation du taux de plus-value, donc toutes les mesures qui affectent les salaires ou les profits. Au chapitre un (1) nous avons analysé la relation ouvriers/Etat, l'influence qu'avait la principale organisation ouvrière, la C.G.T. sur le pouvoir politique. Ici nous analyserons la relation inverse, l'influence de l'Etat sur les ouvriers, plus précisément l'influence de l'Etat sur la relation ouvriers/patrons, cette dernière étant perçue par le biais du taux de plus-value qui, avons-nous dit, est le résultat le plus clair de la lutte de classes.

Lorsque nous parlerons du rôle idéologique de l'Etat nous voudrions signifier tout discours d'un homme d'Etat ayant pour objet le rôle économique de l'Etat tel que nous l'avons défini ci-haut.

En Argentine la période 1930/1940 a reçu l'étiquette de DECADE INFAME à cause de la fraude électorale et de la corruption des gouvernements. Comme le noyau de notre travail sera constitué par la période 1943/1946 la présente partie n'a comme objectif que de donner un background historique. Nous qualifierons donc les rapports Etat-syndicats pour en donner ensuite une explication au niveau de la structure de classes.

Nous commençons par donner un exemple révélateur de l'action économique de l'Etat face aux syndicats. 1929, c'est la crise économique. En Argentine les chemins de fer sont la propriété des anglais et servent principalement à l'exportation de la viande qui à cette époque est le deuxième et parfois le premier produit d'exportation (voir annexe 3.1). Suite à la crise les patrons menacent de baisser les salaires et de mettre 6,000 travailleurs à pied. Sous cette pression et celle du gouvernement l'Union Ferroviaria et la Fraternidad signent une convention où ils acceptent des vacances (forcées) sans salaire et une diminution des heures de travail. Le Pouvoir Exécutif fait un décret de cette convention. Mais les patrons veulent plus, toujours plus. Ainsi les dirigeants de l'U.F. signent et, ensuite, présentent à l'Assemblée Générale du syndicat la proposition que résume le tableau suivant:

Tableau 3.1: Réduction des salaires des cheminaux, 1932:

Entrées de l'entreprise	Réduction des salaires
130-140 millions de pesos	5%
115-130 millions de pesos	5%
105-115 millions de pesos	8% ⁽¹⁾

Ceci se passe le 9 décembre 1932. L'Assemblée Générale refuse la pro-

position qui avait été signée par les dirigeants. L'entreprise riposte en décrétant une baisse salariale de 8%. Face à l'escalade de tensions le gouvernement intervient en disant qu'il va faire une étude du cas. Résultat: le gouvernement déclare valides et la convention de 1931 et la résolution du 9 décembre 1932. L'intervention du gouvernement en faveur des entreprises est nette. Il y a plus, en 1934 la situation des entreprises s'est améliorée. Le 23 octobre de cette année le président Justo dicte un arbitrage présidentiel qui oblige les entreprises à garder tout le personnel mais décrète une retenue des salaires estimée à 3.3%. Cet arbitrage sera en vigueur jusqu'en 1942 et les entreprises donneront les retenues seulement en 1944 sous le gouvernement militaire. La Vanguardia du 20 novembre 1943 nous permet de dire que le total des retenues entre 1934 et 1943 est de \$23,140,554.00 de pesos.⁽²⁾

Cet épisode fort intéressant peut nous laisser croire qu'au cours de cette période l'appui du gouvernement aux patrons s'est manifesté principalement sous la forme de l'action directe en leur faveur. Nous verrons que la règle est la non-intervention et que l'exception s'explique.

La non-intervention du gouvernement est visible, par exemple, dans le fait que les conventions collectives soient à peu près inexistantes, ainsi, en 1939 il y en a 11 dans tout le pays et 7 en 1940.⁽³⁾ On sait que pour que la convention collective se généralise il faut qu'il y est des règles que respectent les deux partenaires. Or, seul le gouvernement dispose du pouvoir d'établir et de faire respecter de telles règles. C'est donc dans ce sens que nous pouvons imputer la responsabilité du peu de conventions collectives à l'Etat.

Pour la période qui nous occupe les principales lois du travail sont les suivantes:

Tableau 3.2: Les principales lois du travail 1930/1943

Numéros	Année	Sujet	Secteurs
11.640	1932	Repos du samedi	Capital Fédérale
11.729	1934	Contrat de travail	Commerce, facteurs, voyageurs, concierges
12.205	1935	Siège à dossier	Trains, tramway, ascenseur
11.575		Retraite	Employés de banques
12.537		Retraire	Journalistes
12.612		Retraite	Marine marchande
11.933		Maternité	--
12.637	1940	Stabilité d'emploi	Banques privées
12.713	1941	Travail à domicile	Travail à domicile ⁽⁴⁾

Le moins que l'on puisse dire de ces lois c'est qu'elles sont partielles, qu'elles s'appliquent à des secteurs restreints. Deux lois seulement s'appliquent à l'industrie (11.640 et 11.933). A partir de trois documents⁽⁵⁾ nous avons retenu les points qui apparaissaient dans au moins deux comme étant les principales demandes syndicales à l'Etat. Les demandes sont les suivantes:

Tableau 3.3: Les principales demandes syndicales 1930/1943

1. Reconnaissance syndicale	6. Participation aux organismes gouvernementaux
2. Journée de huit heures	7. Stimuler l'industrie nationale
3. Salaire minimum	8. Mesures contre la hausse du coût de la vie
4. Sécurité sociale	
5. Abolition de la loi 4144	

La comparaison des tableaux 3.2 et 3.3 nous montre que la correspondance entre les demandes syndicales et les lois du travail est presque nulle. D'une part les lois s'appliquent à un secteur précis de travailleurs alors que la presque totalité des demandes sont faites pour l'ensemble des travailleurs. D'autre part un seul sujet de demande fait l'objet d'une loi (sécurité sociale-retraite) mais il faut noter que le sujet de la loi ne couvre pas la totalité du sujet de la demande. En effet la sécurité sociale englobe beaucoup plus qu'un système de retraite. C'est cette inadéquation entre les demandes syndicales et les lois du travail qui nous faisait écrire que le rôle économique (relation capital-travail) de l'Etat pendant cette période en fut un de non-intervention.

Au milieu de notre recherche nous nous sommes affolés parce qu'il était impossible de trouver des discours d'hommes politiques traitant des rapports patrons-ouvriers. Mais avec plus de recherches et un peu de réflexion nous

sommes arrivés à cette conclusion: si le rôle économique de l'Etat est la non-intervention n'est-il pas logique que son rôle idéologique soit l'équivalent: de se taire. Ce qui explique l'absence de discours politiques sur la lutte de classes.

Ayant établi que les rôles économique et idéologique de l'Etat argentin pour la période 1930/1943 se caractérisent par la non-intervention, il est intelligent de se demander: "pourquoi?".

Notre point de départ est la définition que Marx donne du pouvoir politique:

"Le pouvoir politique à proprement parler, est le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre."(6)

"La bourgeoisie vit dans un continuel état de guerre: d'abord contre l'aristocratie, puis contre les fractions de la bourgeoisie dont les intérêts sont en conflit avec le progrès de l'industrie, et enfin toujours contre la bourgeoisie de tous les pays étrangers."(7)

Ici l'objectif est clair. Il s'agit de définir la structure de la classe dominante, de voir quelles fractions ont des intérêts divergents (opposition) et quelles ont des intérêts convergents (alliance). Nous emprunterons ce travail à Monica Peralta Ramos, notre effort consistera à relier cette structure de la classe dominante à la non-intervention de l'Etat sur le rapport patrons-ouvriers.

L'introduction du procédé d'expédition de la viande, viande froide

(par opposition au procédé de la viande gelée) vers 1920 va créer une division à l'intérieur de la bourgeoisie foncière: les engraisseurs et les producteurs (éleveurs). Ce procédé "exige que la viande soit consommée avant 40-45 jours après qu'elle ait été refroidie".⁽⁸⁾ D'où la nécessité d'une offre constante tout le long de l'année. Ainsi le rôle des engraisseurs est de rendre constante l'offre. Ce faisant ils subordonnent les éleveurs pour qui ils deviennent l'intermédiaire nécessaire. Les intermédiaires sont liés au commerce extérieur et au capital étranger (anglais).⁽⁹⁾ D'autre part l'expression politique de la fraction des engraisseurs est le parti conservateur.⁽¹⁰⁾ l'hégémonie de cette fraction dans la structure de classe est visible dans la pratique de classe qu'est le traité Roca-Runciman entre l'Argentine et l'Angleterre signé en 1933 sous le parti conservateur argentin. Ce traité "assure aux engraisseurs une exportation de viande froide (enfriada) plus basse qu'avant mais, stable."⁽⁸⁾ D'autre part il est contraire aux intérêts de l'industrie puisqu'il conserve aux importations anglaises la même importance qu'avant par la promesse de ne pas créer de nouveaux impôts sur les importations anglaises et de ne pas élever celles qui existent. Ce traité, en plus de nous montrer le rôle hégémonique de la fraction des engraisseurs, met en évidence leur liaison avec le capital britannique.

Pour comprendre que même s'il y a hégémonie des engraisseurs (entre autre sur la bourgeoisie industrielle) il y a aussi alliance des intérêts entre cette fraction hégémonique et une partie de la bourgeoisie industrielle il faut partir d'un changement au niveau du marché mondial qui prend place entre 1920 et 1950.

Le traité Roca-Runciman s'il assure l'hégémonie des engraisseurs pose le problème de la balance des paiements. En effet celle-ci sera déficitaire puisque par rapport à la période précédente l'Argentine exporte moins en Angleterre et s'engage à importer autant. Il faudra importer moins ailleurs. Ce sera la substitution des importations des biens de consommation non-durables. Ce genre de biens étaient importés des Etats-Unis. Ce fait est visible dans les deux tableaux suivants:

Tableau 3.4: Importations par pays d'origine: 1925/1934 (%):

	Grande-Bretagne	Etats-Unis
1925/1929	19.6%	24.6%
1930/1934	22.4%	15.4% (11)

Tableau 3.5: Coefficient d'importation par rapport au P.N.B.:

1900/1904	26.1%	1920/1924	21.2%	1940/1944	6.4%
1905/1909	28.6%	1925/1929	24.8%	1945/1949	9.8%
1910/1914	28.7%	1930/1934	14.7%	1950/1954	7.3%
1915/1919	17.5%	1935/1939	14.8%	(12)	

Que veut dire cette substitution des importations en terme de classes? Nous montrerons que la fraction hégémonique fait appel aux intérêts de deux autres fractions pour résoudre le problème de la balance des paiements: la bourgeoisie américaine du Nord et la fraction de la bourgeoisie autochtone qui est liée au capital américain du Nord.

L'intérêt de la bourgeoisie américaine à ce que les autres pays se lancent dans une substitution des importations (ce qui pour eux veut dire remplacer l'exportation de produits par l'exportation de machine et d'équipement pour les produire) se manifeste par un changement du marché mondial qui survient entre 1920 et 1950. Ce changement a trois facettes:

1. L'Angleterre perd graduellement son hégémonie en matière d'investissements à l'étranger, ce au bénéfice des Etats-Unis.
2. Le secteur d'investissement qui était surtout les transports (et les services gouvernementaux) devient celui de l'industrie (voir annexe 3.2).
3. Finalement la forme d'investissement qui était par portefeuille devient l'investissement direct. ⁽¹³⁾

Bref, l'intérêt de la bourgeoisie américaine de faire des investissements directs dans l'industrie est bien réel puisqu'il persiste encore aujourd'hui (nous avons montré dans un travail antérieur que cet intérêt est pour la bourgeoisie américaine un moyen de lutter contre la baisse tendancielle du taux de profit aux Etats-Unis ⁽²³⁾). Or l'augmentation des investissements directs américains implique nécessairement une diminution des importations. C'est donc là que se rencontrent les intérêts américains et ceux de la fraction hégémonique qui cherche avons-nous dit à diminuer les importations.

Même si le pourcentage du PNB que représentent les investissements étrangers totaux (directs et par portefeuille) diminue constamment entre 1930 et 1943⁽¹⁴⁾ il reste que les investissements américains du Nord qui étaient de 487 millions en 1927 sont à 654, 643 et 629 millions de dollars, successivement en 1931, 1934 et 1940.⁽¹⁵⁾ Ce fait et le blocus des sorties de capitaux étrangers peuvent expliquer pourquoi le recensement de 1935 indiquait que 50% de l'industrie du pays était sous le contrôle étranger.⁽¹⁶⁾

S'il y a une fraction de la bourgeoisie nationale liée à la bourgeoisie américaine du Nord dont les intérêts coïncident momentanément avec ceux de la classe hégémonique et que le capital de cette bourgeoisie nationale est concentré il y aura opposition entre ses intérêts et ceux de la bourgeoisie dont le capital n'est pas concentré. Or cette concentration est un fait dès 1937:

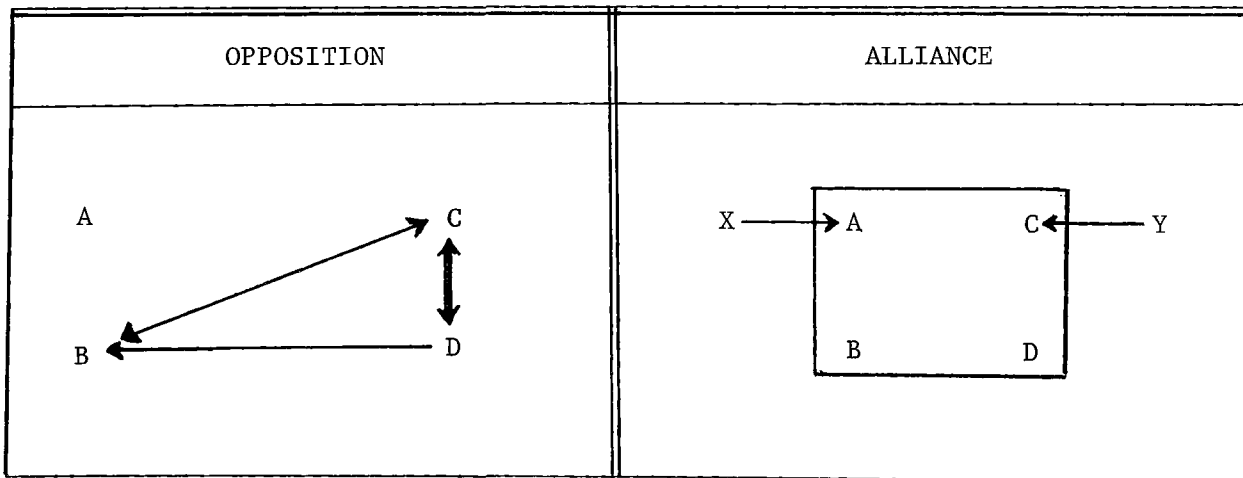
Tableau 3.6: Concentration industrielle, en pesos de 1937 (1937):

	Valeur de la production de 10 à 25 milles annuel		Valeur de la production plus de 500 milles annuel	
Etablissements	11,300	40%	1,320	4.5%
Ouvriers	42,670	8%	272,340	51.0%
Valeur de production	184,200,000	4%	3,162,600,000	68.0%
Ouvriers par établissements	3.8		206	
Valeur de production par établissements	16,400		2,390,000	
Valeur de production par ouvrier	4,300		11,600	(17)

C'est un fait accepté par les économistes de toutes les écoles que le secteur concentré par la concurrence menace l'existence même des petites industries, donc l'existence même de cette fraction de la bourgeoisie nationale. Malgré sa position subordonnée le nombre de cette fraction va s'accroître (pas le pouvoir). En effet de 1935 à 1946 le nombre d'établissements industriels augmente de 228% comparativement à 17% pour la période de 1914/1935. (18)

Si on ajoute à ces faits celui que la fraction qui s'oppose le plus à l'industrialisation est celle du groupe subordonné de la bourgeoisie foncière: les agriculteurs-éleveurs (producteurs) (19) on obtient la structure de la classe dominante de cette époque:

Tableau 3.7: Structure de la classe dominante: 1930/1943



Légende: A - engraisseur

B - éleveurs

C - gros industriels

D - petits industriels (voir annexe 3.3, p.184)

De la structure d'opposition on peut conclure que la position de la fraction hégémonique tient au fait que ses intérêts ne s'opposent à aucune fraction, d'où la possibilité de faire passer ses intérêts particuliers pour ceux de l'ensemble de la classe dominante et, partant de toute la société. De la structure d'alliance on peut conclure que l'alliance engraisseurs et gros industriels est influencée par deux facteurs extérieurs. C'est (X) le fait que l'Angleterre réduise ses importations qui oblige la fraction hégémonique de l'Argentine à vouloir réduire ses propres importations et c'est (Y) le fait que l'intérêt des Etats-Unis soit l'investissement direct dans l'industrie qui fait que le gros industriels argentins ont aussi intérêts à substituer les importations d'un secteur limité: les biens de consommation non-durables.

Comment cette structure de la classe dominante peut-elle expliquer la non-intervention de l'Etat en matière de relations patrons/ouvriers industriels? La réponse est courte mais nette: puisque l'Etat est sous le contrôle des engraisseurs (bourgeoisie foncière) et non de la bourgeoisie industrielle il n'interviendra pas dans les conflits qui intéressent cette dernière et ses ouvriers. C'est aussi ce qui expliquerait l'intervention exceptionnelle de l'Etat lors du conflit entre les chemins de fer et ses ouvriers (voir le début du chapitre). Dans ce cas ce sont les intérêts directs des engraisseurs qui sont en jeu puisque les chemins de fer (anglais à l'époque) servaient principalement à acheminer la viande pour l'exportation en Angleterre. De toute manière le taux de plus-value (exploitation) (voir p. 40) pour l'industrie et le nombre de grèves gagnées par les syndicats montrent que la bourgeoisie industrielle

n'avait pas besoin de l'intervention de l'Etat pour exploiter les ouvriers si ce n'est de ne pas intervenir en faveur de ces derniers par des lois générales qui affecteraient justement le taux d'exploitation (voir tableau 3.2).

Tableau 3.8: Résultats obtenus par les grévistes, 1934/1939, en pourcentage:

Année	Gagnées	Perdus	Compromis
1934	2.40%	55.93%	41.66%
1935	55.81%	7.76%	36.18%
1936	14.72%	11.15%	74.07%
1937	8.23%	3.57%	88.20%
1938	11.33%	13.81%	74.68%
1939	18.39%	6.30%	75.31% (20)

Pour expliquer la non-intervention de l'Etat dans la lutte de classes (sur le taux d'exploitation) il faut aussi faire intervenir le faible développement des forces productives et sa conséquence, le faible développement de l'appareil d'Etat.

Encore une fois nous ferons référence au court chapitre deux (2). Nous rappelons que les forces productives sont les travailleurs, les moyens de production (machines, énergie, bâtiments) et l'objet de travail (matière première).

Si l'on regarde l'évolution du nombre de travailleurs productifs (voir tableau 2.2, p. 34) on ne peut pas dire que son développement était faible avant 1943 puisqu'il augmente que de 17.7% en 10 ans. Par contre l'augmentation des moyens de production étant beaucoup plus imposante (voir tableau 2.3, p. 35) on peut soutenir que les forces productives étaient peu développées en 1935 par rapport à 1946, par exemple.

La loi qui veut que le développement de l'appareil de l'Etat suive celui des forces productives nous apparaît fort difficile à contester. Pour l'Argentine le tableau suivant en est une preuve.

Tableau 3.9: Les dépenses du gouvernement 1900/1954:

	A	B	C
1900/1904	427	1,755	16.3%
1905/1909	1,282	2,741	17.2%
1910/1914	1,235	3,520	17.7%
1915/1919	381	2,157	11.3%
1920/1924	660	2,906	11.4%
1925/1929	1,573	5,184	15.6%
1930/1934	1,564	6,716	19.8%
1935/1939	2,597	8,459	21.3%
1940/1944	2,108	8,957	19.5%
1945/1949	7,332	16,759	29.4%
1950/1954	5,656	17,994	28.5%

A: Dépenses du gouvernement en biens de capital en millions de pesos de 1950,

B: Dépenses totales du gouvernement en millions de pesos de 1950.

C: Rapport de "B" P.N.B. en pourcentage (%).

Source: Naciones Unidas, el desarrollo economico de la Argentina, Mexico, 1959, tome 5, p. 79.

Du tableau précédent on peut conclure que les dépenses du gouvernement étaient en moyenne de 15% du P.N.B. de 1900 à 1929, de 20% entre 1930 et 1944 et près de 30% entre 1945 et 1954. L'importance progressive de l'appareil d'Etat est évident surtout si l'on sait que le P.N.B. de l'Argentine était de 10,757 millions de pesos (de 1950) en 1900, de 33,863 millions en 1931 et de 63,150 millions en 1954.⁽²¹⁾ Non seulement l'appareil de l'Etat se développe de plus en plus, mais aussi il prend une place de plus en plus grande dans l'économie entière.

Pour montrer que l'influence économique de l'Etat est presque nulle avant l'époque péroniste (par rapport à l'époque péroniste) soulignons qu'entre 1945 et 1955 les paiements de prévision sociale ont augmentés de 218.5% et les subsides et les subventions ont augmentés de 1,784.2%.⁽²²⁾ On voit que le rôle économique de l'Etat tel que nous l'avions défini (influence sur les revenus des travailleurs et sur les profits des patrons) est de beaucoup supérieur pendant la période péroniste.

On peut donc conclure que la non-intervention de l'Etat sur le rapport

ouvriers, ouvriers/patrons s'explique par la structure de classes et par le faible développement de l'appareil d'Etat, qui à son tour, s'explique par le faible développement des forces productives.

En guise de conclusion pour cette section du travail (avant 1943) nous pouvons dire qu'au niveau des prazis et des idéologies syndicales il y avait trois fractions (bargaining, gestionnaire et classe dépendante) que deux de ces trois fractions ont fini par prendre une position politique anti-gouvernementale (cf. appui à l'Union Democratica). Si nous avons déjà avancé quelques facteurs qui expliquent cette position (cf. guerre dite Mondiale et la dépendance du groupe communiste) nous sommes maintenant en mesure d'en ajouter un: le taux d'exploitation est élevé et l'Etat n'intervient pas pour le faire baisser. La perception de ce fait se retrouve dans les citations suivantes:

"La classe travailleuse du pays a été frustrée dans ses aspirations au cours de la présente période parlementaire. La loi des pensions de retraite pour les employés dans le commerce... a échoué au Sénat. Une autre loi déjà approuvée dans l'une des deux chambres est retenue et oubliée dans l'autre; C'est la loi destinée à créer l'Institut National de la Demeure (vivienda). Le projet de loi du salaire minimum... n'a pas bougé non plus."(24)

"C'est l'heure où les gouvernements doivent être l'expression authentique de l'opinion publique; que se rétablisse la normalité institutionnelle; que la loi écrite commande."(25)

Nous avons établi que la non-intervention de l'Etat (sur le rapport profit/salaire) prenait trois formes: les lois étaient partielles, les lois n'étaient pas appliquées et les conventions collectives n'étaient pas généra-

lisées. On voit dans les citations que les deux premières formes de la non-intervention de l'Etat sont perçues par les travailleurs eux-mêmes. Le fait que l'Etat n'intervienne pas pour faire baisser le haut taux de plus-value explique que deux des trois fractions syndicales prennent une position contre le gouvernement, qui en ce sens (non-intervention) défend les intérêts de la bourgeoisie industrielle dans son ensemble parce qu'elle fait partie de la classe dominante et dirigeante et du même coup (par la défense passive) la subordination de la bourgeoisie industrielle à la fraction foncière hégémonique s'y trouve reflétée.

D'une manière schématique on peut résumer cette partie de notre travail ainsi:

1. De 1935 à 1943 la fraction syndicale gestionnaire est hégémonique en coalition avec la fraction "bargaining" alors qu'en 1943 il y a coalition gestionnaire/classe dépendante. La position politique de la première coalition est très métigée puisque seuls les individus prennent position alors que la deuxième coalition est plus engagée puisque le groupe donne son appui à un parti politique mixte.
2. Ce changement de coalition et le changement de position politique s'expliquent par quatre facteurs:
 - a) le gouvernement est pro-nazi,
 - b) la fraction communiste est dépendante,
 - c) la fraction gestionnaire est anti-totalitariste,

- d) le gouvernement est non-interventionniste au niveau du taux de plus-value et muet au niveau idéologique.
3. Le rôle économique et idéologique de l'Etat (voir le point 2-d) s'explique par la structure de classes et par le faible développement de l'appareil d'Etat.
4. Le faible développement de l'appareil d'Etat s'explique par le faible développement des forces productives.

N O T E S

Chapitre 3:

- (1) Ces données et la narration de cette épisode ont été puisées chez Rotondaro, op. cit., p. 152 à 155.
- (2) Vanguardia, 20 novembre 1943.
- (3) Murmis et Partentiero, op. cit., p. 89.
- (4) Construit à partir de Rotondaro, op. cit., p. 164-165.
- (5) C.G.T., Programa minimo, Buenos Aires, 1932, Ciria Alberto, Partidos y poder en la Argentina, Jorge Alvarez, Buenos Aires, 1968, p. 308 et C.G.T., Secundo Congreso Ordinario, Buenos Aires, 1942. La citation de Ciria se rapporte à juillet 1940.
- (6) Marx, Karl, Le manifeste du Parti Communiste, 10-18, Paris, 1972, p. 47.
- (7) Idem, p. 30-31.
- (8) Ramos, Monica Peralta, Etapas de acumulacion y alianzas de clases en la Argentina (1930/1970), siglo veintiuno, Buenos Aires, 1973, p. 77.
- (9) Idem, p. 76.
- (10) Idem, p. 78.
- (11) Niosi, Jorge, op. cit., p. 311.
- (12) Idem, p. 313
- (13) Tugendhat, Christopher, Ces multinationales qui nous gouvernent, Grasset, # Paris, 1973, p. 69-70.
- (14) Ramos, op. cit., p. 47.

- (15) Niosi, op. cit., p. 310.
- (16) Ramos, op. cit., p. 81.
- (17) Idem, p. 82.
- (18) Niosi, op. cit., p. 305.
- (19) Ramos, op. cit., p. 79.
- (20) Murmis et Portentiero, El movimiento obrero en los origenes del peronismo, Siglo Veintiuno, Buenos Aires, 1972, p. 89.
- (21) Naciones Unidas, op. cit., p. 18.
- (22) Idem, p. 82.
- (23) Hamel, C., et al., Les firmes multinationales, travail présenté au département de sociologie de l'Université d'Ottawa pour le cours SOC 4535, 1974.
- (24) C.G.T., Actas, reuniones del C.C.C. de 1942, p. 127-128.
- (25) Idem, p. 283.

CHAPITRE 4

LE ROLE IDEOLOGIQUE ET ECONOMIQUE DE L'ETAT ENTRE 1943 ET 1946:

Le 4 juin 1943 les militaires argentins, ayant à leur tête le Général Rawson, destituent le docteur Castillo président de la Nation. Nous pouvons dire que cette révolution militaire est "nationalitaire" et anti-communiste. Dans la déclaration publique du Gouvernement militaire on peut lire des expressions comme l'"honnêteté administrative", "maintenir la souveraineté réelle et entière de la Nation".⁽¹⁾ Mais, pour saisir la signification de ce coup d'Etat il faut voir plus en détail le contexte historique.

Alfredo Lopez écrit: "On annonce la candidature à la Présidence de Robustina Patron Costa. Ce fait que l'oligarchie capitaliste et le capitalisme étranger applaudissent avec ferveur... soulève tous les argentins qui répudient la fraude.

Un dirigeant politique, le docteur Enrique M. Mosca, s'entretient avec le Général Pedro Pablo Ramirez, ministre de la Guerre... et lui offre la candidature à la présidence au nom de l'Union Civique Radicale. Ramirez est emprisonné par le Président Castillo. Le Campo de Mayo menace de se soulever. Ramirez est mis en liberté. Le G.O.U. (organisation militaire) qui fonctionne depuis deux ans saisit l'occasion et le 4 juin 1943, 6,000 militaires marchent sur la Capitale Fédérale et obtiennent la résignation de Castillo."⁽²⁾ Selon le même auteur les objectifs du G.O.U. sont "de rendre effectif la capitalisation au pays en revigorant l'industrie argentine appuyée sur un marché national

dont le pouvoir d'achat soit suffisant.

"Pour atteindre de tels objectifs il faut créer immédiatement la Banque de l'industrie et le Secrétariat du Travail."⁽³⁾

Comme Lopez nous pensons qu'au début de la Révolution du 4 juin, les militaires avaient des objectifs nationalitaires. Mais à ce moment le projet n'était pas aussi précis que le laisse supposer Lopez, c'est-à-dire que le projet de créer un marché interne fort n'existait pas. Cette précision s'ajoutera plus tard.

Allons donc directement aux documents du G.O.U.: avant le coup d'Etat le G.O.U. fait l'analyse suivante de la situation du pays: "Nous sommes face à une situation qui est la plus grave depuis l'organisation du pays. Nous sommes face à un danger de guerre et à un front interne en pleine décomposition."

On perçoit clairement les actions de l'ennemi:

- "- Une forte pression des Etats-Unis (pour que l'Argentine participe à la guerre).
- La destruction du front intérieur commencée par la pénétration et l'agitation du pays par des agents d'espionnage et de propagande, ce qui menace d'aboutir à la conquête du gouvernement aux prochaines élections et plus tard à la révolution communiste de type front populaire."⁽⁴⁾

Les objectifs sont clairs: conserver la neutralité de l'Argentine dans la guerre et éviter que les communistes prennent le pouvoir. Notons que Patron

Casto étant un propriétaire terrien pro-britannique⁽⁵⁾ son élection aurait conduit à l'engagement de l'Argentine dans la guerre. On comprend alors l'intervention du G.O.U. qui se fait juste au moment de sa nomination comme candidat présidentiel.

Expliquons maintenant comment cette neutralité des militaires doit s'interpréter comme relevant d'une idéologie nationalitaire. A l'époque et aujourd'hui encore, plusieurs pensaient qu'être neutre au cours de la Seconde Guerre dite Mondiale était être pro-faciste. Appuyant notre jugement sur la thèse du Gunder Frank qui veut que la périphérie se développe quand le centre est en régression et vice-versa⁽⁶⁾ nous pouvons dire que pour l'Argentine le centre est l'Angleterre et les Etats-Unis. Or à ce moment précis ces deux pays participent à la guerre, ils produisent des armes. Et on sait bien que la production d'armes et de matériel de guerre implique une régression économique (à moins qu'on les produise pour les vendre) puisqu'ils ne sont ni des biens de production, ni des biens de consommation mais, des biens de DESTRUCTION. Ainsi la position neutraliste est logique (d'un point de vue du nationalisme économique) puisqu'il s'agit de saisir la "chance" de la régression du centre et d'éviter une régression au pays en produisant et en utilisant du matériel de guerre. La position neutraliste n'implique pas seulement une position pro-faciste mais aussi une position nationalitaire.

Avec Felix Luna donnons une précision sur la signification de "pro-naziste" pour un militaire argentin de 1943. D'abord l'auteur affirme que les Forces Armées de 1943 avaient une "sympathie pro-nazi", qu'ils étaient pro-nazis mais pas nazis.⁽⁴⁹⁾ Ensuite il donne les raisons suivantes qui justifient

leur sympathie: "En premier lieu l'admiration des militaires sud-américains pour l'efficacité professionnelle de la Wehrmacht, en plus la lutte armée contre la Russie communiste leur inspirait une certaine ferveur, finalement il faut se rappeler qu'en 1943 ni les militaires ni aucun citoyen ne pouvaient s'identifier à la démocratie qui se pratiquait en Argentine puisque la démocratie était une farce. Etre ennemi de la Grande-Bretagne signifiait automatiquement être ami de l'Argentine. La chute du pouvoir impérial anglais, l'humiliation des Etats-Unis pouvait être l'inauguration d'une nouvelle émancipation. Nous ne pouvons pas voir le nazisme de 1943 avec les yeux d'aujourd'hui. Les bestialités hitlériennes... furent connues seulement après 1945.⁽⁷⁾ Encore une fois on voit que les militaires sont anti-communistes et nationalitaires.

Ajoutons une dernière preuve à l'idéologie nationalitaire du gouvernement militaire: "... pendant les six premiers mois du gouvernement révolutionnaire il y eu une prédominance de la nomination de fonctionnaires publiques du secteur nationaliste."⁽⁸⁾

Passons maintenant du rôle idéologique au rôle économique de l'Etat. Le trait du rôle économique de l'Etat argentin (entre 1943 et 1946) qui apparaît le plus évident est celui d'être pro-industriel. Pour comprendre ce trait il faut se rappeler ce que nous avons dit au chapitre 3 sur le rôle économique de l'Etat avant 1943. Nous avons fait la preuve que l'Etat était contrôlé par la fraction de la bourgeoisie foncière qui s'appelait les engraisseurs, que cette fraction avait maintenu son hégémonie en s'appuyant sur la fraction des bourgeois de la grande industrie. Ici on verra que le gouvernement sous l'hégémonie

des militaires en étant pro-industriel combat et les engraisseurs et la grande bourgeoisie industrielle (liée au capital étranger) en faveur de la petite bourgeoisie industrielle (liée au capital national).⁽⁵⁰⁾ Ce trait se matérialise dans les politiques suivantes:

1. La création de la Banque de Crédit Industriel,
2. la promotion des usines militaires,
3. la création de programmes de formation technique
4. l'établissement du Secrétariat d'Etat pour l'industrie,
5. la nationalisation de la Compagnie Primitif du Gaz,
6. la nationalisation des élévateurs à grains,
7. la liquidation de l'Institut Mobilisateur et Juntas régulatrices (deux institutions des gouvernements précédents qui seraient les intérêts de la bourgeoisie foncière),
8. l'intervention de la Corporation du Transport.⁽⁹⁾

Nous reviendrons au chapitre suivant quand nous parlerons de la position des fractions bourgeoises sur la signification de cette politique pro-industrielle. Pour l'instant continuons de caractériser le rôle économique de l'Etat. Au début de son règne le gouvernement militaire était anti-syndicaliste. Notons que si l'objectif du gouvernement avait été la création d'un marché interne fort il aurait nécessairement eu des politiques tendant à s'attirer la sympathie des syndicats. Il faut cependant préciser qu'il ne faut pas confondre anti-syndical et anti-ouvrier. Tenant compte d'un décret de juillet 1943 qui baisse le coût des loyers, le moins que l'on puisse dire c'est que le gouvernement n'était pas anti-ouvrier. Dans la Capitale la baisse est la suivante:

Tableau 4.1: La baisse du coût des loyers dans la Capitale: juillet 1943

Coût du loyer	Baisse en pourcentage (%)
moins de \$50.	20%
\$ 51. à \$100.	18%
\$101. à \$150.00	16%
\$151. à \$200.	14%
\$201. à \$250.	12%
\$251. à \$300.	10%
\$301. à \$400.	8%
\$401. et plus	5% (10)

Une autre mesure dans le même sens est le décret du Pouvoir Exécutif du mois de juin 1943 qui fixe les prix pour les commerces au détail pour les articles de première nécessité.⁽¹¹⁾

Malgré tout le gouvernement est anti-syndical. Ainsi au milieu de juin il prohibe l'existence de la C.G.T. liste no 2. Ce fait pourrait s'expliquer par sa position anti-communiste puisque les syndicats communistes se regroupent dans cette centrale syndicale. Mais le décret no 2629 du 20 juillet 1943 qui règlemente la constitution, l'organisation et le fonctionnement des associations professionnelles (des syndicats) ne va pas aider le renforcement des syndicats. Par exemple l'article no 1 dit que seulement les institutions qui ob-

tiennent la personnalité juridique peuvent faire des représentations devant les pouvoirs publics et les "personnes financières" (individuos financieros). L'article no 2 stipule que les syndicats doivent s'abstenir complètement de participer à l'action politique ou de s'affilier à d'autres entités non syndicales ou qui n'auraient pas obtenues la reconnaissance de leur personnalité comme telle."⁽¹²⁾ En définitive cette loi établit un contrôle de l'Etat sur les syndicats. Ainsi selon l'article no 11 seulement les syndicats qui ont la personnalité juridique peuvent faire des conventions collectives ou des conciliations. C'est dire que les syndicats que l'Etat ne reconnaît pas ne peuvent rien faire, ni conventions, ni conciliations, ni représentations, ni s'affilier. Et ceux qui ont cette reconnaissance juridique ne peuvent pas participer aux activités politiques.

La politique anti-syndicale apparaît d'une manière beaucoup plus évidente lorsque le 24 août 1943 la Union Ferroviaria et la Fraternidad sont intervenues et doivent se retirer de la C.G.T. liste no 1. Le résultat concret de la politique gouvernementale se traduit dans le fait que la C.G.T. qui comptait plus de 200,000 cotisants l'année précédente en compte maintenant seulement 15,000. Si la dissolution de la C.G.T. no 2 pouvait s'expliquer par la position anti-communiste du gouvernement ce n'est pas le cas du démembrement partiel de la C.G.T. no 1 puisque, comme nous le savons, cette centrale ne comptait pas de syndicats contrôlés par les communistes.

Mais, à la fin du même mois les positions gouvernementales vis-à-vis les syndicats vont changer. Puiggros nous explique ainsi le changement de tac-

tique: "Peron dit nous désirons aussi purger les organisations syndicales des extrémistes qui pour nous ont une idéologie tellement exotique...

Malgré cette déclaration destinée évidemment aux militaires alarmés par la menace d'une grève générale révolutionnaire - il commença ses contacts avec les dirigeants syndicaux, en grande majorité communistes et socialistes de la C.G.T. no 2 dans le but d'éviter la grève...

L'attente extraordinaire que suscita cet arrêt de travail, tant dans le milieu officiel que chez l'opposition, se devait non seulement à la mobilisation du syndicat le plus combatif de l'époque, ... mais aussi à l'importance des frigorifiques dans l'économie agro-exportatrice et dans les relations avec la Grande-Bretagne.

... la grève fut gagnée mais les lauriers ne furent pas pour Peter (dirigeant communiste du syndicat de la viande) mais bien pour Perón qui commença ainsi sa carrière météorique de leader populaire."⁽¹³⁾

Puiggros conclu en disant: "Le gouvernement militaire menacé par la grève et les conspirations internes et par les sanctions et les blocus des centres mondiaux de pouvoir n'avait d'autre alternative que de chercher l'appui des secteurs populaires.

Avec la logique formelle, et son principe d'identité... on va au diable quand on tente de déchiffrer la contradiction du gouvernement militaire,

lequel, d'une part, détenait en masse les dirigeants syndicaux et politiques et donnait les postes clés à des ultra-nazistes... et d'autre part, invitait les syndicalistes et les militants de la gauche au dialogue."⁽¹⁴⁾

Quand Puiggros parle de "blocus" il se réfère au fait que "le premier novembre 1943 les Etats-Unis commencent un blocus économique pour l'Argentine. A cette date la Federal Reserve Bank of New-York communiquait aux banques américaines (du Nord) la défense de transfert de fonds à la Banque de la Nation Argentine et aux Banques de la Province de Buenos Aires."⁽¹⁵⁾

Si Puiggros va au diable avec la logique formelle c'est qu'il ne comprend pas bien l'histoire: il est un de ceux qui confondent nationalisme et nazisme. Il ne comprend pas l'intérêt objectif pour l'Argentine de rester neutre dans la guerre. Ensuite c'est qu'il veut saisir l'Etat comme un tout homogène et immuable, et non comme un lieu où se résolvent les contradictions d'intérêts. Comme nous l'avons expliqué le G.O.U. qui lors du coup d'Etat était nationnalitaire, pro-industriel et anti-syndicaliste va devenir, après novembre 1943, pro-syndicaliste (tout en gardant ses deux premiers traits), à cause de son isolement de toutes les fractions de la classe dominante. En novembre le gouvernement étant militaire s'aperçoit qu'il ne peut pas durer sans l'appui d'un groupe civil quelconque, qui soit puissant ou nombreux. Or nous avons vu que certains groupes sont déjà éliminés; l'existence même du gouvernement militaire l'a coupé des bourgeois fonciers et des gros industriels. Sa position de neutralité ne favorise pas la grande bourgeoisie industrielle liée au capital étranger, d'où la pression forte du capital américain. Finalement

sa position anti-syndicale le coupe des ouvriers en tant que groupe organisé (qui a un certain pouvoir). Le gouvernement reste donc seul avec la petite bourgeoisie. Mais ce groupe peu nombreux (relativement aux ouvriers) n'a ni organisation économique ni organisation politique. Devant cet isolement dont les dangers se font sentir en novembre 1943 le gouvernement de la Révolution deviendra graduellement pro-syndicaliste. Ce trait du rôle économique de l'Etat à une liste de référents réels qui pourrait être longue; on en présentera une qui ne se veut pas exhaustive.

Le 18 novembre le Colonel Mercante est nommé comme nouvel assesseur pour la Union Ferroviaria et La Fraternidad. A cette occasion La Vanguardia rapporte le discours suivant: "Il me fait plaisir d'annoncer que M. le Président du Département National du Travail, le colonel Perón, avec une vision claire du fait social et essayant de réaliser les principes de la justice distributive et de meilleurs conditions de vie et de salaire de la classe ouvrière...

Tout sera résolu en tenant compte des hauts intérêts de la Patrie; mais cela exige de la part du peuple qu'il travaille et de la part du capital mobilisé qu'il ait une foi inébranlable dans le gouvernement".⁽¹⁷⁾ Ici on voit que l'idéologie du gouvernement (et non son rôle économique) n'est plus anti-syndical. Ce même jour le nouvel assesseur décide:

1. de maintenir l'affiliation de la Union Ferroviaria à la C.G.T.... pour faire l'unité avec les autres centrales ouvrières du pays;
2. l'affiliation à la C.G.T. et la représentation de la Union Ferroviaria au sein de la centrale sera sujette aux conditions suivantes:

- a) la centrale ouvrière unifiée se maintiendra hors de toute question politique, idéologique ou religieuse,
 - b) la représentation à la Commission Administrative sera proportionnelle au nombre de cotisants de chaque syndicat;
3. désigne les représentants de la U.F. à la C.G.T..⁽¹⁸⁾

La position du gouvernement a changé du tout au tout. Avant novembre l'action du gouvernement avait divisé la centrale ouvrière maintenant en plus de réintégrer le syndicat qui compte le plus de membres on lui donne la mission spécifique de faire l'unité syndicale. Et comme on le verra au chapitre qui traite de l'idéologie et de la praxis syndicale sous cette impulsion de Mercante se formera le Comité Pro-Unité qui effectivement aidera à l'unité.

Le 27 novembre de la même année est créé le Secrétariat du Travail et de la Prévision. Cette création est dû à Perón. Celui-ci nous dit "Quand je suis arrivé au Secrétariat du Travail la première demande que m'ont faite les ouvriers fut la dérogation d'un décret de l'année 1943 (décret no 2669 du 20 juillet 1943) dans lequel on établissait un régime totalitaire pour les associations syndicales. Le premier décret que j'ai signé à ce Secrétariat fut la dérogation de ce règlement."⁽¹⁹⁾ En effet il est possible de vérifier que la C.G.T. avait demandé l'abolition de cette loi,⁽²⁰⁾ et qu'elle fut abolie le 6 décembre par le décret 15.581.

A la fin de décembre tous les chefs syndicaux sont libérés.⁽²¹⁾ Notons que si nous n'avions pas mentionné le fait que le gouvernement militaire avait

fait des prisonniers syndicaux ce n'est pas dans un but de cacher des faits (inconscient ou non) mais bien à cause de la difficulté (consciente) d'évaluer le fait en question. En effet la seule affirmation scientifique que l'on peut faire c'est de dire qu'il y eu des syndicalistes fait prisonniers; rien de plus. Ainsi Iscaro, un leader communiste écrit: "Les locaux des syndicats dirigés par des ouvriers communistes... furent fermés et ses dirigeants furent faits prisonniers..."⁽²²⁾

En 1944 le décret 32.347 crée les tribunaux du travail partout dans le pays. Le principal résultat c'est que les différents juridiques entre patrons et ouvriers prennent de quelques mois à deux ans à se régler au lieu de huit à dix ans comme auparavant.⁽²³⁾

Le décret 31.665 accorde un régime de pension à deux millions de travailleurs "qui manquaient de toute forme de sécurité pour la vieillesse; ceci fut probablement l'initiative la plus positive sur la plan social."⁽²⁴⁾ La même année Perón affirme avoir fait construire des maisons pour les ouvriers pour une somme de quatre millions de pesos.⁽²⁵⁾ Toujours en 1944, le gouvernement participe à 123 conventions collectives qui bénéficient à 1,400,000 travailleurs.⁽²⁶⁾

Les dépendances administratives du Secrétariat du Travail dans les provinces aident à organiser les syndicats dans les régions les plus éloignées du pays.⁽²⁷⁾ Le cas le plus spectaculaire est celui de la Federacion Obrera Tucumana de la Industria Azucarera qui deviendra un syndicat péroniste dès la

fin de 1945.

En 1945 il y a 29 décrets en matière de travail, cependant il y en a trois qui deviendront plus importants. Le décret 28.164 appelé le "Estatuto de Perón" légifère sur la situation des 300,000 travailleurs agricoles, il fixe des normes d'habitation et d'alimentation, rend obligatoire le repos le dimanche et fixe un salaire minimum.⁽²⁸⁾ L'importance de ce décret tient au fait qu'il va susciter une réaction patronale qui, comme nous le verrons va engendrer, en parti, l'appui des syndicats à Perón.

Le deuxième décret important de 1945 porte le numéro 23.852 qui deviendra la loi 12.921 qui remplace la loi-décret 2669 qui avait été combattue par la C.G.T. et avait été qualifiée par Perón de "totalitaire". Cette nouvelle loi qui régit l'action des syndicats permet à ceux qui n'ont pas la personnalité juridique de négocier des conventions collectives.⁽²⁹⁾ L'article 42 empêche l'Etat d'intervenir dans la direction ou l'administration d'un syndicat, reconnu ou non. Mais l'importance de ce décret réside principalement dans l'article 33 au 6ième alinéa qui permet aux syndicats de participer occasionnellement aux activités politiques.⁽³⁰⁾ Sans cette clause la préparation du 17 octobre 1945 aurait été illégale ainsi que la création du Partido Laborista par un groupe de syndicats.

Finalement le décret le plus important de tous porte le numéro 33.302. Ce décret qui a été préparé par Perón deviendra effectif seulement lorsqu'il sera temporairement écarté du Pouvoir. Ce décret qui s'applique à presque tous

les travailleurs du pays prévoit des augmentations de salaires (10%), des vacances payées, des journées de maladie payées, des indemnités pour les mises-à-pied et un "aguinaldo" qui est un "cadeau" sous forme d'un montant d'argent que les patrons doivent verser une fois l'an à tous les travailleurs. On peut voir l'originalité et la signification de ce décret en pensant qu'il est presque universel (s'applique à presque tous les travailleurs) et que les deux dernières mesures n'existent pas en 1975 dans un pays supposément avancé en matière de sécurité sociale comme le Canada. Ce décret tient son importance du fait que Perón lors de sa chute (9 octobre 1945) s'en servira comme cheval de bataille, que les syndicats accepteront de se battre pour ce décret, ce qui provoqua une réaction capitaliste qui, comme nous le verrons est la principale cause qui explique pourquoi les syndicats vont supporter Perón à partir de ce moment.

En 1945 la Direction Générale d'Action Sociale Directe a participé à la réalisation de 319 conventions collectives (ce qui contraste avec les 7 pour 1940) et à 74 gestions conciliatrices qui ont bénéficiées à 2,582,400 personnes. (31)

Avec cette série d'interventions du gouvernement militaire dans les relations patrons/ouvriers en faveur de ces derniers on peut maintenant affirmer que le gouvernement en question a exercé une série d'actions dont le résultat a été de faire baisser le taux de plus-value, le taux d'exploitation. Or si l'on regarde l'évolution de ce taux que nous avons fait au chapitre deux (voir p. 40) on s'aperçoit qu'entre 1940 et 1945 il n'a pas baissé d'une manière significative. Pour comprendre que même en 1944 et en 1945 les politiques péronistes ont eu une influence tendant à faire baisser le taux de plus-value il faut intro-

duire le concept de taux de plus-value potentiel, c'est-à-dire celui qui aurait été réel si ce n'avait été de l'influence de l'Etat.

Pour ce faire nous introduirons un exemple non scientifique, c'est-à-dire construit à partir d'hypothèses non vérifiées. Nous partons cependant de faits:

1. le taux de plus-value en 1945 est de 117% (la valeur des salaires comptant pour 45.9% et la rémunération du capital pour 54.1%).⁽³²⁾
2. le P.N.B. de 1945 valait 48,028 millions de pesos de 1950.⁽³³⁾
3. le "estatuto de Peon" représente une augmentation de salaire de 83 millions pour 300,000 travailleurs; ce par année.⁽³⁴⁾
4. plus de 2,500,000 travailleurs ont bénéficié d'une convention collective grâce à l'Etat.

Si l'on postule:

1. que les travailleurs de la ville ont reçu, grâce aux conventions collectives une augmentation per capita de salaire équivalente au deux-tiers du montant reçu en augmentation par les travailleurs agricoles grâce au "Estatuto de Peon" alors ils ont reçu une augmentation de 460 millions de pesos. Donc l'Etat a obtenu des augmentations de salaires pour l'ensemble des travailleurs équivalentes à la somme de 543 millions.
2. que le taux de plus-value pour l'ensemble de la société est le même que celui du secteur industriel (voir fait no 1) alors on peut déduire que le taux de plus-value potentiel en 1945 était de 123%. Autrement dit, les politiques pro-syndicales de Perón ont fait baisser le taux d'exploitation de 6%. Certes

le chiffre de 6% n'a pas une valeur scientifique mais l'exemple nous permet de comprendre que l'influence du gouvernement a réellement fait baisser le taux d'exploitation en 1944 et en 1945 même si ce dernier est resté relativement constant entre 1940 et ces deux années. (51)

Terminons cette évaluation du rôle économique de l'Etat sous le contrôle du gouvernement militaire en relatant une évaluation subjective (pas nécessairement biaisée) faite par le dirigeant syndical Angel Perelman: "Dans notre travail syndical nous vîmes des choses incroyables: que les lois du travail non respectées avant étaient maintenant respectées; qu'on avait pas besoin de recourir à la justice pour avoir droit à des vacances; d'autres dispositions de travail comme la reconnaissance des délégués d'usine et la garantie qu'ils ne seraient pas renvoyés." (35)

Maintenant nous tenterons de définir le rôle idéologique de l'Etat face à la lutte économique entre les ouvriers et les patrons. Pour ce faire nous utiliserons les discours de Juan D. Perón puisqu'il est hors de tout doute l'homme le plus puissant du gouvernement militaire. Cette puissance se manifeste dans le fait qu'il cumule trois fonctions. Le 27 novembre 1943 il est nommé à la tête du Secrétariat du Travail et de Prévision, le 26 février 1944 Ministre de Guerre et le 7 juillet de la même année il devient Vice-Président de la République. il existe plusieurs sources qui nous permettent de connaître les discours de Peron. Nous nous servirons surtout d'un ouvrage (en deux volumes) qui se veut la transcription exhaustive des discours de Peron entre 1943 et 1945.

Plusieurs auteurs tel Cuneo disent que Perón parlait un double langage,

un pour les ouvriers, un autre pour les patrons, en un mot qu'il était démagogue. Nous n'allons pas discuter afin d'éclaircir le problème, à savoir si Perón était sincère ou non. Nous montrerons que l'idéologie de Perón était essentiellement "neutre". Ici neutre se rapporte à la position prise (au niveau idéologique) face à la lutte économique entre les patrons et les ouvriers.

Il importe de savoir que Perón a visité l'Europe avant 1943 et qu'il avait été impressionné par ce qui se passait en Italie. "Je me suis posté en Italie. Et là il se passait quelque chose: on y faisait une expérience. C'était le premier socialisme national qui apparaissait dans le monde. Je n'ai pas jugé les moyens de mise en oeuvre qui pouvaient être défectueux. Mais l'importance était ceci: un monde déjà divisé entre impérialismes... et un troisième en désaccord qui dit: "Non, ni avec les uns, ni avec les autres, nous sommes socialistes, mais socialistes nationaux." C'était une troisième position entre le socialisme soviétique et le capitalisme Yankee."⁽³⁵⁾ Il est donc évident que l'idéologie nationalitaire de Perón implique une position anti-américaine et anti-soviétique.

Nous avons établi qu'en novembre le gouvernement avait changé sa position de persécution des syndicats par une position plus favorable. Déjà le 2 décembre l'idéologie de l'Etat, représentée par Perón, peut se définir comme neutre: l'Etat affirme jouer un rôle de juge entre les intérêts divergeants des patrons et des ouvriers. "Les patrons, les ouvriers et l'Etat constituent les composantes de tout problème social... L'unité et la compréhension des objectifs de ces trois composantes devrait être la base de l'action pour lutter contre les

véritables ennemis sociaux représentés par la mauvaise politique, les idéologies étrangères... les faux apôtres qui s'introduisent dans les syndicats pour accroître la tromperie et la trahison des masses."⁽³⁶⁾ Il est évident que Perón est anti-communiste et qu'il propose que la lutte de classe soit remplacée par l'unité des classes dirigées par l'Etat neutre qui concilie les intérêts.

Dans une même page du livre Doctrina Peronista se trouvent ces deux citations:

1. 17 juillet 1944: "Nous divisons le pays en deux catégories: l'une est celle des hommes qui travaillent et l'autre est celle qui vit des hommes qui travaillent. Devant cette situation nous nous sommes placés ouvertement du côté des hommes qui travaillent."
2. 15 octobre 1944: "Nous n'appuyons pas le travailleur contre le capital sain, ni les monopoles contre la classe travailleuse mais nous proposons des solutions qui bénéficient également aux travailleurs, au commerce et à l'industrie parce que nos intérêts sont uniquement le bien de la Patrie."⁽³⁷⁾

Ces deux citations paraissent contradictoires: le gouvernement paraît être à la fois pro-ouvrier et neutre. C'est ce qui fait affirmer à certains auteurs que Perón parlait un double langage, qu'il était démagogue.

Pour qualifier l'idéologie péroniste d'une manière univoque il faut préciser le point de référence puisque c'est la multiplicité des points de références qui peut la rendre équivoque. D'abord il est possible de comparer une idéologie de l'Etat, soit à une idéologie d'un gouvernement antérieur du même pays, soit à celle d'autres Etats contemporains, soit à une idéologie possible déduite d'une théorie sociologique. Pour nous le point de référence doit être

la théorie. En effet si on se contente de comparer l'Etat péroniste (1943 et 1946) à l'Etat antérieur (1930/1943) on voit que le rôle économique de ce dernier (son influence sur les rapports sociaux) se caractérisait par l'abstentionnisme et que son rôle idéologique prenait la forme du silence. Bref l'Etat en n'intervenant pas dans les rapports sociaux et en étant muet servait les intérêts de la classe dominante en l'aidant à maintenir le statu-quo. Dans ce sens l'Etat était nettement pro-classe dominante ou anti-ouvrière. C'est ce qu'exprime Perón quand il dit: "La tactique de l'Etat abstentionniste était de se trouver face aux citoyens isolés, désemparés, économiquement débiles.

La contrepartie fut le syndicalisme anarchique, simple société de résistance, sans autre finalité que celle de s'opposer à l'intransigence patronale et à l'indifférence de l'Etat une concentration de haine et de ressentiments."⁽³⁸⁾

Pour sa part le gouvernement péroniste militaire a eu un rôle économique pro-ouvrier et pro-syndical (par rapport au passé) qui s'est manifesté dans toute une série de mesures qui ont fait baisser le taux d'exploitation (potentielle). Or c'est dans le cadre de cette comparaison que se situe la première citation. Même s'il n'est pas certain que Perón classe seulement les ouvriers dans la catégorie des hommes qui travaillent, à l'intérieur de cette comparaison on arrive à la conclusion que ce gouvernement était pro-ouvrier (aux deux niveaux).

Cependant si on se sert de la théorie marxiste comme point de référence on peut affirmer qu'un rôle économique possible de l'Etat est de faire disparaître entièrement la plus-value. Or le gouvernement péroniste militaire n'a fait

qu'abaisser le taux de plus-value. Donc son rôle économique doit être qualifié d'anti et pas de pro-ouvrier. C'est dans ce cadre que doit s'interpréter la deuxième citation. Ainsi le rôle de l'idéologie péroniste apparaît comme défini: faire croire que le rôle économique de l'Etat est neutre alors qu'il est anti-ouvrier. Un gouvernement qui prend des mesures politiques qui ont comme résultats d'abaisser le taux de plus-value, donc de diminuer l'exploitation des travailleurs ne peut pas être qualifié de pro-ouvrier ni même de neutre justement parce qu'il a comme fonction de maintenir un système où les ouvriers sont exploités, même s'ils le sont moins qu'avant. Ceci n'empêche pas l'existence du fait qu'à cette époque le choix politique réel qu'avait à faire la classe ouvrière d'Argentine n'était pas entre un gouvernement pro-ouvrier et un gouvernement anti-ouvrier mais entre deux gouvernements anti-ouvrier dont l'un l'était moins que l'autre.

Cette distinction théorique étant faite revenons aux discours de Perón. Dans la citation suivante la volonté de Perón de réduire l'exploitation mais de ne pas l'abolir est implicite:

"Au point de départ il y avait un prolétariat submergé et exploité auquel on ne donnait même pas cinquante pourcent de ce que son travail et ses sacrifices valaient. De telle sorte que dans le pire des cas il y avait un cinquante pourcent qu'on pouvait donner à n'importe lequel moment... Quand se terminera ceci (les augmentations de salaires), quand ils (les patrons) ne pourront pas donner davantage - chose que je vais vérifier cas par cas parce que j'ai l'expérience de me faire dire non alors que c'est oui - mais à ce moment il y aura plus à faire. Ici on exploitait le travailleur à l'usine comme on exploitait le peuple argentin dans l'immense usine qu'est notre terre. Une fois supprimée l'exploitation à l'usine je supprimerai aussi

l'exploitation dans la République, celle qui se fait à partir de l'extérieur."⁽³⁹⁾

D'abord même s'il dit qu'il va faire disparaître l'exploitation il est évident qu'il veut dire qu'il va la faire diminuer aussi basse que les patrons seront capables de le supporter financièrement. D'autre part il est intéressant de noter l'attaque frontale visant le capital étranger; celui qui exploite à partir de l'extérieur. Le 1er mai 1945 il expose clairement sa neutralité aux travailleurs: "Je lance un appel cordial et sincère à tous les hommes de bonne volonté, patrons et ouvriers."⁽⁴⁰⁾

Il est théoriquement reconnu que le rôle de toute idéologie est de masquer les rapports sociaux. Ici cette affirmation devient empiriquement évidente. En effet, Perón parle souvent des mesures politiques qui tendent à diminuer l'exploitation mais jamais il ne va parler du fait que l'Etat dont il est le principal agent qui aide et souhaite maintenir l'exploitation (quoique basse). C'est le cas des citations suivantes:

"On avait projeté une Polyclinique d'assistance et de Prévision sociale pour les cheminiaux avec une capacité de 500 lits et, pour la réalisation de celle-ci le Ministère des Oeuvres Publiques a donné un terrain situé dans la zone du port de la Capitale et l'Etat a accordé un subside de \$1.000,000 de monnaie nationale."⁽⁴⁰⁾

"Deux cents mille ouvriers du rail ont obtenu des bénéfices réels. Ils ont obtenu des vacances annuelles payées... la reconnaissance syndicale du personnel administratif, un subside de l'Etat d'un million... et la construction de 100,000 maisons ouvrières."⁽⁴¹⁾

"Nous recherchons l'union de tous les argentins et pour

cela nous désirons disposer d'un capital argentin, parce qu'en harmonie avec le travail ils forment la base de notre grandeur industrielle et du bien-être collectif."

Nous avons réalisé mille conventions collectives en 1944, elles seront la base de notre futur code du travail; des maisons ouvrières pour quatre milles millions de pesos; nous avons incorporé un million et demi d'hommes, cette année à la Prévision Sociale..."(42)

Comme on le disait ces citations et plusieurs autres mettent en évidence le fait que le rôle idéologique de l'Etat péroniste militaire est de mettre en évidence le fait qu'il diminue l'exploitation et de cacher celui qui consiste à reproduire les conditions de l'exploitation. Dans quelques cas, celui de la polyclinique, des maisons ouvrières et celui de la Prévision Sociale, il apparaît que l'Etat ne fait que prendre à sa charge les conditions de reproduction biologiques ou physiques de la force de travail, rôle qui souvent appartient aux possesseurs de capital, les patrons. L'idéologie péroniste a donc comme rôle de faire que les ouvriers perçoivent ces mesures comme positives (abaissant l'exploitation) et non comme négatives (reproduisant les conditions nécessaires à l'exploitation de la force du travail).

Un autre trait important de l'idéologie en question est l'effort maintes fois explicite qui est fait en vue d'obtenir l'appui des travailleurs. Dans la première série de citations de trait est implicite puisque si Perón insiste seulement sur un des deux effets de ses politiques c'est pour attirer l'appui des travailleurs mais ici il est explicite parce que l'on voit clairement que le but recherché est l'identification des travailleurs à l'Etat, plus précisément à un de ces organismes: le Secrétariat du Travail et de Prévision dont

Perón est le responsable.

"La Union Ferroviaria et la Fraternidad auront toujours dans notre mouvement l'honneur d'avoir été les premiers à croire en nous, à donner leur appui inconditionnel à l'oeuvre que réalise le Secrétariat du Travail et de la Prévision qui bénéficie aux ouvriers de tout le pays... le Secrétariat du Travail, un jour, dans l'avenir, aura besoin que vous le défendiez."(43)

"Surveillez vos organisations, épurez-les et unissez-vous, appuyez le Secrétariat du Travail et de la Prévision parce que c'est lui l'organisme qui défend les conquêtes présentes et futures, conquêtes des syndicats des travailleurs..."(40)

"Depuis longtemps nous avons découvert que ceci (nos politiques) provoquera l'innémitié de beaucoup, mais nous nous consolons en pensant que nous serons les amis de ceux dont nous désirons l'être et que nous demeurerons unis pour assurer cette justice sociale actuellement et pour lutter ou se battre dans le futur, si c'est nécessaire pour la maintenir."(44)

Jusqu'ici nous avons établi comment l'idéologie de l'Etat péroniste militaire masquait les rapports sociaux et par quel mécanisme elle opérait: l'identification des travailleurs au Secrétariat du Travail. D'autre part on a aussi affirmé que l'Etat idéologiquement, définissait son rôle économique comme étant neutre. Alors peut surgir la question: "Comment l'Etat en se définissant comme neutre pouvait réclamer l'appui des travailleurs?" Certains répondent par la démagogie; en parlant un double langage: en se présentant devant les ouvriers comme étant pro-ouvrier et en se présentant devant les patrons comme étant neutre. Nous croyons que la réponse est plus subtile: l'Etat se présentait devant tous comme étant neutre (alors qu'il était anti-ouvrier). Ce fait (le rôle économique anti-ouvrier) lui permettait de montrer aux patrons

qu'à moyen et à long terme il servait leurs intérêts. D'autre part, la diminution du taux d'exploitation (par rapport au passé) lui permettait de montrer aux ouvriers qu'il servait leurs intérêts, mais cette fois, à court terme. Cette subtilité se retrouve dans le fameux discours de Perón à la Bourse de Buenos Aires (25 août 1944), discours qu'il a répété devant un auditoire d'ouvriers le 31 août de la même année.⁽⁴⁵⁾

La neutralité et la défense des intérêts immédiats des ouvriers apparaissent dans les phrases suivantes: "On ne peut nier à personne le droit de s'associer légalement pour défendre ses biens collectifs ou individuels: ni au patrons ni à l'ouvrier. Et l'Etat a l'obligation de défendre autant une association que l'autre... je peux vous assurer que, par le biais de la captation progressive des masses, qui considèrent celui-ci (le Secrétariat du Travail) comme leur propre maison, j'ai provoqué plusieurs conquêtes et plusieurs victoires pour le bien social."⁽⁴⁶⁾ Le fait que l'Etat serve l'intérêt des patrons est explicite dans les phrases suivantes: "C'est une grave erreur de croire que le syndicalisme ouvrier est préjudiciable au patron."⁽⁴⁷⁾ "Il est nécessaire de savoir donner un 30% à temps plutôt que de tout perdre plus tard."⁽⁴⁸⁾ "On a dit que j'étais un ennemi du capital et si vous observez bien ce que je viens de dire vous ne trouverez pas de défenseur, nous dirons, plus décidé que moi, parce que je sais que la défense des intérêts des hommes d'affaire et des industriels, des commerçants est la défense même de l'Etat."⁽⁴⁹⁾

Voici terminé l'analyse de l'idéologie de l'Etat. On peut conclure que le rôle de l'idéologie de l'Etat péroniste militaire (1943/1946) était de capter

les syndicats, autrement dit, d'influencer l'idéologie syndicale afin que les syndicats dans leur praxis fournissent un appui politique au gouvernement qui avons-nous dit est coupé de plusieurs groupes (ou fractions). Nous verrons plus loin que cette praxis sera nulle ou presque (voir chapitre six (6)) autrement dit que l'influence du rôle idéologique de l'Etat (qui pour être compris doit être mis en rapport avec son rôle économique) est presque nulle tant et aussi longtemps que ne s'ajoute pas l'influence d'un autre facteur, que nous appellerons réactions capitalistes. D'ailleurs cette réaction apportera des variations circonstancielle dans l'idéologie de l'Etat.

Si on compare les rôles de l'Etat avant et après 1943 on voit que le cas de l'Argentine tend à confirmer l'hypothèse de N. Poulantzas voulant que la fonction de l'idéologie soit de masquer en distrayant: lorsque l'instance économique domine le sujet de l'idéologie est principalement politique et lorsque l'instance politique domine c'est l'idéologie économique qui domine. En Argentine avant 1943 l'instance économique était dominante, puisque le système se maintenait sans que l'Etat n'intervienne dans l'économie et le sujet de l'idéologie était politique, nous savons que les hommes d'Etat ne parlaient pas de l'économie. Après 1943 c'était l'instance politique qui était dominante puisque l'Etat intervient dans l'économie fondamentalement pour élargir le marché interne alors son discours porte principalement sur l'économie, nous avons dit que la fonction du discours de Perón était d'insister sur la baisse du taux de plus-value pour faire oublier qu'il reproduisait le système d'exploitation des travailleurs.

N O T E S

Chapitre 4:

- (1) La Razon, 2 juillet 1974.
- (2) Lopez, op. cit., p. 395-396.
- (3) Idem, p. 402.
- (4) Document du G.O.U., sans titre ni pagination, bibliothèque de l'Instituto Di Tella.
- (5) Alaxander, Robert, J., Argentine Labor before Peron and under Peron, in Barager, Why Peron came to power, Knopf, New York, 1968, p. 18.
- (6) Gunder Frank, André, Capitalisme et sous-développement en Amérique latine, F. Maspero, Paris, 1972, p. 268 et ss.
- (7) Luna, Felix, op. cit., p. 22-23.
- (8) Cerruti Costa, op. cit., p. 129.
- (9) Luna, idem, op. cit., p. 30.
- (10) La Vanguardia, 3 juillet 1943, p. 6.
- (11) Idem, 18 juin 1943, p. 6.
- (12) La Ley, Buenos Aires, T. III, Decretos de 1943, pp. 227-230.
- (13) Puiggros, op. cit., p. 53-54.
- (14) Idem, p. 61-62.
- (15) Perelman, Angel, Como hicimos el 17 de octubre, Buenos Aires, Coyacan, 1971, p. 50.
- (17) La Vanguardia, 19 novembre 1943.
- (18) C.G.T., Actas de la C.A., 1943/1944, op. cit., réunion du 22 novembre 1943, p. 36.

- (19) Cerruti Costa, op. cit., p. 145.
- (20) La Vanguardia, le 15 octobre 1943.
- (21) Lopez, Alfredo, op. cit., p. 412.
- (22) Iscaro, Rubens, Origen y desarrollo del movimiento sindical argentino, Anteo, Buenos Aires, 1958, p. 226.
- (23) Cerruti Costa, op. cit., p. 164.
- (24) Luna, Felix, op. cit., p. 30.
- (25) Peron, Juan Domingo, el pueblo ya sabe de que se trata, pas d'année ni d'édition, Biblioteca Peronista, qui fait partie de la Biblioteca del Congreso de la Nation, p. 54.
- (26) Lopez, Alfredo, op. cit., p. 414.
- (27) Rotandaro, Rubens, op. cit., p. 178.
- (28) Cerruti Casta, op. cit., p. 163.
- (29) Idem, p. 161.
- (30) Anales de legislacion Argentina, 1945, p. 591-596.
- (31) Peron, el pueblo..., op. cit., p. 97.
- (32) Silverstein, Enrique, Porque Peron sigue siendo Peron? (La economia peronista), Corrigidor, Buenos Aires, p. 12.
- (33) Medina, Ramon J., Estadisticaseconomicas argentinas, Instituto Torcuato Di Tella, Buenos Aires, avril 1965, tableau no 51.
- (34) Perón, el pueblo..., op. cit., p. 102.
- (35) Luna, Felix, op. cit., p. 58.
- (36) Peron, Juan Domingo, Doctrina peronista, Macacha Guemes, Buenos Aires, 1973, p. 238.
- (37) Idem, p. 55.

- (38) Peron, el pueblo quiere saber de que se trata, Biblioteca Peronista, p. 30.
- (39) Idem, p. 12-13.
- (40) Idem,
- (41) Idem, p. 52, et 54.
- (42) Peron, el pueble ya..., op. cit., p. 53.
- (43) Peron, el pueblo quiere..., op. cit., p. 86-87.
- (44) Peron, el pueblo ya..., op. cit., p. 74.
- (45) Peron, el pueblo quiere..., op. cit., p. 169.
- (46) Fayt, Carlos S., Naturaleza del peronismo, Viracocha, Buenos Aires, 1967, p. 99-100.
- (47) Idem, p. 99.
- (48) Idem, p. 100-101.
- (49) Avec le recul du temps nous pouvons soutenir que ceux qui qualifiaient le gouvernement péroniste militaire de nazi ou de faciste n'avaient pas raison puisque malgré plusieurs similitudes ce gouvernement se distingue des gouvernements facistes parce qu'il n'était ni raciste (anti-sémite) ni expansionniste.
- (50) Cette thèse est d'ailleurs maintenant défendue par le Parti Communiste lui-même:
- (51) En résumé, l'argument est le suivant: entre 1943 et 1945 la production a augmentée de 3,488 millions. On peut estimer que les actions ont fait que les ouvriers ont reçu 543 millions même si le taux de plus-value demeure à peu près stable. Si ce n'avait été de l'action du gouvernement le taux de plus-value aurait augmenté.

CHAPITRE 5

LA REACTION CAPITALISTE ET STRUCTURE DE CLASSES APRES 1943:

Dans le présent chapitre nous voulons analyser la réaction capitaliste afin de mesurer son influence sur la praxis syndicale que constitue le support politique des syndicats à Perón. Pour ce faire nous spécifierons le concept à l'aide de l'histoire en se posant quatre questions: la réaction est une réaction à quoi? à quel action? c'est une réaction de qui? des capitalistes mais de quel(s) fraction(s)? comment la réaction a eu lieu, c'est-à-dire sous quelles formes historiques concrètes, spécifiques, singulières? et finalement quand a-t-elle eu lieu?

Précisons d'abord que nous avons considéré comme réactions capitalistes les pratiques des patrons qui étaient des réactions au nouveau rôle économique de l'Etat que nous avons défini comme étant celui de faire baisser le taux d'exploitation tout en maintenant les conditions nécessaires à l'exploitation. Il deviendra évident que la réaction capitaliste se fera seulement par rapport au premier trait du rôle économique de l'Etat.

Ainsi défini l'histoire nous fournit cinq pratiques concrètes qui sont des réactions capitalistes: le manifeste des forces vives du 15 juin 1945, la démission forcée de Perón le 9 octobre de la même année, la lutte contre le décret 33.302 à partir du 10 janvier 1946, le jugement de la Cour Suprême du 2 février de la même année et le livre bleu du 13 du même mois.

Il nous reste maintenant à connaître la forme plus détaillée des réactions pour ainsi saisir, déterminer la provenance en terme de fractions de classe.

Nous reproduisons en annexe la presque totalité du manifeste tel qu'il est paru dans le journal La Nacion du 16 juin 1945. La lecture de l'annexe (5.1, p. 188) nous permet de répondre avec précision à la question "A quoi?". Les industriels et les commerçants qui signent ce manifeste se plaignent du fait que l'agitation sociale provienne des actions d'un organisme officiel: le Secrétariat du Travail dirigé par Perón. La réaction s'adresse à trois types d'actions de Perón: des actions passées: le décret du régime de retraite, la commercialisation des grains par l'Etat, surtout aux actions futures de l'Etat: augmentation des salaires, fixation des prix de vente au détail et la participation des ouvriers et employés aux profits des patrons, finalement à une action idéologique de l'Etat: un discours où Perón attaquait les commerçants.

En ce qui concerne les deux premiers types d'actions les signataires du manifeste reprochent à l'Etat sa manière de procéder: par décret au lieu d'employer la négociation entre les deux parties: les patrons et les ouvriers. Ils associent explicitement cette "mauvaise" manière de procéder à la volonté de Perón, à la "volonté personnelle, transitoire, circonstancielle" de celui-ci. Cette dernière affirmation sera significative pour qualifier la deuxième réaction capitaliste (la démission forcée de Perón). En fait ce manifeste montre que les industriels et les commerçants qui ont signés ce manifeste s'attaquent

principalement et directement à Perón qui est l'homme fort du régime militaire (sa force se traduit en autre dans le fait qu'il cumule trois postes importants dans le gouvernement militaire). Il n'y aura qu'un pas à faire pour conclure que la démission de ce personnage sert les intérêts du groupe qui a signé le manifeste.

La meilleure manière de préciser les fractions de classe dont ce manifeste sert les intérêts serait d'analyser le processus de production du manifeste. Mais, les documents existants nous permettent seulement l'analyse du produit fini. Ainsi les mesures qui touchent les salaires et le partage des profits touchent directement les industriels mais nous ne pouvons pas préciser quelle fraction de la bourgeoisie industrielle elles affectent davantage. Nous pouvons cependant préciser que le manifeste sert davantage les commerçants que les industriels, ceci se trouve justifié par le fait que les autres mesures de l'Etat qu'on attaque ne servent pas l'intérêt des industriels. C'est évident surtout pour la commercialisation des grains par l'Etat et un peu moins pour la fixation des prix de vente au détail. Dans ce dernier cas il est certain que si les marchands ne peuvent pas vendre les marchandises plus qu'à un certain prix qu'alors les industriels ne peuvent pas vendre aux marchands plus qu'à un certain autre prix. Dans ce sens la fixation des prix par l'Etat affecte aussi les industriels. Mais ce que nous voulons souligner c'est que l'effet de cette mesure affecte davantage les commerçants que les industriels puisque ces derniers ont une certaine marge de manoeuvre qui consiste à élever le prix de vente aux marchands jusqu'à la limite; autrement dit les marchands sont coincés entre les producteurs qui peuvent élever leurs prix et le décret

de l'Etat qui les force à ne pas élever le prix de vente au détail.

La deuxième forme que prend la réaction capitaliste avons-nous dit, est la démission forcée de Perón. Il n'est pas possible de soutenir que la réaction capitaliste est la cause directe de la démission forcée de Perón. En effet, il ne faut pas oublier que le gouvernement dont Perón est l'homme fort est un gouvernement militaire et que c'est de l'armée que celui-ci tient son pouvoir. Aussi si Perón prend son pouvoir le 9 octobre 1945, c'est l'armée qui doit être considérée comme responsable direct; ce qui veut dire que si Perón était le militaire qui avait le plus de pouvoir il n'avait pas tout le pouvoir. C'est ce qu'exprime le témoignage d'Arturo Jauretche: "C'est certain que jamais Perón n'a eu le gouvernement entre ses mains à cette époque. Il avait une partie du pouvoir mais pas tout le pouvoir et il devait lutter continuellement pour que le processus politique et le gouvernement ne lui échappe pas des mains. Le général Perlinger, par exemple, l'affrontait à chaque instant".⁽¹⁾ Ce même fait (Perón n'avait pas tout le pouvoir) est aussi visible dans les Annales de la Législation. Ainsi dans la résolution no 24 du 24 mai 1945 on peut lire: "... abandonnait la pratique suivie jusqu'ici consistant à effectuer des augmentations générales des retributions qui, si elles furent consenties pour remédier à la pénurie dont souffraient divers groupes sociaux lorsqu'est survenu la Révolution, ceci ne se justifiait pas maintenant que l'on doit éliminer tout facteur qui pourrait influencer défavorablement la conjoncture nationale."⁽²⁾ Sans pouvoir la définir on peut dire qu'à l'intérieur du gouvernement militaire il y avait une opposition à Perón, à ces politiques et plus précisément à celle des augmentations générales des salaires. D'ailleurs c'est le Campo de Mayo

(camp militaire situé près de la Capitale) qui est le responsable direct de la chute de Perón le 9 octobre 1943. En effet toute la garnison de ce camp avait signé une pétition qui demandait la démission de Perón de toutes ses fonctions, de convoquer immédiatement des élections et de réaliser des élections entièrement libres et quelques militaires (haut gradés) menacèrent de marcher sur Buenos Aires.⁽³⁾ Felis Luna, en tant qu'historien, nous propose trois raisons qui auraient poussé les militaires à agir contre Peron: "...Au milieu de 1944 Perón avait provoqué - au moins n'avait pas empêché la dissolution du G.O.U.... La liquidation de la loge (militaire) avait amplifié indubitablement sa capacité de manoeuvre. Mais provoqua du ressentiment chez les officiers... les humiliations qu'a supporté le pays sur le plan international furent douloureusement ressenties par l'armée générant un amer sentiment de frustration dont le destinataire était naturellement Perón... Et un élément de plus accélérerait la résistance qui se formait lentement dans l'armée: sa relation amoureuse avec Eva Duarte."⁽⁴⁾

Nous ne nions aucunement l'influence de ces trois facteurs comme motivant l'action de l'armée contre Perón, nous en ajoutons un quatrième, qui du point de vue sociologique est plus important: l'influence de l'opposition civil (social) sur l'armée. Lors de l'analyse de la première réaction capitaliste nous avons dit que le groupe qui a signé le manifeste des forces vives s'attaquait explicitement à Perón; c'est là un premier indice. Pour aller plus loin il faut exposer quelques faits survenus entre les deux réactions capitalistes. Comme on le verra l'opposition à Perón ne sera pas uniquement celle des industriels et des propriétaires fonciers. Parlons d'abord de l'université. A

ses débuts le gouvernement militaire en avait confié la direction à un groupe de nationalistes. Sous la pression des anciens directeurs déplacés et des étudiants, au mois de mai 1945, le gouvernement se vit obligé de redonner le contrôle des universités à "l'oligarchie professorale".⁽⁴⁾ C'est aussi l'université plus précisément la Fédération Universitaire de Buenos Aires (F.U.B.A.) qui le 17 août déclencha une grève d'une semaine pour protester contre la violence politique. Les manifestations étudiantes durèrent une vingtaine de jours et même si elles se passaient à l'intérieur d'une vingtaine de pâtés de maisons elles prirent de l'importance à cause de la publicité qu'en ont fait les journaux.⁽⁵⁾ C'est aussi un fait que les journaux font partie de l'opposition à Perón. En effet tous les quotidiens sont systématiquement contre le gouvernement militaire, une seule exception, La Epoca qui commence à paraître quotidiennement seulement le 17 septembre 1945.⁽⁶⁾

Un troisième groupe qui venait grossir l'opposition était les politiciens. Rappelons d'abord que l'existence même du gouvernement militaire enlevait le pouvoir politique à une fraction de classe sociale, la bourgeoisie foncière des engraisseurs et au groupe politique qui la représentait, le Parti Conservateur. Mais en plus, à ses débuts, le gouvernement mis hors la loi tous les partis politiques et en défendant toute activité politique il se mit à dos tous les autres partis. En 1945 il essaya d'obtenir l'appui du Parti Union Civique Radical c'est ce qui explique la nomination de H. Quijano comme ministre de l'intérieur et plus tard la participation au gouvernement de Antille et Cooke tous trois dirigeants de l'U.C.R..⁽⁷⁾

Une quatrième partie de l'opposition à Perón était constituée par la

Cour Suprême. Cette affirmation se base sur trois preuves:

1. au début de septembre la Cour Suprême libère six militaires qui avaient en avril comploté contre le gouvernement militaire,
2. lorsque le 25 juillet sont créés les tribunaux du travail elle refuse de faire prêter serment aux fonctionnaires,⁽⁸⁾
3. l'ensemble de l'opposition qui réclame publiquement la démission du gouvernement militaire demande aussi que le pouvoir soit remis à la Cour Suprême.

Un cinquième groupe d'opposition est formé par certains syndicats.

Nous préciserons leur rôle au chapitre suivant.

Un dernier groupe formant l'opposition est nul autre que les Etats-Unis. Ce groupe n'étant pas présent physiquement est représenté par un seul homme, l'ambassadeur des Etats-Unis en Argentine: Spruille Braden. On a qualifié le rôle de Braden en disant qu'il était "le véritable coordonnateur de l'unité démocratique"⁽⁹⁾ (le mouvement d'opposition à Perón). Son activité en Argentine se caractérise entre autre par les discours virulents qu'il prononçait contre le gouvernement d'alors. Nous citons en annexe le discours de l'ambassadeur prononcé lors de son adieu officiel à l'Argentine. Ainsi en juillet Braden parcourait le pays pour faire campagne contre le gouvernement. Mais finalement les actions de Braden profitèrent à Perón. En effet au Chili, au mois de juillet des ouvriers sont ensevelis dans une mine qui par hasard porte le nom de Braden Copper ainsi le 18 juillet Buenos Aires reçoit une pluie de volants qui parlent du "Cowboy Braden" et invitent la population à un "rodéo de traîtres"

qui aura effectivement lieu deux jours plus tard sous forme d'assemblée publique où les orateurs s'en prennent à l'exploitation des Braden.⁽¹⁰⁾ Finalement l'action de Braden a été profitable à la cause de Perón puisque ce dernier fera sa campagne électorale avec le slogan "PERON OU BRADEN" et les électeurs ont choisi Perón...

Passons de l'histoire à la sociologie pour nous demander quel est le rapport entre la pratique de ces groupes et l'ancienne formation sociale qu'ils veulent maintenir en s'opposant à Perón qu'il veut et a commencé à changer. Il faut se rappeler la structure de classes que nous avons établie pour l'Argentine de 1930/1943 (voir p. 187). Ainsi la première réaction capitaliste doit se comprendre comme étant celle de groupes directement ou indirectement productifs⁽¹¹⁾ alors qu'ici (deuxième réaction capitaliste) les groupes dont nous avons parlés peuvent difficilement, semble-t-il, être qualifiés de capitalistes. Cependant comme il a été empiriquement vérifié que ces groupes s'identifiaient à l'ancienne structure de classes puisqu'ils s'opposent à Peron qui veut et qui est en train de la changer, de même il est possible de justifier théoriquement l'identité d'intérêts entre ces groupes et l'ancienne structure de classes. En effet si les deux premiers groupes (universitaires et celui des journaux) s'opposaient à Perón (à ses politiques) c'est qu'ils étaient liés par leur pratique sociale à l'ancienne formation sociale. Dans ces deux cas il s'agit d'une pratique à dominance idéologique, c'est-à-dire des "pratiques dont le produit et/ou l'effet est le maintien... du système (ou des systèmes) de représentations sociales, c'est-à-dire du système (ou des systèmes) de représentation de la conscience des individus qui composent la société."⁽¹²⁾ Sans faire de psychologie on peut

dire que les individus qui formaient ces deux groupes dont la pratique sociale consistait à reproduire une idéologie de contenu Y (que nous ne pouvons pas analyser ici) avaient tellement bien intégré le contenu qu'ils s'identifiaient à lui et non à la pratique en tant que telle, ce qui est normal. En ce qui concerne le groupe universitaire le fait que le nouveau gouvernement (représentant une nouvelle structure de classes encore au stage de l'élaboration) plus précisément Perón, soit conscient que les universitaires diffusaient une idéologie dont le contenu servait à maintenir l'ancienne structure de classes explique pourquoi il a donné le contrôle des universités à un autre groupe que nous avons qualifié de nationaliste. Mais ce faisant il forçait le groupe que Luna appelle l'oligarchie professorale à un point de non-retour, autrement dit en privant ce dernier groupe de leur pratique il les forçait à défendre le contenu de l'ancienne idéologie et par là, la fraction hégémonique de l'ancienne structure de classe: les engraisseurs.

Nous avons déjà expliqué les rapports entre le groupe de politiciens et l'ancienne fraction hégémonique d'une part et entre les politiciens et Perón qui représente la potentielle (ou embryonnaire) nouvelle structure de classe d'autre part.

Le rapport entre la pratique de la Cour Suprême et l'ancienne structure de classe est normatif. En d'autres mots, la Cour Suprême est liée à l'ancienne structure parce que sa pratique consistait en production ou en "reproduction légale, c'est-à-dire au niveau des normes, des règlements, des codes ou des lois de la valeur économique particulière que présente la relation de propriété

(union/désunion) ainsi que toute autre valeur faisant partie de la superstructure du mode de production".⁽¹³⁾ Dans le cas qui nous occupe cette justification théorique est insuffisante pour expliquer le fait que la Cour Suprême s'oppose à Perón puisque ce dernier n'a pas effectué et n'a jamais tenté d'effectuer une transformation du mode de production dominant: le mode capitaliste. En effet aucune politique du gouvernement militaire péroniste n'a pour effet de modifier le rapport entre le rapport d'appropriation réelle et le rapport de propriété. Avant comme pendant (et après) l'existence du gouvernement péroniste ce rapport de rapport reste inchangé: désunion/désunion. Comme nous le verrons la modification effectuée par le gouvernement se situe au niveau de la structure de classes. Il y aura restructuration de la classe dominante⁽⁴³⁾ et de la classe dirigeante.⁽⁴⁴⁾ En gros, la classe dominante qui était sous l'hégémonie de la fraction "engraisseurs" passera sous l'hégémonie de la bourgeoisie industrielle nationale; les ouvriers qui étaient absents de la classe dirigeante en feront maintenant parti (sous l'hégémonie de la bourgeoisie industrielle nationale). C'est donc l'opposition à ces deux transformations qui peuvent expliquer l'opposition de la Cour Suprême au gouvernement péroniste militaire.

En ce qui concerne les syndicats qui s'opposent à Perón, qui s'identifient à l'ancienne structure de classes (donc aux bourgeois fonciers hégémoniques) on ne peut certes pas en trouver l'explication dans le rôle de leur pratique mais bien, on le verra, dans leur dépendance idéologique.

La pratique du groupe que représente Braden est difficile à saisir par-

ce qu'elle est polyvalente: elle a des effets sur l'instance économique, sur l'instance politique et sur l'instance idéologique. Nous soutenons que la pratique de ce dernier en est une à dominance idéologique puisque nous avons dit que son activité consistait principalement en discours (voir p.99). Cette pratique à dominance idéologique trouve sa justification dans l'ancienne structure de classe puisque le capital américain était concentré aux mains d'une fraction que nous avons appelé "gros industriels" et que celle-ci était l'alliée de la fraction hégémonique (les engraisseurs). Donc Braden en défendant idéologiquement l'ancienne structure de classes défendait la position privilégiée du capital américain. On a vu par ailleurs (voir annexe: le discours de Braden) qu'il s'attaquait explicitement aux "nationalistes".

Revenons à l'histoire. Le mercredi 19 septembre 1945 a lieu la MARCHÉ DE LA CONSTITUTION ET DE LA LIBERTÉ. Cette marche qui réunit 65,000 ou 500,000 personnes (selon les auteurs) fut l'oeuvre de l'ensemble de l'opposition et c'est elle qui déclencha une série de faits qui conduisent directement à la chute de Perón.⁽¹⁴⁾ D'abord il y eut "une vague de démissions et de refus de postes dans le secteur bancaire et diplomatique".⁽¹⁵⁾ Ensuite le Général Rawson et le Général Oswaldo Martin, fort du mécontentement général qui semblait exprimer la marche, tentèrent un renversement du gouvernement qui avorta.⁽¹⁶⁾ Le gouvernement, en réaction rétablit l'état de siège⁽¹⁷⁾ et emplit les prisons de politiciens, de militaires et de marins retirés, de professeurs d'université, de professionnels et de bourgeois proprement dit.⁽¹⁸⁾ Le 5 octobre la police occupe les facultés de l'Université de Buenos Aires, les étudiants sont brutalisés.⁽¹⁹⁾ Le lendemain ils promènent le cercueil d'un de leur confrère

assassiné: "Il y avait de la douleur et de la haine chez ces milliers d'hommes et de femmes qui transformèrent le service funèbre en une manifestation de répudiation du gouvernement et qui écoutèrent pendant une heure et demi les discours prononcés au cimetière".⁽²¹⁾ C'est donc ce climat de guerre civile qui poussa un secteur de l'armée, le Camp de Mayo, à forcer Perón à démissionner.

Le cercle est maintenant bouclé: il est maintenant évident que même si l'histoire nous enseigne que la cause apparente de la chute de Perón est l'armée, la sociologie peut ajouter que la cause déterminante se localise à l'intérieur de la lutte de classes. C'est la classe dominante telle que déjà définie et ses alliés (voir les six groupes qui forment l'opposition) qui força l'armée à intervenir.

Comme on le verra plus en détail au dernier chapitre Perón sera emprisonné puis libéré sous la pression des ouvriers. Au mois de février 1946 il sera démocratiquement élu président de la République d'Argentine. Entre temps aura lieu la troisième réaction capitaliste: la lutte contre le décret 33.302.

Le 22 décembre l'Union Industrial recommande aux entreprises affiliées de ne pas payer l'aguinaldo (participation annuelle des ouvriers aux profits des entreprises).⁽²¹⁾ Le prochain groupe à entrer en scène dans cette lutte contre le décret 33.303 est celui du Collège des avocats de Buenos Aires. Cette prise de position peut certainement s'expliquer par les relations économiques qui existent entre ce groupe et la bourgeoisie qui est son principal client

mais la pratique de ce groupe consiste clairement à faire valoir les normes et les lois qui ont pour objet le maintien de la relation de propriété existante, ici la propriété privée aux mains de non-producteurs. Ainsi le Collège des avocats déclare: "Indépendamment de son origine illégitime, le décret est aussi inconstitutionnel, puisqu'il viole l'article 17 de la Constitution de l'Argentine. L'article 62 du décret rend rétroactives au premier décembre les augmentations de salaire et l'article 45 qui établit la rémunération annuelle complémentaire à payer le 31 du même mois retombe aussi sur toute l'année qui se termine puisqu'elle représente le douzième des rémunérations effectuées pendant cette période.

L'article 30 du code civil prévoit que les lois s'appliquant au futur n'ont pas d'effet rétroactif et ne peuvent pas altérer les droits et les acquis...

1. Que les revendications ouvrières et la justice sociale se réaliseront pleinement et sincèrement seulement à l'intérieur du régime de la Constitution Nationale,
2. Que le décret no 33.302 est inconstitutionnel par son origine, par la rétroactivité de ses dispositions et parce qu'il affecte la liberté d'association que proclame l'article 14 de la Constitution Nationale."⁽²²⁾

Le rôle de la pratique de ce Collège apparaît encore plus évident dans la citation suivante: "Il (le décret) manque d'éthique et attente contre la liberté de commercer et contre l'inviolabilité de la propriété privée, pierre angulaire de notre organisation politique et sociale..."⁽²²⁾ Le rôle en est un de maintien des lois et des normes qui maintiennent l'existence de la pro-

priété privée.

Le 20 décembre c'est la Junte de l'Industrie, du Commerce et de la Production à réagir au décret. Réunis à la Bourse du Commerce ses membres déclarent: "Que le sujet du décret dépasse non seulement les facultés du gouvernement "de facto" mais aussi celles de n'importe lequel gouvernement constitutionnel" et ils ajoutent "Personne au monde pourra obliger à donner ce que l'on ne peut pas et encore moins ce que l'on n'a pas."⁽²³⁾

Cette résolution patronale de ne pas verser l'aguinaldo sera en fait mise en pratique puisqu'à Buenos Aires les commerces au détail seront occupés par les employés, c'est ce qui décidera les commerçants à fermer leurs portes pour "un temps indéterminé à partir du 11 janvier".⁽²⁴⁾ Le 14 janvier non seulement les commerces mais aussi les industries seront fermées pendant trois jours par leurs patrons. Finalement les patrons consentiront à payer l'aguinaldo ainsi le 21 janvier la Epoca annonce que "Sept millions de pesos ont été payés aux ouvriers pour l'aguinaldo".⁽²⁵⁾

La quatrième réaction capitaliste que nous analyserons est le jugement de la Cour Suprême du 2 février. Ici le mot analyse est trop fort puisque le fait ne portant pas à équivoque il y a peu à dire. En effet ayant déjà posé théoriquement le rôle de l'appareil juridique et défini sa position dans le conflit historique qui nous occupe nous n'avons qu'à rappeler que sa position en est une dont l'effet est le maintien de la structure de classes déjà existente. Comme nous le verrons le gouvernement péroniste se caractérise, en partie, par le fait qu'il fait participer la classe ouvrière à l'alliance de

classes au pouvoir. Ici c'est justement à cette participation que la Cour Suprême s'oppose. Le jugement "discutait l'autorité des délégations régionales du Secrétariat du Travail et de Prévision pour appliquer des amendes. La sentence du haut tribunal établissait que ces organismes violaient la Constitution."⁽²⁶⁾ Comme on l'a déjà souligné c'est l'établissement des cours du Travail et le fait qu'elles aient du pouvoir, c'est-à-dire qu'elles puissent imposer des amendes qui fera que les différents patrons/ouvriers ne prendrons plus une dizaine d'années à se régler. Et ce sont ces mêmes cours qui ont la charge de faire respecter les lois et les conventions de travail. C'est pourquoi elles représentent un des mécanismes par lequel la classe ouvrière va participer au pouvoir et c'est pourquoi la Cour Suprême s'oppose aux cours du Travail.

Le cinquième et dernier fait que nous considérerons comme la réaction capitaliste c'est la publication du livre bleu paraissant dans les journaux argentins le 13 février 1946. Cette réaction et l'autre que nous venons de voir parce qu'elles surviennent peu de temps avant les élections du 22 février ont une visée imminement politique: empêcher l'élection de Perón. Ce document publié par le Secrétariat d'Etat américain comporte principalement cinq accusations contre le gouvernement militaire argentin dont Perón, on le sait, était le protagoniste.

- "1. Des membres du gouvernement militaire argentin ont collaborés avec des agents de l'Axe dans des tâches d'espionnage et dans la réalisation de buts nuisibles à l'effort des nations alliées;
2. Des dirigeants nazis, agissants par le biais de divers groupes ou organisa-

tions, ont collaborés avec des groupes totalitaires argentins, dans le but de créer un Etat nazifaciste;

3. Des membres du gouvernement militaire surgi en juin 1943 ont conspiré afin de miner des gouvernements voisins dans le but de détériorer l'aide aux nations alliées;
4. Les gouvernements argentins successifs ont donné leur protection à l'Axe en matière économique dans le but de sauvegarder la puissance industrielle et commerciale de l'Axe en Argentine;
5. Les gouvernements argentins successifs ont conspirés en achetant des armes allemandes."⁽²⁷⁾

Le document dont la presse oligarchique s'empressa de reproduire de larges extraits fait de nombreuses allusions à Perón. Par exemple, la manifestation du 17 octobre qui sauva la vie politique de Perón et dont les auteurs ne sont nuls autres que les ouvriers (nous le verrons) est décrite comme étant l'oeuvre de la police. Pour nous même si l'attaque contre le gouvernement militaire péroniste se fait sous le signe démocratie versus nazis ce n'est pas, fondamentalement ce problème qui préoccupe les U.S.A.; le livre bleu a pour but d'empêcher l'élection de Perón et se faisant de sauvegarder la position privilégiée du capital américain en Argentine. Nous avons déjà dit qu'il était associé à ce que nous avons appelé la grande bourgeoisie industrielle et que cette dernière participait à l'hégémonie de la classe dominante avec la fraction des engraisseurs.

Nous devons maintenant tenter de préciser quelle sera l'alliance de classes sous le gouvernement péroniste. En effet jusqu'ici nous avons dit que

Perón représentait la possibilité d'une nouvelle structure de classes en formation (embryonnaire). Il est temps de tenter de définir cette nouvelle structure de classes. Notons que l'étude de cette structure de classes (1946/1955) déborde le cadre historique de notre étude mais, étant donné qu'elle est théoriquement nécessaire pour comprendre ce qu'est le péronisme nous ferons cette étude tout en essayant d'être le plus bref possible.

Rappelons d'abord l'essentiel de ce qu'était la structure de la classe dominante entre 1930 et 1945 en Argentine. D'abord il y avait la fraction des engraisseurs qui était hégémonique en s'appuyant sur la grande bourgeoisie industrielle et qui était liée au capital britannique par l'exportation de sa production (bétail et céréales) et par l'importation de produits manufacturés et de capitaux. Pour sa part la grande bourgeoisie industrielle, tout en participant à l'hégémonie quoique dans une position subordonnée, était liée au capital américain. Les éleveurs et la petite bourgeoisie industrielle sont dominants mais pas dirigeants.

La rupture de cette alliance de classe tient croyons nous à trois causes principales: deux endogènes à la formation sociale argentine et l'autre exogène. La première cause doit être cherchée dans l'augmentation du pouvoir économique et de la petite bourgeoisie nationale et du prolétariat dans son ensemble. Ici lorsque nous parlons de pouvoir économique nous entendons simplement que les groupes concernés vont participer (directement ou indirectement) à la production d'une quantité de biens matériels dont l'importance relative à l'ensemble de la production nationale va s'accroître. La puissance économique

de ces groupes est d'abord visible dans le simple accroissement du nombre des membres: ainsi numériquement la classe ouvrière a doublé entre 1935 et 1946.⁽²⁸⁾ Le nombre des ouvriers industriels est passé de 466,570 en 1935 à 1,079,902 en 1946. C'est une véritable explosion! Entre 1931 et 1940 l'Argentine a vu naître (dans le sens économique du terme) 28,095 petits entrepreneurs et 25,130 pendant les seuls cinq années suivantes alors qu'entre 1921 et 1931 (la fin de la première époque d'industrialisation de l'Argentine) il y eu seulement 17,047 établissements industriels qui se fondèrent.⁽²⁹⁾ C'est donc dire que le rythme d'accroissement de la petite bourgeoisie industrielle est trois fois plus rapide entre 1940 et 1945 qu'entre 1921 et 1930.

Le tableau suivant nous permettra de voir la part de la production contrôlée par la petite bourgeoisie et celle contrôlée par la grande bourgeoisie:

Tableau 5.1: Distribution en pourcentage (%) des entreprises industrielles selon la valeur de leur production annuelle en 1937

Production	Établissements	Ouvriers	Valeur de production %
moins de 25 milles \$	69.8	14.8	6.0%
de 25 à 100 milles \$	20.2	16.4	10.4%
de 100 à 500 milles \$	7.3	21.8	16.4%
de 500 à 1 million \$	1.3	9.8	9.6%
plus de 1 million \$	1.4	37.2	57.6% (30)

Ce tableau de Forfman en plus de montrer qu'il y a concentration économique, c'est-à-dire qu'un petit nombre d'industriels emploient beaucoup d'ouvriers et produit des biens qui ont une plus grande valeur que ceux produits par un nombre plus grand d'autres industries, montre quand même que les petites et moyennes industries contrôlent plus du tiers de la production industrielle. D'autre part si l'on tient compte que la production industrielle compte pour une part de plus en plus large de la production totale on arrive nécessairement à la conclusion que la petite bourgeoisie industrielle voit son pouvoir économique s'accroître. Ainsi en 1900 l'agriculture et l'élevage formait 33.0% du P.N.B. et l'industrie 13.8%, en 1925, respectivement 25.5% et 17.7% et en 1945 18.5% et 23.5%.⁽³¹⁾ On voit clairement que l'agriculture et l'élevage perdent leur hégémonie économique au dépend de l'industrie. Un dernier point qui peut nous montrer l'accroissement du pouvoir économique de la petite bourgeoisie est la dé-concentration économique en Argentine entre 1935 et 1946. Cette dé-concentration industrielle est vérifiée dans le fait qu'en 1935, 962 établissements contrôlaient 65% de la production alors qu'en 1946 il fallait 2,254 établissements pour contrôler 65% de la production.⁽³²⁾ Comme nous l'avons vu le cas de l'Argentine entre 1930 et 1946 vérifie l'hypothèse de Gunder Frank qui veut que la périphérie se développe quand le centre est en crise (cf. crise 1929 et guerre 1939/1944) ici nous pouvons ajouter que ce développement à la périphérie s'accompagne d'une dé-concentration du capital et d'un renforcement de la bourgeoisie nationale (non liée au capital étranger).

La deuxième cause de la désintégration de la structure de classe est l'absence de pouvoir politique des deux groupes dont nous avons parlé: ouvriers et petite bourgeoisie industrielle nationale. En d'autres mots à cette époque

on assiste à un désajustement entre le pouvoir économique et le pouvoir politique. Ce déphasage est plus visible si l'on considère que c'est une fraction de la bourgeoisie foncière qui a le pouvoir politique (l'hégémonie) alors que le pouvoir économique, nous l'avons vu, est sous l'hégémonie de l'ensemble de la bourgeoisie industrielle. Le fait que la bourgeoisie industrielle soit divisée (nous avons montré qu'il y avait deux fractions) peut expliquer l'absence de projet social, c'est-à-dire d'un projet de conquérir le pouvoir politique afin d'imposer à l'ensemble de la société argentine son intérêt: comme étant l'intérêt de l'ensemble de la société, à savoir l'industrialisation. D'autre part la grande bourgeoisie étant liée au capital américain du nord dont les intérêts étaient une industrialisation limitée de l'Argentine pour pouvoir conserver leur volume d'exportation ne pouvait que partager ces intérêts. Bref la dépendance de l'Argentine provoque une division de la bourgeoisie nationale, division qui empêche cette bourgeoisie de formuler un projet de la conquête de l'hégémonie politique. De là s'explique l'intervention de l'armée et l'influence du gouvernement péroniste sur le changement de structure de classes. L'armée jouera un rôle de suppléance c'est elle qui se charge d'annuler le déphasage entre le pouvoir économique et le pouvoir politique justement en donnant l'hégémonie à la bourgeoisie industrielle nationale qui, elle, aura comme appui la classe ouvrière. Nous y reviendrons.

L'absence des deux groupes en question au sein du bloc politique au pouvoir peut se saisir d'une manière relative au pouvoir des autres fractions. Nous l'avons déjà vu (p. 51) les engraisseurs sont représentés économiquement par la Sociedad Rural Argentina et politiquement par le Parti Conservateur. Les éleveurs ont leur expression économique dans les C.R.A. (Confederaciones

Rurales Argentinas) et, politiquement ils ont l'hégémonie du parti radical (U.C.R.) qui regroupe aussi "les industriels, les travailleurs urbains et les employés publiques."⁽³³⁾ Les gros industriels liés au capital américain étaient organisés économiquement sous le nom de Union Industrial Argentina. Les ouvriers urbains, nous l'avons vu, étaient partiellement organisés et étaient représentés par plusieurs organisations et n'avaient le contrôle d'aucun parti politique important. La petite bourgeoisie nationale était la moins bien organisée puisqu'elle n'avait aucune organisation économique et n'avait pas le contrôle d'un parti politique.

La troisième cause de la dissolution du bloc au pouvoir entre 1930 et 1943 est exogène. Dans une première approximation elle peut être définie comme étant la prévision de la baisse des exportations argentines après la guerre. Remarquons dès maintenant qu'elle peut apparaître comme une cause téléologique donc comme une cause discutable mais pour nous elle est indiscutable, c'est une cause sociale, c'est-à-dire que cette prévision économique, même si elle se situe dans la conscience des agents sociaux, n'est pas pour autant irréaliste.

Le discours de Perón, le 30 novembre 1944, qui a été un des investigateurs du G.O.U., organisation militaire qui pris la charge de défaire l'ancienne structure de classes pour prendre elle-même le pouvoir et, finalement le céder quand la nouvelle alliance s'est suffisamment consolidée pour être viable, le discours montre que Perón faisait lui-même cette prévision: "La République Argentine produit maintenant le double de ce qu'elle consomme; c'est-à-dire que la moitié de ce qu'y se produit va à l'extérieur. Je me demandais si, quand la guerre sera terminée, il sera possible de continuer à placer nos produits en Afrique

du Sud, au Canada, en Amérique du Sud ou Centrale, ceci en concurrence avec les Etats-Unis, l'Angleterre, la France, la Russie, etc... Quand il ne sera plus possible d'exporter, si nous consommons seulement cinquante pourcent, quelle sera la situation de notre industrie, de notre production? Il y aura une paralysie de cinquante pourcent et nous verrons un million d'argentins en chômage qui n'auront pas où travailler ni de quoi vivre. Il n'y aura pas d'autre solution que d'augmenter la consommation. Et la consommation, dans des circonstances aussi extraordinaires que celle qui vont venir, pourra être augmentée seulement en élevant les salaires et les gages afin que chacun puisse consommer plus que ce qu'il consomme actuellement et permettant à chaque industrie, à chaque fabricant, à chaque commerçant de produire la même chose qu'aujourd'hui sans se voir obligé d'arrêter les machines et de mettre à pied ses ouvriers."⁽³⁴⁾

Pour pouvoir comprendre comment ce fait est une cause il faudrait faire l'analyse complète de la "dépendance économique" de l'Argentine. Ce sujet faisant le thème de nombreux ouvrages, nous nous contenterons d'une vue globale.

Commençons par rappeler la thèse qui veut que la périphérie se développe quand le centre est en crise. Nous avons expliqué comment une guerre pouvait être considérée comme conduisant nécessairement à une récession de l'économie. Ici, Perón souligne, en langage vulgaire, l'un des mécanismes qui permet à la périphérie de bénéficier de la crise du centre: puisque les machines des pays centraux sont en partie occupées à produire des armes et des munitions, cela permet (oblige) les pays périphériques à produire une partie de leurs anciennes importations (nous l'avions vu) mais, en plus cela permet à ces mêmes pays d'exporter sans la concurrence des pays plus industrialisés (voir annexe 5.6, p.199).

L'une des bases de l'ancienne structure de classes, avons-nous dit, était l'industrialisation limitée ou la substitution des importations aussi limitées. La guerre, d'une part en forçant la réduction des importations, et d'autre part en permettant l'augmentation des exportations était une circonstance favorable à la stratégie de l'industrialisation limitée en rendant la balance commerciale positive. C'est donc la disparition de cette circonstance extérieure (la guerre) qui risquait d'ammener de gros déficits de la balance commerciale et de là mettait en jeu la stratégie économique soutenue par l'ancienne alliance de classes.

Terminons en soulignant qu'il ne faudrait pas voir dans Perón un prophète exceptionnel (ses qualités, en tant qu'individu étaient autres) mais un analyste de la situation. En effet les exportations ont connu une chute entre 1940 et 1945: "Une baisse du volume physique de 20% par rapport à 1935/1939 et le pouvoir d'achat des exportations était 40% plus bas que celui de 1935/1939".⁽³⁵⁾ La dernière partie de la citation met en lumière l'intérêt économique de l'Argentine de produire de plus en plus chez-elle, de dépendre de moins en moins des importations qu'elle doit payer avec des exportations qui sont de moins en moins chères. Il ne faut pas voir une contradiction entre le fait que nous avons soutenu que la guerre permettait une augmentation des exportations et le fait que celles-ci aient baissé entre 1940 et 1944. Il faut plutôt se demander de combien plus elles auraient baissé si ce n'avait été de la guerre?

Ayant expliqué comment s'est disloqué l'ancienne structure de classes nous avons été amené à poser certains rapports de la nouvelle structure de

classes reste à préciser. La distinction de N. Poulantzas entre classe dominante qui possède le pouvoir économique et classe dirigeante qui possède le pouvoir politique est essentielle pour comprendre la structure de classes pendant la période péroniste, structure que plusieurs appellent "alliance de classes". En effet la classe ouvrière participe au pouvoir politique, elle est dirigeante mais, à la fois dominée, elle n'a pas la propriété des moyens de production.

D'autre part même si la bourgeoisie foncière dans son ensemble sera exclue de la classe dirigeante son pouvoir économique demeurera "presqu'intact", (le péronisme ne le fera pas disparaître). En fait en terme de pourcentage (%) du P.N.B. l'élevage et l'agriculture qui comptait pour 24.5% entre 1940 et 1944 comptera pour 16.7% entre 1950 et 1954 tandis que l'industrie passera de 21.0% à 22.7%.⁽³¹⁾ C'est donc dire qu'il y a baisse relative du pouvoir économique de la bourgeoisie foncière mais pas destruction de ce pouvoir.

La classe dirigeante du gouvernement péroniste se compose de trois groupes: l'armée, les ouvriers industriels et de la petite bourgeoisie industrielle nationale. Notons l'hétérogénéité de cette alliance de classes puisqu'un groupe est un groupe professionnel, l'autre une classe et le dernier une fraction de classe. Le chapitre suivant traitera en profondeur des manifestations historiques qu'a pris la participation de la classe ouvrière à cette alliance.

Posons comme deuxième pas que l'hégémonie dans cette alliance a été exercée conjointement par l'armée et la petite bourgeoisie (qui est devenue grande). En se basant sur ce qui a été dit il est assez facile de voir qu'il

existait une coïncidence d'intérêts parfaite entre ce groupe et cette fraction de classe. Rappelons d'abord que les deux fractions ayant le plus de pouvoir dans l'ancienne structure de classe ne pouvaient que favoriser une industrialisation limitée (substitution des importations des biens produits par l'industrie légère causée par la Crise et la Guerre). Or dès lors, il est évident que l'intérêt économique de tout capital industriel national (et non lié au capital étranger) est une industrialisation complète et non pas limitée. En plus l'armée, surtout en temps de crises et de guerre comme c'était le cas, avait tout intérêt à une industrialisation complète qui, pour elle voulait dire, la fin du temps où elle dépend de l'extérieur pour s'approvisionner en équipement et en armes. A cela si on ajoute que les militaires qui ont entouré Perón ne venaient ni de la bourgeoisie foncière ni de la grande bourgeoisie industrielle⁽³⁶⁾ on peut facilement comprendre la communauté d'intérêts des militaires et de la petite bourgeoisie qui favorise une industrialisation complète les rendant ainsi ennemis de la bourgeoisie foncière et de la grande industrie, du capital étranger. En procédant par la négative on peut voir la nécessité de l'inclusion d'un troisième groupe dans l'alliance: les deux groupes mentionnés ne sont pas assez nombreux pour conquérir le pouvoir politique. L'inclusion dans cette alliance des ouvriers n'est pas un choix de Perón mais une nécessité historique. S'opposant à toutes les autres fractions de la classe possédante, l'alliance ne pouvait être réalisable qu'en y incluant les seuls laissés pour compte: les travailleurs industriels ou agricoles. L'inclusion chronologique dominante des travailleurs industriels s'explique par leur degré de concentration et d'organisation plus élevé que celui des travailleurs ruraux.

La bourgeoisie foncière dans son ensemble est la seule fraction qui est

totale et définitivement exclue de l'alliance de classe péroniste. Un bon indice de fait que le pouvoir politique échappe à cette fraction est le pouvoir d'achat des grains qui en 1948 étant à l'indice 100 baisse à 84 en 1949, à 72 en 1950, à 70 en 1951 et à 64 en 1952. Cette descente en chute libre est principalement causée par la création de l'Instituto Argentino para la Promocion del Intercambio qui achetait les céréales à un bas prix sur le marché intérieur pour le revendre à prix fort sur le marché international. C'était un moyen de financer l'industrie par l'agriculture.⁽³⁷⁾ Une autre manière de voir cette exclusion est le faible pourcentage de financement que l'agriculture obtient des banques; on sait que l'orientation sectorielle des prêts est une décision politique. Ainsi entre 1945 et 1952 l'industrie obtiendra une part relative (à sa production) de financement bancaire toujours supérieure à celle de l'agriculture et de l'élevage⁽³⁸⁾ (voir annexe 5.4, p.197).

Pour saisir la position de la grande bourgeoisie dans la nouvelle structure de classe nous commencerons par tenter de saisir l'effet des politiques du gouvernement péroniste sur l'accumulation du capital en regardant le rythme d'accumulation par secteur. Si l'on regarde la structure du rythme d'accumulation entre 1935 et 1945 on s'aperçoit que les cinq branches dont le taux d'accumulation est le plus élevé, sont, dans l'ordre: machine électrique, textile, caoutchouc, produits chimiques et métal. Si on regarde toujours les cinq premières branches pendant l'époque péroniste on y retrouve l'ordre suivant: métal, caoutchouc, machine électrique, papier et pétrole.⁽³⁹⁾ C'est donc dire que le régime péroniste n'a guère modifié la structure de l'accumulation du capital à l'intérieur de l'industrie puisque le seul changement parmi les cinq

branches où le capital s'accumule le plus vite est simplement le remplacement du textile par le papier. Dans dans cette première analyse nous faisons abstraction des propriétaires du capital.

Selon une étude de Dorfman le capital étranger était le plus concentré et se retrouvait dans les industries suivantes: électricité (1,200,000,000), frigorifique (150,000,000), pétrole (110,000,000), fabrique de trains (100,000,000), gaz (90,000,000), caoutchouc (20,000,000), véhicules (10,000,000), ce en 1935.⁽⁴⁰⁾ C'est donc dans les secteurs cités que nous retrouvons ce que nous avons appelé la grande bourgeoisie industrielle. Comme nous l'avons déjà vu les secteurs contrôlés en 1935 par la grande bourgeoisie, le caoutchouc par exemple, ne connaîtront pas une diminution du taux d'accumulation plus forte que les secteurs aux mains de la petite bourgeoisie. Au niveau de la propriété du capital le régime péroniste apporta des transformations nettes qui se font au bénéfice de la petite bourgeoisie. Ce changement de propriété se manifeste principalement sous la forme de nationalisation. Les principales nationalisations sont les chemins de fer, le téléphone, les assurances, l'électricité, le gaz et les ports.⁽⁴¹⁾ On sait que les chemins de fer étaient anglais et que le téléphone était la propriété de la désormais célèbre International Telegraph and Telephone Corporation, on sait aussi (voir ci-haut) que l'électricité et le gaz étaient des bastions du capital étranger. Si on ajoute à cela la création d'usines militaires a Cordoba qui fabriquèrent des véhicules (civiles) on peut conclure que le régime péroniste s'est attaqué à la majorité des industries sous le contrôle du capital étranger pour en donner le contrôle à la bourgeoisie nationale, ou, à défaut à l'Etat. Cette politique d'indépendance a été rendu possible grâce

à une immense quantité de devis étrangers accu mulés à la faveur de la guerre. Finalement notons que ce transfert de propriétaire a été facilité par la création de la Banque Centrale et par la centralisation de l'épargne et des assurances qui ont servi de canaux de financement pour les nouveaux propriétaires. C'est ce qui explique que le capital fixe en Argentine était à 30.0% étranger en 1931, à 15.4% en 1945 et à 5.1% en 1955.⁽⁴²⁾

On peut donc conclure que les politiques péronistes ont réussi à transférer le pouvoir économique de la grande bourgeoisie dépendante à la petite bourgeoisie nationale. Mais il ne faudrait pas croire que la petite bourgeoisie de 1937 est demeurée petite (capital non-concentré) et qu'il n'y a pas d'individus qui en 1937 appartenait à la grande bourgeoisie et qui ont profité du régime péroniste. Plus simplement le gouvernement de Perón ne s'est jamais attaqué à la concentration du capital mais bien au fait qu'il soit propriété étrangère.

Sachant pertinemment que toute structure sociale est trop complexe pour être saisie par un schéma nous osons quand même présenter celui-ci:

5.2: Structure de l'alliance de classe péroniste:

A		
B		
		C
D	E	

Légende: A - bourgeoisie nationale = petite bourgeoisie - (grande bourgeoisie - capital étranger)

B - armée

C - classe ouvrière

D - capital étranger

E - bourgeoisie foncière

ligne horizontale - en haut de la ligne = pouvoir politique, classe dirigeante

ligne verticale - à droite ceux qui ont un pouvoir économique = possèdent les moyens de production, classe dominante

Notons en terminant que le fait d'avoir ou non le pouvoir politique a des effets économiques évidents qu'on ait le pouvoir économique ou non. Ainsi les ouvriers participants au pouvoir politique sous Perón même s'ils n'ont pas le pouvoir économique obtiennent un avantage économique: de recevoir une part de la production plus importante qu'avant (quand ils n'avaient pas le pouvoir politique). Pour leur part la bourgeoisie foncière et le capital étranger en perdant leur pouvoir politique voient, comme conséquence, leur pouvoir économique réduit mais toujours existant.

Nous sommes maintenant en mesure de tirer une conclusion pour le présent chapitre. La réaction capitaliste, sous les cinq formes historiques que nous avons repérés, est le fait avant tout de la bourgeoisie foncière et du capital étranger, secondairement elle est soutenue par une série de groupes (la presse, l'université, les politiciens, la Cour Suprême et avocats, et cer-

tains syndicats) liés d'une manière ou d'une autre, dans le processus de production, aux intérêts des fractions hégémoniques. Finalement on doit noter le rôle joué par la grande bourgeoisie industrielle, ce rôle étant de premier plan pendant la période analysée (1943/1946) à cause de la liaison entre cette bourgeoisie et le capital étranger deviendra un rôle de non-opposition au péronisme pendant la période 1946/1955 puisque l'alliance politique de classe, avons-nous dit ne s'oppose pas à la concentration du capital mais à sa propriété étrangère à la formation sociale qu'est l'Argentine à cette époque.

On a vu aussi que la réaction en est une au rôle économique de l'Etat, faire baisser le taux d'exploitation et à son rôle idéologique d'attrait des syndicats en tant qu'organisation de la classe ouvrière, donc la réaction est avant tout celle des fractions hégémoniques de l'ancienne structure.

Finalement, et c'est fondamental, on a vu que les nouveaux rôles de l'Etat devenaient compréhensibles que s'ils étaient mis en rapport avec la nouvelle structure de classes dont l'intérêt peut se résumer à une industrialisation complète et que la transformation de la structure de classes s'expliquait par trois causes, en termes théoriques ces causes se réduisent à une contradiction entre l'ancienne structure de classes d'une part et, le nouveau développement des forces productives et un facteur exogène d'autre part.

N O T E S

Chapitre 5:

- (1) Luna, Felix, el 45, cronica de un ano decisivo, Editorial Sudamericana, Buenos Aires, 1973, p. 62.
- (2) Buenos Aires, 1947, p. 813.
- (3) Luna, Felix, op. cit., p. 220.
- (4) Idem, p. 74.
- (5) Idem, p. 93.
- (6) Idem, p. 169.
- (7) Idem, p. 159 et 167.
- (8) Idem, p. 150.
- (9) Idem, p. 95.
- (10) Idem, p. 149.
- (11) Miguelez, Roberto, "Sur la notion de pratique sociale", manuscrit, 1975, p. 46.
- (12) Idem, p. 47 et 48.
- (13) Idem, p. 47.
- (14) Luna, Felix, op. cit., p. 199.
- (15) Idem, p. 204.
- (16) Idem, p. 207.
- (17) Idem, p. 208.
- (18) Le président de la Sociedad Rural, celui de la Bourse du Commerce et de l'Union Industrial, idem, p. 209.
- (19) Idem, p. 210.

- (21) La Epoca, p. 1.
- (22) La Nacion, 27 déc., 1945, p. 8.
- (23) La Nacion, p. 1 et 10.
- (24) La Nacion, 11 janvier 1946, p. 4.
- (25) La Epoca, p. 5.
- (26) Luna, Felix, op. cit., p. 373.
- (27) Idem, p. 390.
- (28) Jorge, Edouardo, F., Industria y concentración economica (desde principios de siglo hasta el peronisme), siglo veintiuno editores, Buenos Aires, 1971, p. 37.
- (29) Idem, p. 150. Le nombre des établissements industriels a augmenté de 17% entre 1914 et 1935 et de 220% entre 1935 et 1946, Niosi, op. cit., p. 305.
- (30) Ramos, Peralta, Monica, op. cit., p. 84.
- (31) Niosi, op. cit., p. 327, voir annexe 5.3, p. 196.
- (32) Jorge, op. cit., p. 188.
- (33) Niosi, op. cit., p. 38.
- (34) Cunéo, Dardo, El desencuentro Argentino, 1930/1955, Pleamar, Buenos Aires, 1965, p. 116.
- (35) Ferrer Aldo, La economia argentina, Fondo de cultura economica, Buenos Aires, 1973, p. 193.
- (36) Ramos, op. cit., p. 102.
- (37) Idem, p. 104-105.
- (38) Niosi, op. cit., p. 322.
- (39) Ramos, op. cit., p. 27, voir annexe 5.5. p. 198.
- (40) Idem, p. 85.

- (41) Belloni, Alberto, Del anarquismo al peronismo, ed. documentos, Buenos Aires, 1962, p. 59.
- (42) Naciones Unidas, El desarrollo economico de la Argentina, Mexico, 1959, tome 5, p. 28.
- (43) Classe dominante: classe qui a le pouvoir économique, ici la propriété des moyens de production.
- (44) Classe dirigeante: classe qui a le pouvoir politique, le contrôle du gouvernement.

CHAPITRE 6

EVOLUTION DE L'IDEOLOGIE ET DE LA PRAXIS SYNDICALE, APRES 1943:

Croyant que l'histoire syndicale en Argentine à cette époque a été biaisée autant par les péronistes que par les anti-péronistes ce chapitre veut apporter sa modeste contribution à l'élimination de certaines faussetés historiques, ceci est devenu possible par l'accès que nous avons eu à des documents de la C.G.T., qui jusqu'ici n'étaient pas connus. C'est ce qui explique la large part accordée aux faits que certains, sans cette explication pourraient considérer comme des détails non-significatifs.

Au point de vue théorique ce dernier chapitre est crucial parce qu'il se propose de nous fournir le matériel nécessaire pour pouvoir mesurer l'effet relatif des différents facteurs (correspondance entre l'idéologie de certaines fractions syndicales et l'idéologie de l'Etat péroniste, rôle économique du même Etat = baisse du taux de plus-value et la réaction capitaliste) qui expliquent l'appui des syndicats à Perón, appui que le présent chapitre veut décrire.

C'est donc ce chapitre qui nous permettra de répondre à notre question du départ: "Pourquoi les syndicats ont appuyé Perón?".

Lorsque le 4 juin 1943 se produit le coup d'Etat militaire le mouvement ouvrier vient de connaître une nouvelle division. La C.G.T. liste no 1 qui compte 104,003 cotisants regroupe les syndicats qui désirent rester neutre face à tous

les partis politiques (Union Ferroviaria, Union Tranviarios, cerveceros, calzado et textil). La C.G.T. liste no 2 qui compte 106,432⁽¹⁾ cotisants regroupe les syndicats plus combatifs qui désirent une forme ou une autre de politisation syndicale.

Les relations entre les syndicats et l'Etat vont commencer très tôt. En effet quatre jours après la Révolution le président du Département National du Travail rencontre les représentants des syndicats pour leur exiger une "neutralité absolue en matière politique, tant au niveau interne qu'au niveau international..."⁽²⁾ Ainsi le gouvernement donne son appui à la C.G.T. no 1 qui est neutre et répudie la position de la C.G.T. no 2. Mais, le 21 juin cette dernière rencontre le ministre de l'Intérieur pour lui souligner que "la classe travailleuse a ressenti un véritable soulagement à voir tomber les dirigeants déposés et qu'elle appuie les intentions du gouvernement de faire appliquer la Constitution, d'épurer d'Administration publique et la Justice et les mesures adoptées et celles qui seront adoptées pour faire baisser le coût de la vie et des loyers".⁽²⁾ Pour le gouvernement cette déclaration a un double signe: d'une part elle est un appui au gouvernement, d'autre part elle déroge à l'exigence du gouvernement; la neutralité absolue des syndicats en matière politique. D'ailleurs le 10 juin la C.G.T. no 2 avait montré sa vigueur en montrant son opposition au gouvernement militaire: "La Confédération Générale du Travail dont l'orientation et les structures sont essentiellement démocratiques... et qui compte en son sein plus de 200,000 affiliés... affirme son intention de collaboration intense et soutenue pour que le pays retourne le plus tôt possible à la normalité..."⁽³⁾ Le même mois, le même groupe de syndicats "proteste

publiquement contre le massacre des ouvriers effectué par la police privée et officielle de San Pedro de Jujuy".⁽⁴⁾ En définitive même si la C.G.T. no 2 se réjouit de la chute du gouvernement civil et même si elle appuie certains objectifs du gouvernement militaire elle s'en prend à son existence même.

Pour sa part la C.G.T. liste no 1 prend une position qui va plaire davantage au gouvernement de la Révolution. Cette position se manifeste le 7 juillet où la Centrale appuie "les récents décrets du Pouvoir Exécutif de la Nation mettant en vigueur une baisse générale des loyers et des primes sur les salaires du personnel de l'administration nationale... qui indiquent le début d'une période de meilleur compréhension des inquiétudes et des aspirations de la population travailleuse."⁽⁵⁾ Pour sa part l'Union Ferroviaria "proclame son a-politisme".⁽⁶⁾

Ces deux positions différentes des deux centrales syndicales n'empêcheront pas le gouvernement de prendre des mesures contre elles: le 21 juillet le siège de la C.G.T. no 2 est fermé⁽⁷⁾ et le 23 août la Union Ferroviaria et la Fraternidad sont mises sous tutelle par le gouvernement militaire. La U.F. est forcée d'abandonner son affiliation à la C.G.T. no 1.⁽⁸⁾ Ces deux mesures affectaient gravement le mouvement syndical puisqu'elles le désorganisaient d'une part en brisant l'organisation opposée au gouvernement qui regroupait plus de 100,000 membres et d'autre part, en mettant celle qui ne s'était pas opposée sous le contrôle du gouvernement ceci affectait l'organisation de 90,000 syndiqués. Pour sa part la C.G.T. décimée, maintenant composée de l'Union Tranviarios, du Syndicat du Galzado et des Cerveceros, selon le désir du gou-

vernement et selon leur tendance antérieure proclame son indépendance politique. Dans le manuscrit des minutes du C.C.C., le 11 septembre on peut lire: "Nous pouvons voir maintenant une classe capitaliste argentine grandement enrichie au milieu d'une population pauvre... La correction de cette situation est naturellement la mission du pouvoir législatif mais, celui-ci dans un milieu démocratique doit être appuyé par l'opinion publique laquelle en matière économique s'exprime essentiellement par le biais des organisations professionnelles authentiques et indépendantes d'influences étrangères à son domaine..."⁽⁹⁾

Nous relatons l'épisode qui suit (grève des frigorifiques) puisque c'est à partir de cette expérience que le gouvernement va changer de tactique face aux syndicats. En octobre le syndicat de la viande dirigé par un communiste (en prison) est en grève et menace d'en faire une grève générale. "Le premier octobre les dirigeants du syndicat de la viande firent connaître à Perón l'exigence de la liberté de José Peter (leur chef) avant de discuter du conflit. Le deux, un avion militaire, envoyé par Perón, transporte Peter de la prison de Neuquem à Buenos Aires. Le lendemain Peter est reçu avec un enthousiasme indescriptible par 6,000 ouvriers réunis au Club Sportivo Dock Sur."⁽¹⁰⁾ Les ouvriers adoptent la résolution suivante: "Connaissant les bases proposées pour solutionner le conflit, les garanties et assurances qui ont été données à l'organisation et considérant: que le gouvernement a rempli ses promesses en mettant en liberté notre secrétaire général, notre compagnon José Peter; que notre activité s'est déroulée sans entrave et sans intervention de la police. Que le gouvernement nous assure que tous les ouvriers qui ont participé à la grève retournerons au travail sans que les entreprises prennent des mesures de repré-

saille contre eux; que le gouvernement s'est engagé devant la F.O.I.C. (Fédération Obrera de la Industria de la Carne) à trouver une solution d'ici une semaine au problème des ouvriers mis à pied en les faisant retourner à leur lieu de travail respectif; qu'on obtiendra l'augmentation de salaire et l'accomplissement de toutes les lois et que le gouvernement appuie notre mouvement en reconnaissant que nos réclamations sont justes, l'Assemblée Générale Extraordinaire des ouvriers des frigorifiques Anglo, Wilson, La Negra et CIABASA résolvent:

1. Retourner au travail le 4 octobre afin de faciliter l'intervention du gouvernement dans la solution du conflit.
2. Suspendre l'assemblée afin de pouvoir considérer la réponse des entreprises au gouvernement et à la F.O.I.C..
3. Maintenir l'existence des comités de grève dans les diverses entreprises jusqu'à la solution du conflit.
4. Nommer une commission d'ouvriers nombreuse pour considérer les demandes d'augmentation de salaire."⁽¹¹⁾

Cet épisode nous permet de voir que les syndicats communistes que nous avions qualifiés de "plus combattifs" ont drôlement changé de position. Cette baisse de leur combativité se note dans le fait qu'ils cessent la grève sans avoir obtenu le règlement du conflit, ce sur la seule parole (promesse) du gouvernement. D'ailleurs le colonel Perón obligea les entreprises à accepter les revendications ouvrières en insistant sur le fait que leur intransigeance l'obligerait à mettre les frigorifiques sous tutelle.⁽¹⁰⁾ Mais le 21 octobre les locaux de la F.O.I.C. sont fermés par la police.⁽¹²⁾ La très large part consacrée

à l'action du gouvernement (quatre des six "considérant que" y font référence) dans la déclaration citée est un autre indice de la faible combativité. Ce changement dans l'action des syndicats communistes peut s'expliquer par leur dépendance, que nous connaissons déjà, et qui à cette époque se manifeste dans le fait qu'ils orientent leurs actions par rapport à la lutte anti-faciste et non plus par rapport à la lutte de classes. Ainsi Puiggros nous dit que: "Les arguments avancés par Peter pour inciter les ouvriers à retourner au travail reflètent bien la ligne politique du Parti Communiste: les entreprises frigorifiques anglaises et américaines contribuent à l'effort des puissances alliées en guerre contre le nazifacisme..."⁽¹⁰⁾

Cet évènement nous permet aussi de voir comment Perón a commencé à s'attirer la faveur des syndicats:

1. en utilisant le pouvoir de l'Etat comme juge entre le capital et le travail. Il y a trois manières de juger cette intervention: en historien, par rapport à l'Etat antérieur, l'Etat péroniste est pro-ouvrier, en empiriste, en regardant seulement, exclusivement ce que nous venons de décrire, on conclue que l'Etat péroniste était neutre, en sociologie, où l'on considère l'ensemble des effets des politiques péronistes sur le mode de production on doit conclure que l'Etat péroniste était anti-ouvrier puisqu'il a eu comme effet de maintenir le mode de production où les ouvriers sont exploités.
2. par la force. Le 13 février 1944 la F.O.I.C. sera définitivement fermée et Peter séjournera en prison pendant un an et quatre mois. Pendant ce temps La Epoca publie qu'il est parti en Suisse avec les fonds du syndicat.⁽¹³⁾ Nous croyons que le résultat de cette grève fut que Peter perdu beaucoup de crédit, que les bénéfices obtenus furent attribués à Peron (la preuve étant, encore une

fois, la mise au premier plan que l'action du gouvernement dans le document approuvé par l'ensemble des grévistes). Le bras droit de Perón, Mercante nous parle de cette grève comme d'une victoire (pour lui): "Je ne pourrai jamais oublier l'assemblée tenue par les travailleurs de la viande au Dock Sur, à la fin de 1943, quand ils résolurent de cesser la grève qui, en réalité était le commencement d'une grève générale contre le gouvernement... c'est ainsi que nous avons obtenu notre premier triomphe."⁽¹⁴⁾

Finalement cet épisode nous permet de situer dans le temps, le moment où le gouvernement d'anti-syndical devient pro-syndical: fin d'octobre 1943.

Comme conséquence de ce changement de position du gouvernement l'U.F. ré-intègre la C.G.T. et a comme mission spécifique de faire l'unité syndicale, cette mission a été définie par le tuteur gouvernemental, le colonel Mercante. Aussi à la réunion de la C.A. de la C.G.T. du 22 novembre se forme le Comité Unidad Sindical. Ce comité jouera un rôle important dans la formation de l'unité du bloc de syndicats qui appuieront Perón. Avec la formation de ce comité commence une période d'activité syndicale incroyablement intense qui ne se caractérise pas, comme plusieurs le soutiennent, par un fort taux de syndicalisation mais par la création de syndicats parallèles et par une fréquence des dé-saffiliations et des ré-affiliations à la C.G.T.. Réfutons d'abord l'argument qui veut que la venue massive de nouveaux syndiqués serait la principale cause de la prise du pouvoir par Perón.

Pendant la période 1936/1941 le nombre des syndiqués a augmenté de 19.31% alors que pendant la période 1941/1945 il a augmenté de 19.73%. On peut donc

dire que l'augmentation du taux de syndicalisation est très faible. Nous reviendrons à l'histoire après le tableau qui suit.

Tableau 6.1: Affiliations syndicales: 1936/1941

		Indice
1936	369,969	100
1937	418,902	113.23
1939	436,609	118.01
1940	472,828	127.80
1941	441,412	119.31 100
1945	528,523	119.73 ⁽¹⁵⁾

Dans le manuscrit des minutes de la C.A. du 11 février 1944 on peut lire "Avec l'accord général des ministres, le gouvernement de la Nation a dicté, en date du 6 décembre un décret par lequel il suspend le décret no 2269 du 20 juillet 1943 réglant les organisations professionnelles... Cette mesure correspond au point de vue soutenu par la C.A. confédérale qui s'est manifesté lors de la réunion du 10 novembre."⁽¹⁶⁾ A cette époque on doit caractériser les relations C.G.T./gouvernement comme cordiales. A ce moment le gouvernement avait déjà commencé sa politique d'attrait des syndicats: nous donnerons, à titre d'illustration, un exemple idéologique et un exemple (d'attrait) économique. Le 2 décembre 1943, Perón dans un discours radiodiffusé déclare: "Les patrons, les

ouvriers et l'Etat constituent les parties de tout problème social. Eux et personne d'autre doivent être ceux qui le résolvent en évitant la destruction inutile et suicidaire des valeurs et des énergies.

L'unité et la compréhension des buts de ces trois parties devront être la base d'action pour lutter contre les véritables ennemis sociaux représentés par la mauvaise politique, les idéologies étrangères,... les faux-apôtres qui s'introduisent dans le syndicalisme pour augmenter la tromperie et la trahison envers les masses."⁽¹⁷⁾ Perón tente d'attirer les syndiqués en attaquant une partie des leaders, ceux de la C.G.T. no 2 (communistes et socialistes).

Un exemple de la politique d'attrait au niveau économique: le 10 janvier 1944 Perón annonce que le gouvernement verse un subside de 1,000,000 de pesos pour la construction d'une polyclinique pour les cheminaux et que travailleurs et patrons devront contribuer à un fond, il annoncera aussi que le gouvernement donne un terrain, que seront créés des bureaux de consultations régionales, des services de pharmacies régionales, etc..⁽¹⁸⁾ Ici nous ne voulons pas faire la preuve que cette politique d'attrait a existé (ce qui a été fait au chapitre 4) mais bien faire la preuve qu'elle était commencée au moment qui nous occupe: début 1944.

Or, malgré cette politique, l'Union Ferroviaria qui a reçu des faveurs spéciales du gouvernement et la C.G.T. toute entière (c'est la C.G.T. no 1, la seule qui existe maintenant) qui a été moins attaquée que l'autre, maintenant disparue, sont contre le gouvernement militaire. Ainsi le 18 février 1944, le Comité Pro-Unidad (formé de six membres della U.F. sur douze) fait voter à la C.G.T. une résolution qui parle de "défense des libertés syndicales" et de la

"défense des postulats démocratiques".⁽¹⁹⁾ Or on sait que demander le respect des postulats démocratiques c'est s'en prendre directement au gouvernement qui est militaire, "de facto". Le 3 mars la C.G.T. envoie une lettre au vice-président Farrell pour demander:

- "1. le retour à la normalité constitutionnelle,
2. la fin de l'intervention de l'U.F. et de la Fraternidad,
3. de ré-ouvrir les locaux syndicaux,
4. la liberté des militants."⁽²⁰⁾

Selon Montiel, un leader du syndicat de la bière (cerveceros), le lieutenant colonel Mercante a affirmé que la lettre présentée par la C.G.T. constituait un défi au gouvernement. "Le dit fonctionnaire s'est permis de dire qu'il était question de se définir... que la C.G.T. devait appuyer le gouvernement ou prendre position contre lui. Il (Montiel) relata plusieurs épisodes où les acteurs étaient différents fonctionnaires du Secrétariat du Travail et de la Prévision qui démontraient l'existence d'un courant d'opposition (au gouvernement) à l'intérieur de la Centrale ouvrière. Ce courant qui se manifeste aussi par la concession de beaucoup de bénéfices au syndicat du chemin de fer dans le but de le séparer du reste des travailleurs afin de rendre débile notre mouvement."⁽²¹⁾

Si on veut comprendre cette position anti-gouvernementale de la C.G.T. on doit avoir recours à ce qui a été dit auparavant (voir chapitre 1). En effet, les syndicats qui composent maintenant la centrale sont tous d'idéologie de "bargaining". Or nous avons caractérisé cette idéologie en disant que ce type de syndicalisme est "neutre face aux partis politiques et au gouvernement.

Mais... lorsque ce type de syndicat est forcé de faire un choix politique il opte toujours pour le groupe le plus fort, pour le groupe qu'il pense le plus fort politiquement" (cf. p.6). On voit que ce système de pensée (guidant l'action) laisse une large part au subjectif, à la définition (voire à la prévision) du groupe le plus fort. Donc, si on résume la situation qui nous occupe on voit que le gouvernement militaire n'est pas fort puisqu'il n'a pas l'appui de l'ensemble des travailleurs et de la fraction bourgeoise nationale comme il l'aura plus tard et en plus il force les syndicats de "bargaining" à prendre position pour lui, ainsi ces syndicats, forcés de prendre une position, évitent d'en prendre une en faveur de plus faibles: les militaires.

Le 17 avril la C.G.T. va poser un autre pas dans cette même direction d'opposition au gouvernement. Elle accepte une invitation à former un comité pour célébrer le premier mai. Ce comité est formé de quatre syndicats de l'Ex-C.G.T. no 2, entre autre de la Federacion Grafica Bonaerense, communiste.⁽²²⁾

Comme réaction Mercante retire les membres de la U.F. de la C.G.T.. Pour les dirigeants il est évident que ce retrait forcé de la U.F. est de nature politique. Le gouvernement fait pression sur les syndicats pour qu'ils l'appuient, les syndicats refusent, le gouvernement augmente la pression. C'est ce qu'exprime Bonilla un représentant du textile quand il dit "que la C.G.T. doit considérer la politique que suit le gouvernement de la Nation envers les syndicats ouvriers est de faire pression sur eux pour qu'en échange de la promesse d'attention à ses problèmes et à ses nécessités qu'ils effectuent des actes publics d'adhésion à ce dernier."⁽²³⁾

La situation est donc la suivante: la C.G.T., avec des syndicats de l'ex-C.G.T. no 2 désirent célébrer le premier mai sur un ton anti-gouvernemental. La pression du gouvernement se manifeste d'abord par le biais de quelques membres de la U.F., favorable au gouvernement, qui tentent, sans succès, de faire accepter par la C.A. de la C.G.T. se participation à une "demande aux autorités nationales en vue d'élever au rang ministériel le Secrétariat du Travail et de la Prévision."⁽²⁴⁾ Devant ce refus la réaction gouvernementale fut forte: "La police refusa le permis autorisant la manifestation du premier mai"⁽²⁴⁾ et Mercante retire la représentation de l'U.F. à la C.G.T.. Ceux qui restent à la C.G.T. renforcent leur collaboration avec les syndicats plus anti-gouvernementaux en créant, avec eux, la Commission Syndicale d'Action Commune.⁽²⁵⁾ On peut conclure qu'à cette époque, premièrement le gouvernement a mis la U.F. sous tutelle pour en faire une arme de pression (si la C.G.T. nous donne son appui on vous donne les cheminaux, sinon nous les retirons de la C.G.T.), deuxièmement, malgré son idéologie et ses politiques économiques d'attrait le gouvernement n'a pas l'appui des syndicats si ce n'est d'une partie de la U.F..⁽²⁶⁾

C'est le 18 mai 1944 que Perón obtiendra effectivement son premier appui syndical de l'Union Tranviarios (U.T.) et du syndicat de la bière. En effet le gouvernement continuait sa tactique d'augmenter la pression sur la C.G.T. et cette fois elle se manifestait sous la forme d'une invitation du gouvernement à cette dernière à participer à une manifestation de "caractère patriotique" prévue pour le 24 mai. Comme on s'en doute déjà la dite manifestation aura un caractère politique et non pas patriotique et, on le verra, les syndicalistes le savaient avant la manifestation. Donc le vote de cette réunion di-

visait ceux qui étaient pour et ceux qui étaient contre une adhésion publique au gouvernement militaire péroniste.

Le tableau suivant nous donne le résultat du vote en question:

Tableau 6.2: Résultat du vote de la C.A. de la C.G.T.: 18 mai 1944

Pour l'adhésion		Contre l'adhésion	
Montiel	bière	Pardo	textile
Ceparro	bière	Barca	chaussure
Alvarez J.L.	N.D.	Mendez	tailleurs
Bagnola	U.T.	Bonilla	textile
Alvarez N.	U.T.		
Carballo	U.T.		
Santin	U.T.		

Source: manuscrit de la C.A., op. cit., p. 132.

Si à partir de ce jour le gouvernement a gagné la faveur de l'U.T. ce ne fut pas sans difficulté. En effet, à l'intérieur de ce syndicat il y avait un secteur minoritaire qui s'opposait à la collaboration avec le gouvernement. Sinsi la position pro-gouvernementale prise par l'U.T. va amener la démission de trois de ses représentants à la C.G.T. en guise de protestation. Ces trois membres de l'U.T. sont Porto, Barreiro et Leijos (ce dernier était secrétaire

général de la C.G.T., la plus haute autorité), le 11 juillet ils seront remplacés par Fernandez, Lopez et Pichel qui eux sont d'accord avec la nouvelle position "collaborationiste" de leur syndicat.⁽²⁷⁾

Dans les déclarations des représentants du syndicat de la bière on voit bien qu'ils vont voter pour l'adhésion mais que c'est une adhésion forcée. Montiel déclare: "Nous avons un gouvernement de force et nous devons conditionner nos activités aux possibilités qui nous sont offertes. Il est certain que l'invitation de monsieur Mercante à participer à la manifestation du 24 mai nous fait violence, mais nous ne pouvons pas ne pas comprendre que nous ne sommes pas en mesure d'affronter l'ennemi."⁽²⁸⁾ On retrouve ici le langage propre à l'idéologie de "bargaining": la notion de force (nous ne sommes pas en mesure) et ce type de syndicalisme prend une position politique seulement si on l'oblige (l'invitation... nous fait violence).

Des trois syndicats qui s'opposent à un appui public au gouvernement c'est celui du textile qui s'oppose le plus fortement. Ce syndicat va montrer qu'il refuse complètement la position collaborationniste adoptée par la Centrale en se retirant de la C.G.T. (somme des va-et-vient: 3 désaffiliations, 1 ré-intégration). D'ailleurs, Bonilla, représentant de ce syndicat avait averti ses compagnons des motifs de son opposition à la participation à la manifestation: "La C.G.T. assumera une grande responsabilité si elle décide d'adhérer à la manifestation qui aura lieu le 24 de ce mois puisqu'elle entourera le gouvernement d'une popularité qu'il n'a pas et, surtout nous ne savons pas à quelle fin il utilisera cette popularité, c'est ce qu'il y a de plus grave."⁽²⁹⁾

En juillet la C.G.T. fortifie sa position pro-gouvernementale en abandonnant sa participation à la Commission syndicale d'action commune, en cessant de collaborer avec des syndicats dont le gouvernement avait mis la centrale hors-la-loi.⁽³⁰⁾

En octobre la Union Obrera Textil et la Union Ferroviaria auront ré-intégrées la C.G.T.⁽³¹⁾ (somme des va-et-vient: 3 désaffiliations, 3 ré-intégrations). Si lors de sa première ré-intégration il y avait une partie de l'U.F. qui était pro-gouvernementale maintenant il y a une majorité. En effet le 26 novembre, l'U.F. étant majoritaire à l'intérieur de la C.A. celle-ci résout d'organiser un acte public pour commémorer le premier anniversaire de la constitution du Secrétariat du Travail et de la Prévision; on commémorera cet évènement qui marque la date où commence une transformation progressiste dirigée vers la réalisation de la justice sociale destinée à bénéficier aux hommes du travail et dans laquelle l'organisme d'Etat mentionné joue un rôle important."⁽³²⁾ Le gouvernement péroniste militaire jouit maintenant de l'appui de trois syndicats et, comme nous en aurons la preuve plus tard, l'U.F. n'a pas changé d'idéologie mais, le syndicat de la bière et l'Union Tranviarios ont troqué leur idéologie de "bargaining" contre l'idéologie gestionnaire. En d'autres mots, l'action idéologique et économique du gouvernement péroniste militaire (sans la réaction capitaliste) a réussi à gagner le support politique de deux syndicats et l'appui temporaire d'un autre syndicat, la U.F.. A ce sujet on peut voir que Perón lui-même était mauvais juge de la situation. Le 3 mars 1945 il déclare "La maison des cheminaux m'est extraordinairement agréable d'abord parce que j'ai l'honneur d'être président honoraire de l'Union Fer-

roviaria et ensuite parce que je n'oublierai jamais de ma vie que la première association ouvrière de la République qui a eu confiance et qui a eu foi en nous est précisément le groupe de cheminaux qui nous accompagnent..."⁽³³⁾

Nous savons déjà que ce n'est pas l'U.F. qui est la première à supporter Perón mais, ce qui importe davantage, nous le verrons, l'appui de l'U.F. n'en est pas un de confiance ni de foi mais un appui tactique, temporaire, qui durera aussi longtemps (mais pas davantage) que le gouvernement péroniste sera jugé le plus fort.

La réunion du Comité Central Confédéral (C.C.C.) du 18 avril 1945 est importante puisqu'elle nous permet de constater le rôle joué par le Comité Pro-Unidad. En effet depuis le retour de l'U.F. la C.G.T. regroupait six syndicats, alors qu'à cette réunion, grâce au travail du Comité, participent 39 syndicats. On peut voir que parmi les syndicats qui se retrouvent pour la première fois à la C.G.T. il y en a quatre "nouveaux" qui ont été formés pour s'opposer aux syndicats communistes. Nous avons donc la certitude, dans ces quatre cas précis, que même s'il s'agit de nouveaux syndicats il ne s'agit pas de nouveaux syndiqués. La création de syndicats parallèles comme ceux-ci explique pourquoi la période 1941/1945 se caractérise par une intense activité syndicale voit le nombre des organisations augmenter de 172.9% (de 356 à 969) alors que le nombre des syndiqués lui augmente seulement de 19.73% (de 441,412 à 528,523).⁽³⁴⁾ Une fois de plus la théorie qui veut que la principale explication du péronisme soit la migration interne qui amène à la ville des travailleurs ayant besoin d'un père (Perón) se voit nier par les faits; même si la migration existe le nombre relativement faible de "nouveaux syndiqués" (pour

employer les concepts de la théorie en question) ne peut pas expliquer la transformation de la praxis ou/et de l'idéologie syndicale. Cette transformation se caractérise, comme veut le montrer ce chapitre, par le fait que des "vieux syndicats" vont changer d'idéologie et que des "vieux syndiqués" vont quitter des "vieux syndicats" (communistes surtout) pour adhérer à des "nouveaux" (gestionnaires). D'autre part l'explication de cette transformation ne se trouve pas dans la tautologie psychologique de "l'instinct de dépendance" mais, dans la transformation de la structure de classes.

Voici donc la liste des principaux syndicats parallèles.

Tableau 6.3: Syndicats parallèles - 1945:

Syndicats communistes ⁽¹⁾	Syndicats parallèles ⁽²⁾	Date de fondation ⁽³⁾
Fédération Obrera Nacional de la Construcción	Union Obrera de la Construcción de la R.A.	4 septembre 1943
Fédération Obrera de la Alimentación	Sindicato Obrera de la Alimentación	n.d.
Sindicato Obrera de la metalurgica	Union Obrera Metalurgica de la R. Argentina	20 avril 1943
Sindicato Unico Obreros de la madera	Union Obrera de la Industria de la Madera	15 décembre 1944

(1) Source: Manuscrit du C.C.C. de la C.G.T., op. cit., p. 50-51

(2) Cerruti Costa, op. cit., p. 175-176

(3) Idem.

En plus de ces quatre syndicats parallèles créés pour récupérer les syndiqués des organisations communistes, on retrouve des syndicats à dominance gestionnaire (socialiste, c'est le cas, par exemple de la Union Obreras Municipales, du Sindicato Obrero de la Industria de la bebida, du Sindicato Obrero de la Industria Aceitera, de l'Union Personal de Panaderias. En 1938, il existait déjà un syndicat dans chacune de ces quatre branches, et le S.O.I.A. existait sous le même nom, dans le cas de l'U.O.M. on peut supposer qu'il s'agit seulement d'un changement de nom. On peut donc conclure qu'il y a effectivement participation du "vieux" secteur socialiste (gestionnaire) et qu'aussi il y a eu la création de syndicats parallèles pour s'opposer à certains syndicats socialistes.

Finalement on note la présence à cette réunion de la C.G.T. de "vieux" syndicats qui n'ont jamais appartenu à cette centrale, c'est le cas du Sindicato Unico de casas de rentas et du Sindicato Union Portuarios (U.S.A.).

La mission du Comité Pro-Unidad est donc bien remplie puisqu'elle a réussi à amener à la C.G.T. les nouveaux syndicats parallèles, de vieux syndicats socialistes et des vieux syndicats n'ayant jamais appartenu à la C.G.T..

Ces syndicats sont combattifs contrairement à ce que laisse croire la théorie psycho-sociale qui les qualifie de "dépendants" envers Perón, le nouveau patron. Face à un conflit dans l'industrie de la viande ils résolvent:

- "1. déclarer la grève générale, en principe, dans tout le pays,
2. laisser à la C.A. le choix du moment où elle sera rendue effective,...
3. choisir une délégation pour qu'elle rencontre Monsieur le Secrétaire du

Travail et de la Prévision, le colonel Juan D. Perón pour le prévenir de la déclaration de la grève..."⁽³⁵⁾

Nous avons vu que l'unité syndicale a été favorisée par le gouvernement (par Mercante). Laissons Perón expliquer pourquoi il encourageait cette unité: Nous ne divisons pas le pays en classes pour les lancer en lutte, une contre l'autre mais nous aspirons à son organisation afin de pouvoir créer un système qui permette une coopération... Comme je l'ai déjà dit en une autre occasion, nous commençons par les classes les plus nécessiteuses."⁽³⁶⁾ Bref, le gouvernement favorise l'unité syndicale parce qu'il a une idéologie gestionnaire. Mais comme le prouve le cas de la grève générale cette unité n'a pas que des désavantages (soumettre les syndicats à la volonté du gouvernement) puisqu'elle permet une meilleure défense des intérêts des ouvriers.

Du 20 au 30 juin 1945 Peron obtient ce qu'il cherchait depuis novembre 1943: un appui massif (presque total) des syndicats. Ce qu'il y a d'ironique c'est que ce n'est pas lui qui l'a provoqué mais les forces vives, (voir chapitre 5, la première réaction capitaliste p.94) les patrons. La Confederacion General de Empleados de Comercio, un "vieux" syndicat gestionnaire sera le premier à appuyer Perón publiquement. Dans La Nacion du 20 juin on peut lire que ce syndicat "appuie" toutes les lois du Secrétariat du Travail et de la Prévision et qu'il rejette les attaques patronales, qui ont un but politique évident et contraire aux sains intérêts du pays."⁽³⁷⁾ C'est un autre fait qui vient contredire l'explication psycho-sociale (américaine) et plusieurs auteurs péronistes qui tendent de minimiser le rôle positif joué par les "vieux syndicats" dans la fécondation du péronisme. Le lendemain ce sera le tour d'un autre syndicat socialiste important à réagir, la Asociacion de Trabajadores del Estado.⁽³⁸⁾

Le 22, c'est la Union Tranviarios, la Federacion de Obreros Panaderos et l'Asociation del Personal de Hospitales y Sanatorios Particulares qui font les déclarations respectives suivantes:

1. "Nous rejettons les attaques patronales contre les conquêtes ouvrières... manifeste leur gratitude pour la réponse de Monsieur le Secrétaire du Travail et de la Prévision (S.T.P.) à l'attaque insolite menée par la réaction capitaliste."
2. "La classe travailleuse est fatiguée des démocrates par conventions et des mauvais avocats mercenaires. Nous les ouvriers de ce syndicat, en défendant le S.T.P. nous ne faisons que défendre nos propres conquêtes."
3. "Nous demandons à la C.G.T. qu'elle assume la direction de la défense des droits des ouvriers et travaille à l'unification ouvrière afin de contenir l'offensive patronale et défendre les conquêtes obtenues par les travailleurs, avec l'intervention efficace du S.T.P.." (39)

On se souvient que le Comité Pro-Unidad avait bien amorcé le mouvement d'unité syndicale mais ce mouvement n'était pas (sauf trois exceptions) pro-gouvernemental (cf. grève générale). Or dans les trois citations on voit que c'est la réaction patronale qui fait que les syndicats identifient leurs intérêts avec ceux du gouvernement, plus précisément à ceux du S.T.P.. On peut donc conclure que cette réaction est le catalyseur sans lequel la politique d'attrait économique et idéologique de Perón envers les syndicats n'aurait pas porté fruit.

Le 23 juin plus d'une centaine de syndicats se payent le luxe d'une

page entière d'annonce dans le journal patronal par excellence, La Nacion. La réclame commence sur un ton sarcastique: "Le peuple aussi a une voix et la fait entendre. A propos des récentes déclarations des entités patronales, destinées à créer l'incertitude et à molester les classes travailleuses, les syndicats qui sous-signent la présente, réunis spontanément pour cette occasion, ont résolu de réaffirmer et de rendre publique d'autres adhésions formulées à l'oeuvre humaine et définitive de la politique sociale commencée et mise en pratique par le S.T.P."⁽⁴⁰⁾ Sur la longue liste des syndicats qui se portent à la défense publique du gouvernement militaire péroniste on retrouve plusieurs "vieux" syndicats de toute idéologie (sauf communiste): C.G.E. de Comercio, Empleados y obreros de las empresas de Seguros..., F.O.E. telefonicos, Union Ferroviaria, Union Tranviarios, F.O. ladrillos, Sociedad U.O. Metalurgicos, S.I. del Vidrio, F.O.T.I.A., etc..⁽⁴¹⁾

Le résultat final de cette réaction capitaliste est l'accélération de l'unité syndicale et surtout la défense massive du gouvernement par les syndicats d'idéologies différentes (C.G.T. = gestionnaires et bargaining, U.S.A. et autonomes). On peut voir que la participation à la défense du gouvernement contre les patrons va provoquer l'unité puisque, par exemple, deux syndicats socialistes (commerce et Etat) qui se sont prononcés contre les forces vives reviennent à la C.G.T. quelques jours plus tard, le 2 juillet.⁽⁴²⁾

Aucun des syndicats communistes n'a pris part à cette lutte contre les patrons, c'est là une autre preuve de leur dépendance: qu'ils ont abandonné la lutte de classes, pour la lutte anti-faciste. Dans ce cas la logi-

que de l'idéologie de "classes dépendantes" devient explicite: au point de départ les communistes ont une idéologie de classes (appui à un parti politique qui propose l'abolition de la propriété privée des moyens de production). Arrive le gouvernement militaire qu'ils perçoivent comme faciste. Leur dépendance idéologique fait qu'ils donnent la priorité à la lutte contre le facisme sur la lutte de classes. Donc dans un cas comme celui-ci où les deux luttes se superposent (contre les patrons ou contre le gouvernement jugé faciste) ils tiennent compte de cet ordre de priorité imposé de l'extérieur. Bref les syndicats communistes se rangent du côté de n'importe qui, qui s'attaque au gouvernement militaire. Cette opposition des syndicats communistes au gouvernement militaire se manifeste encore le 10 juillet lorsque la Vanguardia publie en gros caractère: "Des centaines de syndicats réclament la normalisation constitutionnelle rapide".

Le 12 juillet l'appui des syndicats à Perón va se préciser, cette fois non en quantité mais en intensité. Il s'agit d'une manifestation publique organisée par la C.G.T., la C.E. de Comercio, la A.O.E. del Estado et la Union Tranviarios où Perón sera acclamé et proclamé candidat à la présidence de la République.⁽⁴³⁾ A cette époque où Braden est en pleine campagne contre Perón on peut voir que ce dernier est conscient que son pouvoir est menacé et que seuls les ouvriers peuvent le raffermir; lors de cette manifestation il déclare: "... si malgré nos bons a gures nous tombons, il y aura toujours derrière nous, d'autres décidés qui prendrons notre banière pour la porter... les hommes peuvent disparaître à cause des circonstance de la vie, nous sommes des voyageurs mais les peuples sont éternels."⁽⁴⁴⁾ Pour sa part le leader du

syndicat du commerce, Angel Borlenghi en parlant de la justice sociale du gouvernement dit: "En cette matière la classe travailleuse soutient qu'il n'y a pas de quoi avoir des scrupules constitutionnels... Quand en 1930 s'est établi un gouvernement militaire de facto, qui s'est livré amoureuxment dans les bras de l'oligarchie, est-ce que les constitutionalistes se sont avancés pour dire que ce gouvernement n'avait pas de fonctions législatives."⁽⁴⁵⁾

Si les communistes refusent le gouvernement militaire c'est parce qu'ils le jugent faciste (non-démocratique), et si les syndicats mentionnés ci-haut appuient le gouvernement c'est qu'il pratique une politique de justice sociale, selon ces termes, une politique d'attrait (de la classe ouvrière en général et des syndicats en particulier), selon les nôtres. Cette différence des critères entre les syndicats communistes et les autres pour juger le gouvernement militaire est aussi visible dans les slogans utilisés par chacun d'eux. Les premiers lancent le cri "DEMOCRATIE OU NAZIFACISME", ils parlent donc en terme de la légalité bourgeoise. Les seconds leur répondent lors de cette réunion en criant: "NI NAZIS, NI FACISTE, PERONISTES". Ce qui veut dire peu importe la légalité, ce qui compte c'est la justice sociale que représente Perón. On peut dès maintenant prévoir que les syndicats communistes prendront une position moins conforme à l'intérêt de la classe ouvrière que celle des syndicats de la C.G.T..

Au début de septembre la C.G.T. voit le mouvement d'unité partir en sens inverse puisque quatre importants syndicats quittent la centrale: chaussure, textile, commerce et la Fraternidad.⁽⁴⁶⁾ La Union Obrera Textil exprime "ses désirs de progrès social par l'intermédiaire d'une centrale ouvrière

absolument étrangère à toute influence du gouvernement ou des partis politiques."⁽⁴⁶⁾ Pour sa part la C.G.T. del comercio déclare "soutenir les bénéfices obtenus sous l'actuel gouvernement... mais n'appuyer aucune candidature politique."⁽⁴⁶⁾ D'ailleurs la C.G.T. se défendra publiquement d'être collaborationniste en disant qu'elle "félicite le gouvernement quand ses décisions concordent avec ses objectifs (ceux de la C.G.T.) et lui adresse des reproches quand ses décisions lui font dommage ou menacent son indépendance d'entité syndicale,"⁽⁴⁷⁾ que "la C.G.T. ne peut pas être tenue responsable pour des cris de la foule (allusion à la manifestation du 12 juillet)"⁽⁴⁸⁾ Par contre, encore une fois, la centrale manifeste que pour les ouvriers, peu importe le type de gouvernement (démocratie ou dictature militaire), "La démocratie n'étant pas une fin en soi mais un moyen de gouverner, une forme consensus social, il importe qu'ils disent comment ils pensent l'utiliser dans le futur immédiat, afin que le peuple, plus particulièrement la classe ouvrière puisse les juger dans leurs véritables intentions."⁽⁴⁹⁾ Cette citation tient son importance du fait qu'elle nous révèle que la classe ouvrière, par le biais d'une de ses organisations, entend jouer un rôle politique, c'est par des déclarations de ce genre que l'on peut saisir la conscience qu'elle a de participer à l'élaboration de l'alliance de classes dont nous avons déjà décrit la configuration. Bref en refusant de juger un gouvernement par sa seule forme (démocratique ou militaire) la classe ouvrière entre de plein pied sur le terrain politique, la C.G.T. se déclare anti-collaborationniste mais elle défend le gouvernement militaire en demandant de ne pas le condamner du simple fait qu'il est militaire. Cette position, compréhensible mais ambiguë, de défendre le gouvernement militaire sans l'appuyer s'explique par la

présence de deux fractions à l'intérieur de la C.G.T.: la Union Ferroviaria demeurée d'idéologie "bargaining" d'une part, de l'autre, les gestionnaires formés de "vieux gestionnaires" comme le syndicat de l'Etat, de nouveaux gestionnaires mais de vieux syndiqués comme l'Union tranviarios, Cerveceiros et Sasre (bargaining devenus gestionnaires) et finalement des syndicats parallèles, pas nécessairement composés de "nouveaux syndiqués", comme U.O. metalurgica, Carne de Rosario, et madera (communistes devenus gestionnaires).

Cette preuve de la participation des "vieux syndiqués" à l'avènement du péronisme deviendra plus nette avec l'analyse de la réunion du 16 octobre, veille du célèbre 17 où la classe ouvrière après être entrée sur la scène par le biais des déclarations de la C.G.T. va y venir physiquement, sans biais et avec des slogans au lieu des déclarations.

Nous décrirons avec un certain détail cette réunion du 16 octobre puisqu'elle est particulièrement l'objet des déformations historiques dont nous avons parlé au début de ce chapitre. On se souviendra que depuis le 10 octobre Perón est liquidé, qu'il est en prison, pendant cette réunion on discutera la possibilité de déclarer une grève générale comme signe de protestation contre l'emprisonnement de l'ex-secrétaire du Travail et de la Prévision.

Parmi ceux qui font des interventions en faveur de cette grève générale nous retenons ceux-ci:

- Apresalla (U.T.): "La classe patronale a déclenché une guerre au Colonel

Perón, pas à Perón pour lui-même, mais pour ce que Perón fait pour les travailleurs, auxquels il a accordé des bénéfices qu'ils réclamaient et leur en a donné d'autres auxquels ils ne rêvaient même pas comme le statut de Peon et d'autres."⁽⁵⁰⁾

- Tejada (U.F.): "Si la C.G.T. réclame et obtient la liberté de Perón elle ne viole pas les principes du syndicalisme parce que maintenant nous pouvons dire que le colonel Perón est l'un des nôtres, parce qu'il s'est rapproché de la classe ouvrière pour la défendre."⁽⁵¹⁾
- Bustamante (carne): "Déclare qu'il vient de recevoir un appel téléphonique de Rosario lui faisant savoir que la grève y est déclarée."⁽⁵²⁾
- Perez B. (casas de rentas): "Les ouvriers de tous le pays ont les yeux fixés sur la C.G.T. et demandent que celle-ci défende le colonel et si nous ne le faisons pas ceux-ci perdront confiance en nous, spécialement ceux de l'intérieur du pays."⁽⁵³⁾
- Conditi (Etat): "Nous ne sommes plus dans une situation où nous pouvons croire en des promesses."⁽⁵⁴⁾

Parmi les interventions contre la grève générale nous retenons les suivantes:

- N. Alvarez (U.T.): "Mais pour des raisons de principe, il faut que ce soit bien clair que la C.G.T. ne peut pas déclarer la grève générale en demandant la liberté du colonel Perón."⁽⁵⁵⁾
- Manso (U.F.): "D'une part ils nous disent tous qu'ils sont amis de Perón et que ce dernier n'est pas détenu... on nous assure aussi que les conquêtes sociales seront respectées... il me semble que nous n'avons rien

qui puisse justifier la grève générale alors que les motifs de celle-ci sont disparus."⁽⁵⁶⁾

- Perrazalo (U.F.): "Avant c'était les communistes, et maintenant se sont d'autres éléments, qui sans être communistes, sont en train de répondre à des directives politiques."⁽⁵⁷⁾

- Panttaso (U.F.): "Ce que nous avons à faire c'est d'éviter que le gouvernement soit remis à la Court et que nous ne soient pas enlevées les conquêtes."⁽⁵⁸⁾

- Malvicini (U.F.): "Je reconnais que déclarer la grève générale maintenant entraînerait des conséquences désastreuses pour le travailleur parce que nous le placerions contre nous."⁽⁵⁹⁾

Au début de la réunion, le Secrétaire Général avait expliqué la situation dans les termes suivants: "La C.A. a recommandé au C.C.C. la déclaration de la grève générale comme mesure défensive des conquêtes menacées par la réaction de l'oligarchie et du capitalisme. Les travailleurs, avec raison, se sentirent inquiets (de la démission et de l'emprisonnement de Perón). C'est évident que c'est Perón qui est en jeu et que sa démission est la réaction de la classe ennemie. Parlant de l'entrevue avec le ministre de la Guerre, le Général Avalos, on a dit au Général que seule la liberté du Colonel Perón amènerait la tranquillité dans les demeures des travailleurs. Avalos a répondu que Perón n'était pas détenu, mais qu'il avait été mis sous surveillance pour sa propre sécurité... que les conquêtes sociales, dit-il d'une manière catégorique, seront respectées. (Parlant de l'entrevue avec le Général Farrell, Président de la Nation) nous lui avons dit que la classe tra-

vailleuse était sérieusement préoccupée par la manière avec laquelle on annonça que le cabinet national serait composé de figures, toutes représentatives de l'oligarchie... Nous l'avons informé que les travailleurs étaient contre la remise du Gouvernement à la Cour Suprême de Justice et qu'en dernier essor, nous préférierions que l'on nomme des ministres exclusivement militaires... Le Général nous dit... de prendre un soin spécial à ne pas bousculer la police, laquelle avait reçu des ordres stricts lui commandant de ne pas faire feu sur les travailleurs."⁽⁶⁰⁾

Cette dernière citation est intéressante puisqu'elle nous indique que les travailleurs de la C.G.T. sont conscients de l'alliance de classes en formation; ils savent distinguer clairement leurs ennemis: l'oligarchie et les capitalistes (pour nous les capitalistes liés au capital étranger), et leurs alliés: les militaires et la police. C'est aussi intéressant de noter comment les institutions liées à l'instance juridique du mode de production prennent position dans cette transformation du mode de production qu'est l'apparition du péronisme: les institutions dont la pratique est intellectuelle, la Cour et les avocats, sont conservateurs (liés à l'ancienne structure de classes) alors que les institutions dont le rôle pratique n'est pas intellectuel, mais la répression physique, l'armée et la police, sont progressistes (liés à la nouvelle structure de classes). Remarquons finalement que le fait que les travailleurs aient su d'avance qu'ils n'auraient pas à affronter la police a certainement eu une influence positive sur la manifestation du 17 octobre, qui, avons-nous dit, les faisait entrer physiquement sur la scène politique en tant que classe.

Le résultat du vote de la réunion syndicale est le suivant:

Tableau 6.4: Résultat du vote à la réunion du 16 octobre 1945 au C.C.C.
de la C.G.T.:

Contre la grève générale		Pour la grève générale	
Union Ferroviaria	10	U.O.I. Metalurgica	2
Estado	1	Union Tranviarios	5
		Carne de Rosario	1
		Casas de Rentas	2
		Estado	2
		Madera	1
		Cerveceiros	1
		non-déterminé*	1
TOTAL:	11	TOTAL:	16

Source: Manuscrit de minutes du C.C.C. de la C.G.T., réunion du 16 octobre 1945, p. 186.

* Nous avons du faire des recherches pour savoir à quel syndicat appartenait chaque participant à cette réunion, dans le cas de d'Alessio il nous a été impossible de retrouver à quel syndicat il appartenait.

Tous les auteurs, historiens ou sociologues qui rapportent cette réu-

nion de la C.G.T. affirment que le résultat du vote fut de 21 en faveur et 19 contre la grève générale alors, qu'en fait, nous venons de le voir, le résultat est de 16 et 11 respectivement. Ce qui est important c'est que cette fausseté servait comme l'une des preuves de poids pour soutenir l'hypothèse voulant que les "vieux syndiqués" se soient opposés à l'accession au pouvoir de Perón, ou au plus qu'ils n'aient contribués en rien au péronisme.

La seule analyse du vote pourrait nous faire croire qu'un large secteur de la C.G.T., les 11 représentants (sur les 27 présents) qui ont voté contre la grève générale, parce qu'ils étaient anti-péronistes. Mais les 11 représentants en question en votant contre la grève ne votaient pas contre Perón puisqu'ils donnaient leur appui à la résolution suivante:

"Le C.C.C. de la C.G.T. résout:

1. Le secrétaire visitera le Colonel Perón, lui transmettant les salutations de la C.G.T..
2. Le secrétaire obtiendra une audience auprès de Monsieur le Président de la Nation et du Ministre de la Guerre et de la Marine pour le C.C.C. en entier. Les points suivants seront abordés:
 - a) le maintien des conquêtes obtenues,
 - b) ne pas remettre le Gouvernement aux mains de la Cour Suprême de la Nation,
 - c) la violation des décrets qui émanent du S.T.P.,
 - d) participation active aux différents de l'actualité publique,
 - e) déclaration publique du P.E. de cette entrevue.
3. Maintenir le C.C.C. en session permanente."⁽⁶¹⁾

Il est maintenant évident que l'unanimité presque totale des auteurs sur la participation limitée de la C.G.T. au mouvement du 17 octobre est une énormité. Le vote de la réunion du 16 octobre 1945 divise la C.G.T. en deux secteurs mais les deux sont pro-péronistes. La différence entre les deux secteurs réside dans le type d'action visée pour appuyer Perón: l'un préconise une pression par le biais de l'élite syndicale, l'autre propose une action de pression de l'ensemble de la classe ouvrière. Dans le premier cas on aura certainement reconnu le type d'action caractéristique d'un syndicat d'idéologie de bargaining: les élites syndicales marchandent avec les élites politiques ou les patrons, selon le cas. Le syndicalisme de type gestionnaire se caractérise habituellement, lui aussi, par la prépondérance des actions d'élites sur les actions de masse: les élites participent aux organismes du gouvernement. Or ici nous soutenons que le secteur gestionnaire propose une action de masse et ce, sans contredire la définition donnée au point de départ du syndicalisme gestionnaire. En effet, s'il y a prépondérance de l'action d'élite c'est qu'exceptionnellement il y a place pour l'action de masse. La décision du 16 octobre est donc une exception, il s'agit d'expliquer l'exception. La base de cette explication a déjà été posée. En effet, nous avons expliqué que Perón proposait (depuis 1943) un syndicalisme type gestionnaire. Si le secteur gestionnaire propose, par exception, une action de masse c'est que son existence même est en jeu, tout au moins son hégémonie; puisqu'il y a coïncidence entre le "projet" de Perón (il propose un syndicalisme gestionnaire) et ce secteur de la C.G.T., Perón au pouvoir signifie un renforcement de ce secteur, Perón en prison signifie une diminution du pouvoir de ce secteur par rapport aux autres. Bref, si le

péronisme signifie que la classe ouvrière est à la fois dirigeante et dominée, en terme de fractions syndicales il signifie l'hégémonie du syndicalisme gestionnaire.

Comme nous l'avions déjà indiqué (voir p.141) la Union Ferroviaria est le seul syndicat de "bargaining" qui devient pro-péroniste sans changer son idéologie, sans devenir gestionnaire. La proposition de l'U.F. et les commentaires que nous avons cités (des représentants de l'U.F.) montrent bien que l'U.F. n'a pas changé d'idéologie: le meilleur moyen d'action est la négociation entre les dirigeants des syndicats et les dirigeants politiques, et puisque les dirigeants politiques changent, le mouvement ouvrier ne doit pas se définir officiellement en faveur d'un gouvernement nécessairement éphémère, ce au risque d'être placé dans une position de négociation difficile. Dans ce cas précis si la C.G.T. fait une grève générale en faveur de Perón, contre le gouvernement et si, malgré la grève, le gouvernement reste au pouvoir la centrale ne serait pas dans une position de négociation favorable.

Le 17 octobre 1945 est la journée historique en Argentine. Pour cette raison elle a été mystifiée de part et d'autre. Ce qui est certain c'est qu'un nombre impressionnant d'ouvriers, avec leur famille (entre 200,000 et 1,000,000 selon les sources)⁽⁶²⁾ ont envahi la Plaza de Mayo faisant face à la Casa Rosada (siège du gouvernement). Cette foule qui s'était installée à la Plaza de Mayo avait décidé de ne pas la quitter avant de voir Perón qui avait été transféré de la prison à l'hôpital. Elle criait "Perón! Nous vou-

lons Perón!", elle criait à Avalos qui avait obligé Perón à démissionner "Traître" ou applaudissait à d'autres en disant "Perón a trouvé un frère/ Hortensio J. Quijano"; Perón, Quijano/ le peuple souverain; Avec Perón et avec Mercante/ l'Argentine va de l'avant; Farrell et Perón/ un seul coeur."⁽⁶³⁾ Cette foule a obtenu ce qu'elle voulait: la libération de Perón, la démission et la promesse que le gouvernement ne serait pas remis à la Cour Suprême. C'est ce soir là que Perón annonça son retrait de l'armée pour faire de la politique.⁽⁶⁵⁾ En termes de classes on peut conclure que si la Marche de la Liberté (19 septembre 1945) avait eu comme effet d'amener au pouvoir un cabinet lié à l'ancienne structure de classes, la Marche des "sans chemises" (descamidos: 17 octobre) a redonné le pouvoir à des individus liés à la nouvelle structure de classes.

Felix Luna dans son livre "El 45" détruit assez systématiquement les deux déformations de cette journée qui profitent à l'opposition au Péronisme: "que ce ne fut pas une manifestation spontannée mais contrainte par l'officialisme (plus la police), que les manifestants ne représentaient pas les ouvriers authentiques parce qu'il y aurait eu des excès et de la violence."⁽⁶⁶⁾ Plus loin l'auteur s'attaque à la mythification de cette journée faite par les péronistes: il soutient que Perón n'a pas eu le rôle de "stratège" qu'on lui prête mais un rôle passif et qu'on a exagéré les rôles joués par Eva Perón et par la C.G.T..⁽⁶⁷⁾ Dans les deux premiers cas (Perón et Eva) nous croyons que son jugement repose sur des preuves solides. Sans vouloir exagérer le rôle de la C.G.T. nous avons déjà vu que l'auteur minimisait ce rôle en se basant sur des faits faussés.

Ce serait ridicule de prétendre que la C.G.T. a joué le rôle d'initiateur du mouvement du 17 octobre puisqu'elle avait déclaré la grève générale pour le 18, non pour le 17. Malgré ce fait nous soutenons que la C.G.T. a joué un rôle important. Pour saisir la réalité et la signification de ce rôle disons:

1. que la C.G.T. est en réunion permanente depuis le 10;
2. le 15, la C.G.T. a "tenu une réunion des représentants des organisations affiliées de la CAPITALE Fédérale et des environs à laquelle ont assisté des représentants de syndicats autonomes où on a décidé à l'unanimité de seconder la mesure adoptée par la Centrale Ouvrière (la grève)";⁽⁶⁷⁾
3. "... jusqu'au 15, date à laquelle la C.G.T. (lire la C.A. de la C.G.T.) déclare la grève générale en principe, ils (lire: le groupe de C. Reyes) avaient encore une attitude expectative..."⁽⁶⁸⁾
4. C'est par et à une réunion de la C.G.T. que le groupe initiateur a appris qu'il n'y aurait pas de résistance de la part de la police.

Ces faits nous montrent que le rôle de la Centrale a été de prêter son poids institutionnel, sa crédibilité: le groupe initiateur était dans "l'expectative" jusqu'au moment où la C.G.T. lui donne son appui et apprend grâce à la Centrale que la police n'interviendra pas contre les travailleurs. Ces deux remarques prennent toute leur importance si l'on sait qu'avant le 17 il y a eu une marche sur Buenos Aires, marche qui a avorté à cause du faible nombre de participants qui rendait facile sa dissolution.

Nous avons parlé du groupe initiateur du 17 octobre dirigé par Cipriano

Reyes, il s'agit du syndicat de la viande de Berisso (Federacion Autonoma de la Industria de la Carne), du Sindicato Obrero del Vidrio, S. de la madera (bois), I.O.I. Metalurgica (métal), Union Ferroviaria de San Fuan, frigorifico de la Blanca, frigorifico de la Negra, frigorifico Anglo et CIABASA, portuarios, barragueros, et de la F.O.T.I.A. (Federacion Obrera Tucumana de la Industria Azucarera).⁽⁶⁹⁾ Cette liste supporte notre hypothèse de la participation relative des vieux syndiqués à l'avènement du Péronisme puisqu'on y retrouve deux syndicats faisant partie de la C.G.T. depuis longtemps (vidrio et U.F.) et trois syndicats parallèles (métal, U.F. et portuarios).

Le 24 octobre 1945 naît le parti politique ouvrier, le Partido Laborista,⁽⁷⁰⁾ qui sera le principal artisan de la victoire électorale de Perón. On trouvera au tableau suivant la composition du comité de direction du P.L.:

Tableau 6.5: Composition de la direction du Partido Laborista:

1. Ferroviarios (cheminaux)	3	7. Cerveceros (bière)	1
2. Vidrio (verre)	2	8. Tranviarios (tramway)	1
3. Frigorifico (frigorifique)	2	9. Municipales (municipalité)	1
4. Telefonicos (téléphone)	1	10. Periodistas (journalistes)	1
5. Metalurgicos (métal)	1	11. Madereros (bois)*	1
6. Espectaculos publicos (spectacle publique)			

* Source: Fayt, op. cit., p. 132.

De ces onze syndicats aucun ne peut être considéré comme "nouveau", en 1938, six appartenait à la C.G.T. (voir tableau 6.5, no 1, 2, 3, 7, 8 et 9), deux étaient autonomes (no 6 et 10), un appartenait à la U.S.A. (no 4) et deux sont des syndicats parallèles (no 5 et 11, donc recrutent des "vieux syndiqués". A partir d'un fait d'une telle importance on voit à quel point l'hypothèse voulant expliquer l'avènement du péronisme par la mentalité des "nouveaux venus" dans l'industrie est invalide. Comme nous le verrons c'est le P.L. qui est le principal artisan de l'accession de Perón à la Présidence de la Nation et ce parti est formé de syndicats dont aucun ne peut être qualifié de "nouveau".

Si l'on regarde à la fois la composition du comité dirigé par Reyes et celui du P.L. on peut constater qu'une réaction capitaliste (la démission forcée de Perón) est importante pour expliquer l'adhésion de certains syndicats à Perón: FOITA, barraqueros, telefonicos, espectaculos publicos.

La structure de la C.G.T. avant 1943 se caractérise par la prépondérance numérique de représentants de syndicats de service et de transports alors qu'en 1946 la prépondérance numérique ira aux syndicats industriels. On peut voir que la structure du P.L. est similaire à celle de la C.G.T. d'avant 1943 donc, encore une fois, tend à nier l'hypothèse du rôle prépondérant joué par les nouveaux venus dans l'industrie (cf. migration interne) dans la prise du pouvoir par Perón.

Voir tableau 6.6, page suivante.

Tableau 6.6: Structure C.G.T. avant 1943, structure P.L., structure C.G.T. après 1946:

	C.G.T. avant 1943 ⁽¹⁾	Partido Laborista ⁽²⁾	C.G.T. après 1946 ⁽³⁾
Transport et services	93.7%	53.3%	40.0%
Industries	6.3%	46.7%	60.0%

(1) Source: manuscrit des minutes de la C.A. de la C.G.T. 1939/1941, p. 55-56.

(2) Source: tableau 6.5.

(3) Source: manuscrit des minutes de la C.A. de la C.G.T. 1946, p. 248.

Du programme du P.L. nous retenons les points suivants:

1. nationalisation, a) des services publics, b) des sources minérales essentielles au développement de l'industrie.
2. développement de la flotte marchande.
3. élimination "dans la mesure du possible des intermédiaires pour tous les articles de nécessité essentielle pouvant aller jusqu'à la commercialisation par l'Etat."
4. "utilisation de toutes les sources de matière première et développement de l'industrialisation des matières premières à l'intérieur du pays avec la modernisation et l'agrandissement des établissements industriels."
5. "planification rationnelle de notre économie agraire avec la division de

la terre et l'élimination des latifundios".⁽⁷¹⁾

L'utilisation de l'action de masse par le groupe de syndicats supportant Perón pourrait nous faire croire qu'au moins une fraction de ce groupe avait adopté une idéologie de classe. Mais ici nous voyons que tel n'est pas le cas. Il s'agit bien de syndicats qui appuient un parti politique de gauche mais pas un parti politique qui propose l'abolition de la propriété privée des moyens de production. C'est très clair dans le cas de la terre (un moyen de production) on propose d'en enlever la propriété à de grands propriétaires privés pour la donner à des petits propriétaires privés. Dans le cas des sources minérales (autre moyen de production) il s'agit d'en enlever la propriété privée pour la mettre aux mains de l'Etat. Mais nous avons déjà vu que l'Etat péroniste est sous l'hégémonie d'un groupe de propriétaires privés: la bourgeoisie nationale, il s'agit encore d'un transfert de propriété privée d'un groupe à un autre, le point quatre va dans le même sens, il s'agit d'utiliser l'ensemble des matières premières pour favoriser l'industrie, donc la bourgeoisie nationale (cf. à l'intérieur du pays).

Déjà on peut voir que le programme du P.L. est un projet d'alliance de classes, exactement celle qui prendra forme puisque les ouvriers qui composent ce parti, en élaborant un programme qui doit servir leurs intérêts servent aussi les intérêts de la fraction qui sera hégémonique. Ceci est encore plus clair au point trois où il est proposé l'élargissement du marché interne dont les premiers bénéficiaires sont les ouvriers qui ont plus à consommer mais dont les bénéficiaires en dernière analyse sont la bourgeoisie

nationale parce qu'elle y trouve la possibilité de produire davantage, donc d'accumuler plus de capital, et de profits. On peut aussi voir que le P.L. s'identifie à la fraction hégémonique (capital industriel national quand il réclame des "crédits de l'Etat et des exemptions d'impôts qui favorisent l'industrie nationale".⁽⁷¹⁾ Nous ne comprenons pas l'interprétation de certains auteurs qui soutiennent que le P.L. avait un projet trop étroit (exclusif aux travailleurs) et que c'est Perón qui en a fait un projet social, pour l'ensemble des fractions que nous avons décrit. Finalement la citation suivante nous montre que l'idéologie du P.L. doit être qualifiée de gestionnaire puisque le programme propose explicitement que la participation de la classe ouvrière au pouvoir politique se fasse par la délégation de représentants des syndicats dans des institutions (gouvernementales): "Intervention des représentants des ouvriers et des employés dans toutes les institutions créées ou qui seront créées où sont représentés les autres secteurs de la production."⁽⁷²⁾

Encore une fois il semble que ce soit la réaction capitaliste qui soit déterminante dans l'appui des syndicats à Perón puisque la formation du P.L. qui sera le principal moteur de l'élection de Perón survient immédiatement après une réaction capitaliste: la destitution de Perón en octobre 1945.

La lutte des patrons contre le décret 33.302 dont nous avons parlé au chapitre 5 (voir p.104) va aussi donner plus de cohésion au mouvement ouvrier qui appui Perón. Ainsi il y aura des grèves à Córdoba et à Rosario

et à Buenos Aires des commerces seront occupés.⁽⁷³⁾ Luna nous dit que cette réaction a "servi à donner plus de poids à la C.G.T. et à faire adhérer plusieurs indécis au péronisme".⁽⁷⁴⁾

On a aussi parlé du jugement de la Cour Suprême comme autre réaction capitaliste. Encore une fois nous pouvons croire que cette réaction a eu un effet positif sur l'appui des syndicats à Perón puisqu'elle était perçue comme telle: les représentants des syndicats étaient conscients que cette attaque contre une des politiques de Perón (les cours de travail) était une attaque contre eux. Ainsi Pontieri dit à ce sujet: "Heureusement dans notre pays le processus de transformation se produit sans difficultés majeures et celles que nous avons ne proviennent pas de notre part ni du gouvernement qui a une position favorable aux intérêts ouvriers mais de la réaction qu'ont lancé les éléments du capitalisme et de l'oligarchie" et parlant du jugement il ajoute "Personne n'ignore que c'est un coup politique qui répond à un plan de l'oligarchie et de l'impérialisme..."⁽⁷⁵⁾

On peut aussi montrer que le Livre Bleu est aussi perçu comme une attaque à Perón et aux syndicats et par là les rapprochent. Ainsi dans une réponse publique à de document américain, la C.G.T. écrit: "Par notre ferveur démocratique... nous avons été et nous sommes anti-facistes et anti-totalitaristes... La classe ouvrière de l'Argentine et la C.G.T. attendent sereinement le jugement de l'histoire. Elle dira si nous avons bien jugé la réalité du moment. Mais que l'on sache que les lockouts patronaux, les manifestes des forces vives, les chèques de l'Union Industrielle ni les livres bleus

ou verts de l'impérialiste Braden ne pourront déformer notre jugement... Les organisations ouvrières... ces dernières années n'ont fait que répéter leur représentations antérieures, avec une seule différence, une énorme différence; alors que par les années antérieures elles se butaient à l'égoïsme froid et à l'indifférence des gouvernements de l'oligarchie, que Braden désire nous imposer à nouveau, dans les hommes du gouvernement révolutionnaire la classe ouvrière a trouvé l'accueil favorable que réservent seulement ceux qui désirent réaliser la justice. C'est ainsi que le prolétariat argentin a pu surmonter, au point de vue économique et social, tous les retards provenant des gouvernements de la fraude et de la vénalité."⁽⁷⁶⁾

On voit bien que cette réaction capitaliste provoque chez la classe ouvrière à la fois un raidissement contre les ennemis de Perón et un rapprochement à ce dernier.

A l'élection de février 1946 il y avait 22 partis en présence.⁽⁷⁷⁾ Les deux principaux étaient l'Union Démocratique qui était une alliance de l'Union Civique Radicale (U.C.R. Comité National C.N.) du Parti Socialiste et du Parti Communiste, les leaders étaient Tamborini et Mosca; l'autre coalition dirigée par Perón et Quijano était formée principalement par le Parti Laboriste et l'Union Civique Radicale (Junta Renovada). La formation dirigée par Tamborini a obtenu 887,941 votes alors que celle de Perón a obtenu 1,028,739 votes, soit 53.67%.

Des 158 sièges de députés nationaux le P.L. en a décroché 83, soit 64

seul et 19 dans des circonscriptions où il présentait un député en collaboration avec U.C.R. (Junta Renovada).⁽⁷⁸⁾ Pour sa part l'U.C.R. (J.R.) seul a fait élire 26 députés. Donc Perón se retrouve avec 109 sièges et l'opposition avec 49. Ceci justifie l'affirmation que nous faisons: le P.L. a été le principal artisan de la victoire électorale de Perón en 1946. En fait si on exclu les districts où le P.L. et l'U.C.R.J.R. présentaient un député conjointement on constate que le P.L. a obtenu 69.26% des votes péronistes.⁽⁷⁹⁾

Dans une étude empirique⁽⁸⁰⁾ Dario Canton a montré que P.L., en comparaison avec l'U.C.R.J.R. était "co-relié" positivement avec l'urbanisation, les ouvriers de production secondaire, les employés et les professions libérales et négativement avec la population argentine (d'origine) et établie à son propre compte. C'est la une preuve supplémentaire que la théorie que nous avons appelée psycho-sociale, fait fausse route lorsqu'elle introduit comme principal facteur explicatif de l'apparition du péronisme la mentalité dépendante des "nouveaux ouvriers argentins" venus de l'intérieur du pays. En effet la fraction ouvrière du péronisme est associée négativement à la population née en Argentine.

Nous terminerons ce chapitre en démontrant que l'extraction sociale (la classe à laquelle appartiennent les individus) des députés, par exemple n'est pas un critère déterminant pour déterminer la position d'une classe dans la structure de classes. D'une part nous avons dit qu'à l'époque péroniste la classe ouvrière était dirigeante, mais sous l'hégémonie de la fraction bourgeoisie nationale. Si on se fiait uniquement à l'origine de classe

des députés, on pourrait croire que la classe ouvrière était dirigeante et hégémonique puisqu'au moins 83 (plus de 50% plus 1) sont issus (ou identifiés) de la classe ouvrière. Or nous avons déjà démontré que c'était la fraction bourgeoise nationale qui était hégémonique. Ici nous sommes en mesure d'ajouter une preuve supplémentaire. Trois mois après avoir été élu, principalement par le Parti Laboriste, Perón le dissout pour former le Parti de la Révolution Nationale. Cette dissolution sous le seul ordre de Perón ne rencontra pas d'opposition si ce n'est celle de Cipriano Reyes.⁽⁸¹⁾ C'est la preuve que la classe ouvrière n'était pas hégémonique, malgré le nombre des individus qui la représentent formellement au sein du parlement national. Cette dissolution du P.L. ne s'explique pas, à notre avis, par le fait que la classe ouvrière était "dépendante" (de Perón)⁽⁸²⁾ mais par le fait qu'elle n'était pas consciente d'un de ces intérêts objectifs, l'abolition de la propriété privée des moyens de production (voir chapitre 2, p.33) qui implique la prise du pouvoir politique (position hégémonique). Autrement dit elle n'était consciente que des trois premiers intérêts que nous avons définis au chapitre deux et pensait les satisfaire par les moyens propre au syndicalisme gestionnaire. C'est d'ailleurs l'existence réelle de cette idéologie gestionnaire (avec ses buts et ses moyens) qui a permis l'existence du péronisme puisque la classe ouvrière n'ayant qu'une conscience partielle de ses intérêts il pouvait y avoir coïncidence temporaire entre les siens et ceux de la bourgeoisie nationale.

Nous avons laissé de côté l'influence des syndicats communistes pour

la simple raison qu'ayant été mis hors la loi depuis 1943 il n'existent pas beaucoup de documents permettant de suivre leur évolution. Il importe cependant, à ce sujet, de souligner deux points: d'abord qu'ils furent persécutés (voir le cas du syndicat de la viande avec José Peter, p. 129) ensuite leur dépendance se manifeste par leur liaison avec les éléments dirigeants de l'ancienne structure de classes: bourgeoisie foncière et capital étranger. Nous donnerons trois exemples de cette liaison. Dans La Nación du 16 octobre la F.O.N.C. rend "hommage sincère aux hommes, femmes et jeunes tombés dans la lutte anti-faciste" et le S.O.I. de la Métallurgie "réitère sa position qui coïncide avec celle de toutes les forces démocratiques qui réclament que le gouvernement soit remis à la Cour Suprême".⁽⁸³⁾ Nous avons déjà vu que la Cour Suprême était entièrement au service de l'ancienne structure de classes.

Nous avons vu qu'en janvier 1946 les patrons commencent une lutte contre le décret 33.302 qui est de toute évidence favorable à la classe ouvrière. Incroyablement la F.O.N.C., le S.I. Métallurgie, la F.O. de l'Alimentation se prononcent publiquement contre ce décret.⁽⁸⁴⁾

Au cours de ce chapitre nous avons démontré que:

1. Les "vieux syndiqués" ont participé à la gestation du Péronisme.
2. Les syndicats qui ont appuyé Perón étaient gestionnaire.
3. Les syndicats qui ont appuyé Perón sont ceux qui avant étaient gestionnaires (socialistes), des syndicats d'idéologie non-communistes: bar-

gaining, U.S.A. (idéologie que nous n'avons pas définie) qui sont devenus gestionnaires et finalement par les syndicats parallèles qui ont été cherché les "anciens syndiqués" des syndicats communistes. Bref, des trois fractions syndicales d'avant 1943 seule la fraction communiste s'est opposée à l'avènement du Péronisme, les autres sont majoritairement devenues (ou demeurées) gestionnaires et ont appuyé Perón

4. La période 1943/1946 se caractérise par une forte augmentation du nombre de syndicats et non par une forte augmentation du nombre de syndiqués.
5. L'appui des syndicats à Perón ne s'explique pas par la théorie psychosociale de la dépendance, du besoin d'un père.
6. Cet appui s'explique par trois facteurs:
 - a) une correspondance entre l'idéologie de certains syndicats (gestionnaires) et celle du gouvernement militaire péronisme.
 - b) la politique d'attrait économique et idéologique de Perón à l'égard de la classe ouvrière.
 - c) les réactions capitalistes.
7. Ces trois facteurs sont classés par ordre d'importance croissante. Ce sont les réactions capitalistes qui sont le facteur déterminant de l'appui des syndicats à Perón.

N O T E S

Chapitre 6:

- (1) Manuscrit des minutes de la C.A. de la C.G.T., 1942/1943, p. 196.
- (2) La Vanguardia, 22 juin 1943, p. 4.
- (3) Idem, 10 juin, 1943.
- (4) Idem, 26 juin, p. 4.
- (5) Idem, p. 4.
- (6) Idem, 14 juillet 1943.
- (7) Murmis et Portantiero, op. cit., p. 93.
- (8) Manuscrit des minutes de la C.A. de la C.G.T. 1943/1944, p. 1-2.
- (9) Manuscrit des minutes du C.C.C. de la C.G.T. 1938/1946, p. 100.
- (10) Puiggros, op. cit., p. 55.
- (11) Peter, José, Cronicas proletarias, Esfera, Buenos Aires, 1968, p. 207.
- (12) Idem, p. 209.
- (13) Idem, p. 209 et 215.
- (14) Luna, Felix, op. cit., p. 118-119.
- (15) Murmis et Portantiero, op. cit., p. 77 et 79.
- (16) Manuscrit des minutes de la C.A. 1943/1944, op. cit., p. 62.
- (17) Perón, Juan D., El pueblo ya sabe..., p. 28.
- (18) Idem, p. 38.
- (19) Manuscrit des minutes de la C.A., 1943... op. cit., p. 62.
- (20) Idem, p. 75-76.
- (21) Idem, p. 83.

- (22) Idem, p. 109.
- (23) Idem, p. 114.
- (24) Rotondaro, op. cit., p. 192.
- (25) Manuscrit des minutes de la C.A., 1943..., op. cit., p. 116.
- (26) Almarza parle de ces deux secteurs à l'intérieur de l'U.F.: "La Commission a accompli un travail considérable en matière d'unité, elle a réussi à faire adhérer douze syndicats à la Centrale Ouvrière. Il existe deux courrants chez les cheminaux, un qui correspond et collabore avec les assesseurs et l'autre représenté par la quasi totalité des membres de la Commission de l'Unité, et d'autres..." (C.A., op. cit., p. 113.).
- (27) Idem, p. 140.
- (28) Idem, p. 131.
- (29) Idem, p. 123-124.
- (30) Idem, p. 138.
- (31) Idem, p. 147.
- (32) Rotondaro, op. cit., p. 194.
- (33) Perón, Juan D., El pueblo ya sabe..., op. cit., p. 60
- (34) Murmis et Portantiero, op. cit., p. 79.
- (35) Manuscrit des minutes du C.C.C., op. cit., p. 143.
- (36) Perón, Juan D., op. cit., p. 145.
- (37) P. 5.
- (38) Murmis et Portantiero, op. cit., p. 94.
- (39) La Nacion, 22 juin 1945, p. 5.
- (40) La Nacion, p. 7.

- (41) La Nacion du 23, 26 et 30 juin 1945.
- (42) C.C.C., op. cit., p. 150.
- (43) Murmis et Portantiero, op. cit., p. 95.
- (44) Peron, Juan, D., El pueble ya sabe..., op. cit., p. 116-117.
- (45) Luna, Felix, op. cit., p. 148.
- (46) La Vanguardia, 11 septembre 1945, p. 5.
- (47) C.G.T., Document U.R. 45-1595, p. 2.
- (48) Idem, p. 8.
- (49) Idem, p. 26.
- (50) Manuscrit des minutes du C.C.C. de la C.G.T., 1938/1946, p. 165-166.
- (51) Idem, p. 168-169.
- (52) Idem, p. 170.
- (53) Idem, p. 174.
- (54) Idem, p. 179.
- (55) Idem, p. 167.
- (56) Idem, p. 172.
- (57) Idem, p. 174-175.
- (58) Idem, p. 178.
- (59) Idem, p. 186.
- (60) Idem, p. 161-165.
- (61) Idem, p. 185.
- (62) Luna, Felix, op. cit., p. 291.
- (63) Idem, p. 283-284.
- (64) Idem, p. 292-293.
- (65) Voici des extraits du discours de Perón: "Travailleurs! Il y a deux

ans, de ces mêmes balcons, je disais qu'il y avait trois honneurs dans ma vie: celui d'être soldat, celui d'être patriote et celui d'être le premier travailleur argentin. Dans la soirée d'hier le Pouvoir Exécutif a accepté ma démission du service actif de l'armée. Ainsi j'ai renoncé volontairement au plus grand honneur auquel peut aspirer un soldat: porter les palmes et les lauriers de général de la Nation. Je l'ai fait parce que je désire demeurer le colonel Perón et me mettre avec ce nom, au service intégral de l'authentique peuple argentin. (La foule répond: Présent! Le peuple avec Perón) J'ai laissé l'honorable uniforme que m'offrait la Patrie pour me vêtir de la casaque civile et me confondre à cette masse souffrante qui sue, qui réalise le travail et la grandeur de la Patrie... Et je donne aussi la première accolade à cette masse grandiose qui représente la synthèse d'un sentiment qui était mort dans la République: le véritable civisme du peuple argentin. Ceci est le peuple. (C'est le peuple! C'est le peuple!)... C'est le peuple souffrant qui représente l'odeur de la terre-mère que nous devons revendiquer!... à partir d'aujourd'hui je sentirai un véritable orgueil d'argentin parce que j'interprète ce mouvement collectif comme la renaissance d'une conscience des travailleurs qui est l'unique chose qui peut rendre la Patrie grande et immortelle! Il y a deux ans, j'ai demandé votre confiance. Souvent on m'a dit que ce peuple à qui je sacrifiais mes heures, nuits et jours, me trahirait... (Jamais! Jamais!) Que ces indignes farceurs sachent que ce peuple ne joue jamais celui qui ne le trahit pas. Pour cela, messieurs, je désire en cette occasion, comme simple citoyen, me mêler à cette masse en sueur, l'étreindre profondément sur

mon coeur... comme je pourrais le faire avec ma mère. Il s'est créé un lien d'union qui rend indestructible la fraternité entre le peuple, l'armée et la police. Que cette union soit éternelle, infinie... (Où étiez-vous? Où étiez-vous?) Vous me demandez où j'étais... Je faisais un sacrifice que je ferais mille fois pour vous! Je sais qu'on a annoncé des manifestations ouvrières. Mais à partir de maintenant il n'y a plus aucune raison pour ceci. Pour cette raison je vous demande, comme un grand frère, de retourner tranquillement au travail. Et pour cette fois seulement... (Demain c'est la Saint-Perón/Que le patron travaille!). Luna, Felix, op. cit., p. 293 à 296.

- (66) Idem, p. 310-311.
- (67) C.C.C., op. cit., p. 165.
- (68) Idem, p. 213.
- (69) Reyes, Cipriano, Yo hice el 17 de octubre, ed. G.S., Buenos Aires, 1973, p. 215.
- (70) Belloni, Alberto, Peronisme y socialismo nacional, Documentos, Buenos Aires, 1962, p. 56.
- (71) Fayt, Carlos, op. cit., p. 121-122.
- (72) Idem, p. 122.
- (73) Luna, Felix, op. cit., p. 360.
- (74) Idem, p. 361.
- (75) C.C.C., op. cit., p. 197-198.
- (76) Murmis et Portantiero, op. cit., p. 99-100.
- (77) Luna, Felix, op. cit., annexe, p. 509.
- (78) La Prensa, 3 avril 1946, p. 13.

- (79) Canton, Dario, Electiones y partidos políticos en la Argentina, historia, interpretacion y balance 1910/1966, ed. siglo veintiuno, Buenos Aires, 1973. p. 200.
- (80) Idem, p. 202.
- (81) Idem, p. 205.
- (82) Fayt, Carlos, op. cit., p. 155.
- (83) Idem, p. 8.
- (84) Luna, Felix, op. cit., p. 359.

CONCLUSION

Notre conclusion sera brève parce qu'elle consistera exclusivement en une mise en forme, une formalisation des conclusions auxquelles nous sommes arrivés jusqu'ici. On y trouvera deux parties: l'énoncé des conclusions sous forme de préposition et un énoncé sous forme de schéma. Bien sûr, on recommande au lecteur de mener les deux de front.

Au chapitre premier nous avons montré que de 1935 à 1943 la fraction syndicale dominante était d'idéologie gestionnaire, qu'elle était dominante en coalition avec la fraction bargaining, que cette coalition s'était formée contre la fraction montante, la fraction dont l'idéologie a été définie comme "classe dépendante". La position politique de cette coalition a été caractérisée par deux traits: la participation des individus à divers partis politiques et la volonté collective de participer à des organismes de l'Etat.

Dans ce chapitre nous avons aussi montré qu'en 1943 la structure syndicale a changé. C'était maintenant une coalition du syndicalisme gestionnaire et du syndicalisme de classe dépendante contre le syndicalisme de bargaining. La position politique de cette coalition se définissait par l'appui à un parti politique mixte, c'est-à-dire ne regroupant pas seulement des membres appartenant à la classe ouvrière.

Ensuite nous nous sommes demandé pourquoi ce changement de coalition et de position politique avait eu lieu.

Déjà au chapitre premier nous avons repéré deux causes à ce double changement: le fait que la fraction d'idéologie de classe soit dépendante et le fait que la fraction gestionnaire perçoive le gouvernement comme totalitaire.

La rédaction du deuxième chapitre ne nous a pas permis de tirer des conclusions immédiates mais est la base indispensable de conclusions localisées dans d'autres chapitres, entre autre, le chapitre trois.

Au chapitre trois nous avons vu que le rôle économique de l'Etat d'avant 1943 était la non-intervention sur le taux de plus-value et que son rôle idéologique était nulle, c'est-à-dire que l'Etat était muet sur le rapport ouvriers/patrons, sur la lutte de classes. Ces deux faits ont été posés comme causes du changement survenu au niveau syndical.

Ensuite nous nous sommes demandés quels seraient les facteurs qui pourraient expliquer la position du gouvernement. La réponse a été trouvée au niveau de la structure de classes sous l'hégémonie des engraisseurs en coalition avec la grande bourgeoisie industrielle liée au capital américain, et, au niveau du peu de développement de l'appareil d'Etat qui lui s'explique par le faible développement des forces productives (ce dernier facteur ayant été analysé au chapitre deux).

Au chapitre six on a constaté que la structure syndicale, graduellement, de 1944 à 1946, devenait un bloc homogène dont l'idéologie était gestion-

naire. La position politique de ce bloc prenait différentes formes: appui publique à un homme (Perón) et à un organisme d'Etat (Le Secrétariat du Travail et de la Prévision). Se rappeler ici les articles de journaux et les manifestations comme celle du 17 octobre. La principale forme de cette position politique était l'appui à un parti ouvrier, le Parti Laborista qui n'était pas un parti de classe au sens strict du terme, il ne proposait pas l'abolition de la propriété privée des moyens de production.

Ce bloc gestionnaire s'est formé à partir d'anciens syndicats gestionnaires, d'anciens syndicats de bargaining et de nouveaux syndicats parallèles dont le rôle a été de recruter les anciens syndiqués de classe dépendante. Cette description concorde avec les données empiriques portant sur cette époque: un taux normal de syndicalisation et une forte augmentation du nombre de syndicats. Ces données rendent ridicules les explications psycho-sociales dont plusieurs auteurs se servent pour expliquer l'avènement du Péronisme.

Le chapitre six contient une première partie de la réponse à notre question de base: pourquoi les syndicats ont appuyé Perón? En termes plus théoriques, comment expliquer cette deuxième transformation de la structure syndicale et le changement de position politique correspondant? Comme réponse nous avons dit que la principale cause, à ce niveau, de cette transformation était la réaction capitaliste. Cette réaction capitaliste (que nous avons décrit au chapitre cinq) a été causée par le rôle économique de l'Etat de cette époque qui consistait à abaisser le taux de plus-value (exploitation

des ouvriers) et par son rôle idéologique qui consistait à s'attirer l'appui des syndicats. Ces deux rôles de l'Etat qui avaient été établis au chapitre quatre sont deux autres causes secondaires par rapport à la réaction capitaliste.

Nous nous sommes ensuite demandés pourquoi l'Etat avait intérêt à abaisser le taux de plus-value et à essayer d'attirer les syndicats par ses discours. La réponse à cette question doit être cherchée dans la deuxième moitié du chapitre cinq. Au cours de ce chapitre nous avons montré comment ces deux nouveaux rôles de l'Etat devaient s'expliquer par la nouvelle structure de classes. L'explication de cette nouvelle structure de classes réside dans la contradiction entre l'ancienne structure de classes et le développement maintenant plus fort des forces productives. Nous avons aussi montré qu'un autre facteur explicatif de la transformation de la structure de classes était exogène (à l'Argentine), la baisse prévue des exportations qui venait justifier le rôle économique de l'Etat: abaisser le taux d'exploitation.

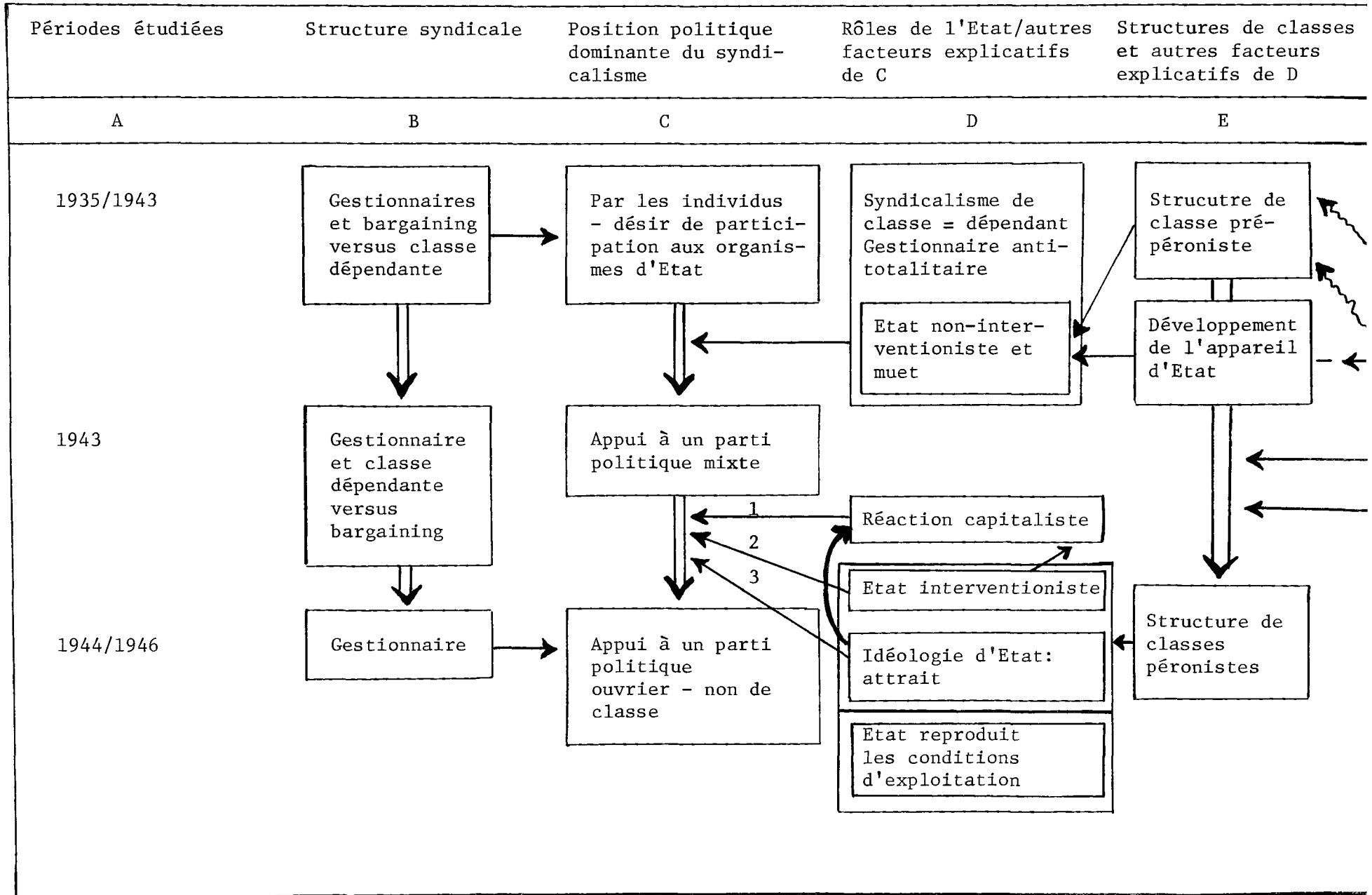
Donc, en dernière analyse, les syndicats ont appuyé Perón parce qu'il y avait une contradiction entre l'ancienne structure de classes et le développement des forces productives et cette condition était renforcée par une contrainte économique externe: la baisse prévue des exportations. Cette dernière contrainte a bien une origine externe mais si on la regarde du point de vue de l'Argentine on dira que c'est la dépendance économique de ce pays.

L'intérêt de cette thèse, croyons-nous humblement, réside à trois ni-

veaux: dans le fait de se baser sur certains documents jusqu'à maintenant inconnus, de montrer que la théorie marxiste est un cadre plus approprié que certains autres pour interpréter et expliquer la réalité, de faire voir que la connaissance naît d'une synthèse entre la théorie et les faits; ce qui montre à certains marxistes "théoriseurs" à l'extrême que la combinaison de théorie et de l'"impureté empirique"⁽¹⁾ est préférable à la pureté théorique qui oblige les moines qui la pratique à ne pas avoir de pratique politique ou à avoir une pratique politique schizophrénique.

(1) Althusser, L., op. cit., p. 69.

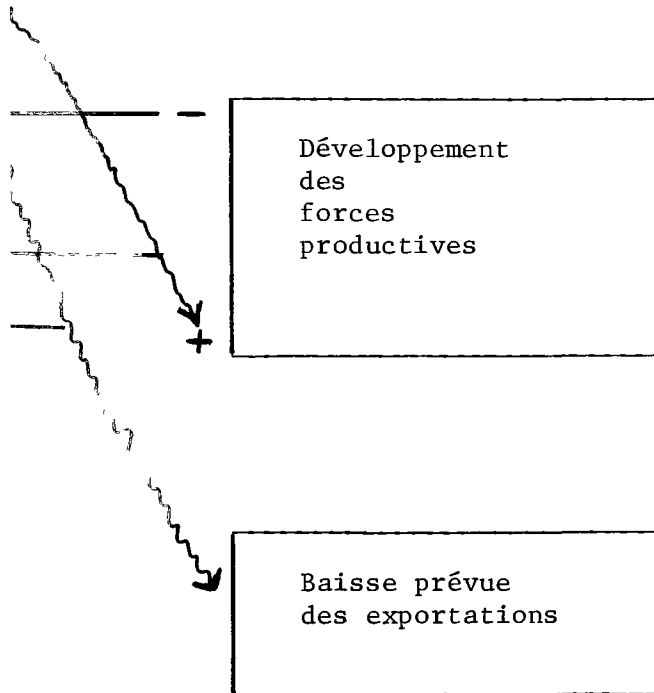
SCHEMA GLOBAL DE LA THESE



Facteurs explicatifs du
changement dans E

Légende du schéma:

F



$A \rightarrow B$: A explique B

A
 \Downarrow
 B : A se transforme en B
ou
A devient B

1, 2, 3 : poids décroissant des facteurs explicatifs

$A \leftrightarrow B$: contradiction entre A et B

A
 \Downarrow
 B \leftarrow C : A se transforme en B parce qu'il y a contradiction entre A et C

ANNEXE 2.1

EVOLUTION DU TAUX DE PLUS-VALUE, 1935/1963:

SOURCES	SECRETARIA DE ASUNTOS ECONOMICOS			M.P. RAMOS
ANNEES	REMUNERATION DU TRAVAIL	REMUNERATION DU CAPITAL	TAUX DE PLUS-VALUE	TAUX DE PLUS-VALUE
1935	46.8%	53.2%	113%	113.5%
1936	46.9%	53.1%	113%	
1937	44.4%	55.6%	125%	
1938	46.6%	53.4%	114%	114.5%
1939	46.3%	53.7%	116%	
1940	46.0%	54.0%	117%	
1941	45.3%	54.7%	122%	121.0%
1942	43.1%	56.9%	132%	
1943	44.1%	55.9%	126%	
1944	44.8%	55.2%	123%	123.5%
1945	45.9%	54.1%	117%	
1946	45.2%	54.8%	121%	
1947	46.6%	53.4%	114%	
1948	50.2%	49.8%	99%	
1949	56.1%	43.9%	85%	
1950	56.7%	43.3%	76%	76.5%
1951	52.8%	47.2%	89%	83.5%
1952	56.9%	43.1%	75%	74.0%
1953	54.6%	45.4%	83%	77.5%
1954	56.4%	43.6%	77%	73.5%
1955				92.5%
1956				90.0%
1957				87.0%
1958				101.0%
1959				119.5%
1960				111.0%
1961				122.0%
1962				124.5%
1963				122.0%

Comme l'indique le tableau les données ont été puisées à deux sources:

Secretaria de asuntos economicos, producto e ingreso de la Republica Argentina en el periodo 1935/1954, Buenos Aires, 1955, p. 16 et 20; Monica Peralta Ramos, etapas de acumulacion y alianzas de clases en la Argentina, (1930/1970), siglo veintiuno ed., Buenos Aires, 1973, p. 34. Or M.P. Ramos a tiré son tableau de deux sources: pour la période 1935/1947, Di Tella, Guide, et Zymelman, Manuel, las etapas del desarrollo economico argentino, Eudeba, 1967, pp. 119., et pour la période postérieure à 1950, CONADE-CEPAL, distribucion del Ingreso y Cuentas Nacionales en la Argentina, volume 2, p. 48.

En comparant les deux séries de taux de plus-value on remarquera qu'entre les données du gouvernement et celles de Di Tella-Zymelman il y a une correspondance presque absolue (le premier taux que nous avons calculé, le résultat apparaît sans décimale). Si l'on compare les données gouvernementales aux données du CONADE-CEPAL on note que les différences sont parfois importantes mais, que le taux calculé à partir des données gouvernementales est toujours plus grand que celui calculé à partir des données du CONADE-CEPAL. Ces différences n'affecteront en rien nos conclusions puisque ce qui nous intéresse c'est de définir des tendances. Or que l'on se serve de l'une ou l'autre série de données (lorsqu'elles se recourent) les tendances sont très nettes.

ANNEXE 3.1

EXPORTATIONS PAR GROUPES DE MARCHANDISES (MILLIONS DE PESOS):

Période	Total	Animaux et viande	Céréales et lin	Farine	Laines	Cuire	Autres
1935	1.569,3	257,9	872,5	82,0	115,3	98,0	143,6
1936	1.655,7	277,9	864,4	98,2	151,4	116,1	147,7
1937	2.311,0	324,4	1.411,2	77,4	171,2	153,2	173,6
1938	1.400,5	331,6	590,1	74,2	153,8	101,3	149,5
1939	1.573,2	346,5	691,6	75,4	162,7	113,9	183,1
1940	1.427,6	323,7	531,7	64,2	195,0	114,1	198,9
1941	1.464,6	403,9	255,4	91,5	239,3	147,9	326,6
1942	1.789,0	586,9	229,9	156,7	187,4	169,9	458,2
1943	2.192,3	636,3	343,1	153,8	166,7	180,6	711,8
1944	2.360,4	780,5	381,0	215,6	146,7	193,5	643,1
1945	2.497,8	554,3	488,9	318,9	270,5	173,0	692,2
1946	3.973,1	658,9	975,8	726,0	357,0	340,5	9.4,9
1947	5.504,9	852,2	2.030,4	1.127,9	362,2	357,6	810,6
1948	5.541,8	766,8	2.566,1	699,2	413,4	419,6	676,6
1949	3.718,9	808,9	1.234,8	438,5	348,8	482,1	405,8
1950	5.427,3	684,3	1.162,9	1.158,9	872,9	690,0	858,3
1951	6.712,5	1.114,8	1.538,1	1.550,7	912,3	561,8	1.034,8
1952	4.392,0	981,7	592,8	892,6	719,0	414,6	791,3
1953	7.189,5	1.348,6	1.916,8	1.232,1	1.139,6	404,2	1.148,2
1954	6.757,3	1.405,5	2.100,5	986,8	758,0	454,6	1.051,9
1955	7.297,6	2.081,0	1.706,0	779,4	1.030,8	438,8	1.261,6
1956	18.086,9	4.674,1	4.643,4	2.231,1	2.526,9	1.359,3	2.652,1
1957	21.775,5	5.288,8	5.033,5	3.689,4	2.635,7	1.451,9	3.676,2
1958	28.604,9	7.799,3	7.020,0	5.277,0	3.241,7	1.756,1	3.510,8
1959	78.376,9	21.516,0	21.974,8	11.809,8	9.398,1	5.525,6	8.152,6
1960	89.211,9	19.870,2	26.802,6	15.254,3	12.011,0	5.806,7	9.467,1
1961	79.639,8	19.938,9	16.089,8	15.952,7	11.758,4	6.524,0	9.376,0
1962	137.100,7	29.530,5	36.740,3	30.244,2	16.362,7	10.661,3	13.561,7

Source: Medina Ramón, Estadísticas Argentinas, Di Tella, Buenos Aires, 1965, no 2.

ANNEXE 3.2

REPARTITION DES INVESTISSEMENTS DIRECTS AMERICAINS SELON LES SECTEURS.,

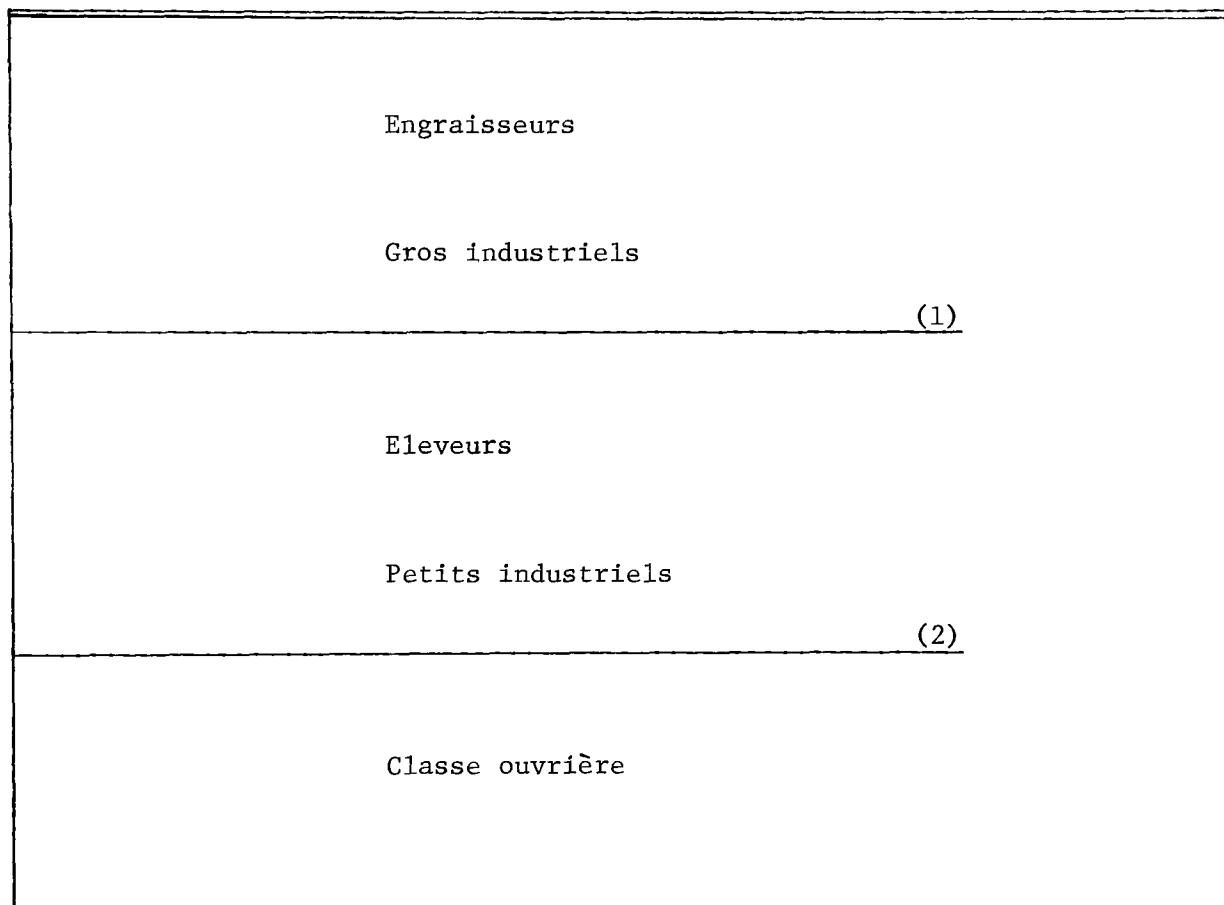
EN MILLIARD DE DOLLARS U.S.:

	1929	1946	1950	1957	1960	1964	1966
Industrie manufacturière	1.8	2.4	3.8	8.0	11.2	16.9	22.1
Pétroles	1.1	1.4	3.4	9.0	10.9	14.4	16.2
Mines et fonderies	1.2	0.8	1.1	2.4	3.0	3.6	4.1
Services publics	1.6	1.3	1.4	2.1	2.5	2.0	2.3
Autres	1.8	1.3	2.1	3.7	5.2	7.5	9.8
<u>TOTAL</u>	7.5	7.2	11.8	25.2	32.8	44.3	54.6

Source: Kari Levitt, La capitulation tranquille, Réédition Québec,
Montréal, 1972, p. 190.

ANNEXE 3.3

SCHEMA DE LA STRUCTURE DE CLASSES, 1930/1943:



Ligne (1) a) en haut, classe dirigeante qui a l'hégémonie du pouvoir politique.

b) en bas, classe dirigée.

Ligne (2) a) en haut, classe dominante qui possède le pouvoir économique, qui a la propriété des moyens de production.

b) en bas, classe dominée.

ANNEXE 5.1

LE MANIFESTE DES FORCES VIVES:

... Les forces économiques se sont présentées devant son Excellence Monsieur le Président dans une tentative d'ultime espérance... Mues par l'intranquillité croissante d'un climat d'agitation sociale qui vient à ruiner l'efficacité disciplinée et puissante de l'effort producteur et dont la gravité trouve son origine dans l'impulsion constante qu'on lui donnait à partir des organismes officiels. Une grande série de mesures, d'attitudes, de résolutions ou de discours ont converti l'agitation sociale en la question la plus grave que doit affronter ce gouvernement. Nous nous référons à la création d'un climat de crainte, de provocation et de rébellion dans lequel on stimule le ressentiment et un esprit d'hostilité et de revendication permanent par lequel on détruit la solidarité dans la justice...

Depuis la création du Secrétariat du Travail et de la Prévision, nous ne nous objectons pas à l'existence de cet organisme, on mêle à la solution des problèmes sociaux cet esprit que nous avons dénoncé et dont l'unilatéralité veut se justifier par la nécessité de combattre et d'extirper le communisme et qui donne au gouvernement les supposés mérites d'une politique sociale très avancée. Nous ne croyons pas que ce procédé est heureux même si toutes les solutions furent acceptables et encore bien plus quand il n'est pas

le fruit d'un régime mais dépend seulement d'une volonté personnelle, transitoire, circonstancielle.

Face à l'accueil réservé par le Secrétaire à un nouveau projet qui fut soumis par une entité syndicale visant la création d'un salaire minimum, d'un salaire vital mobile, de nouvelles augmentations générales des gages et des salaires et à la participation des ouvriers et des employés aux profits des propriétaires d'entreprises, les associations sous-signées partagent une alarme justifiée parce qu'elles voient dans ce cas le même processus d'élaboration qui donna au pays, par décret, un système général de pensions de retraite...

L'opinion formulée est, synthétiquement, la suivante: en ce qui concerne les salaires, nous réaffirmons notre bonne disposition et la volonté jamais démentie d'assurer au personnel un niveau suffisant et digne, pour atteindre ce niveau, nous pensons qu'il n'est pas indiqué de dicter par le biais de décret, des augmentations mécaniques et générales, étant préférable... de créer des commissions paritaires qui, à l'intérieur d'un régime national qu'on élabore de véritables accords selon les circonstances particulières de chaque industrie ou de chaque commerce et selon les modalités des différentes régions du pays, sans préjudice pour l'adoption, selon les mêmes normes, d'un salaire minimum vital; en ce qui concerne la participation aux profits, nous affirmons que ce point ne peut pas être soulevé par le gouvernement actuel comme objet d'une décision qu'imposerait légalement le système préconisé lequel nous rejettons formellement parce qu'il affecte les princi-

pes consacrés par la constitution sur les droits de propriété et l'exercice normal du pouvoir des pouvoirs publics et parce qu'il bouleverse fondamentalement la structure économique et le système de rémunération en vigueur, parce qu'il introduit le germe de l'indiscipline et détruit l'esprit d'initiative et d'entreprise et subvertit tout principe de hiérarchie...

On a fait allusion à nous lors du discours prononcé le premier mai par son Excellence Monsieur le Secrétaire du Travail et de la Prévision quand il affirmait l'existence d'intentions politiques dans notre mouvement derrière lequel il accusait l'action de mains étrangères, révélant en même temps le jugement que mérite le commerce du pays, décrit comme une bande de trafiquants des biens des autres et comme prestidigitateurs du prix.

...le gouvernement poursuit et intensifie une politique économique et commerciale dont nous nous efforçons de démontrer les conséquences dangereuses et dont la manifestation la plus visible est la fixation arbitraire des prix...

Il y a peu de temps est passé le décret no 9528 en vertu duquel l'Etat prenait la charge de la commercialisation des récoltes de grains... Une telle procédure impliquait une expropriation sans l'accomplissement des conditions légales et se convertit en une véritable confiscation... Un nouvel acte du gouvernement vient de surprendre le commerce et l'industrie du pays, ce sont les décrets récents, dans la même orientation, sur la congélation des prix, dont le niveau dans les nombreuses branches affectées ne pourra pas excéder

les prix en vigueur dans chaque établissement pendant la première quinzaine de décembre de l'année passée.

Source: La Nacion, 16 juin 1945.

ANNEXE 5.2

DISCOURS DE BRADEN: PRENSA LE 29 AOUT 1945:

...Dans la première partie de son discours, le docteur Levillier nous a décrit à grands traits le cours de la guerre, dont la partie la plus sanglante vient de finir dernièrement. Doté d'un sens évident de l'histoire il a analysé certains aspects culminants de ce qu'il a appelé la "trajectoire de Munich à Nagasaki, et avec eux la personnalité de deux ou trois grands artisans de la victoire des armes de la démocratie (applaudissements). Historien à mon tour, ou mieux, observateur attentif à l'histoire vivante qui n'est pas encore dans les livres (applaudissements) je me propose de vous raconter une anecdote relativement récente et qui avec son apparence triviale contient plus d'une leçon profonde et utile. Je ne citerai pas, parce que ce n'est pas nécessaire, des noms de personnes ou de lieux (rires). Si nous excluons un ou deux détails de simples valeurs épisodiques, ce que je raconte aurait pu se passer dans n'importe quel pays soumis au joug de l'arbitraire (bravo! très bien!).

Il y a quelque temps quand le succès semblait accompagner de manière fulgurante les armées nazis, le chancelier d'un des gouvernements satellites de l'Axe jugea opportun de souligner ses mérites devant ses chefs étrangers et en passant d'attaquer un arbre que lui et les siens pensaient déjà tombé (rires). Dans ce but il organisa une manifestation "spontanée" (grandes expressions dans le public) - le qualificatif est de lui c'est évident -

(rires) contre l'une des Nations Unies. Il choisit dans son armée deux ou trois cents "nationalistes" (rires)... et il leur donna l'ordre explicite d'exiger avec des cris, des insultes et des pierres (rires), l'immédiate réintégration à la patrie souveraine d'un certain territoire fameux (rires). Pour compléter la comédie (très bien! rires) le ministre envoya à l'avance quelques agents de police sur les lieux ostensiblement avec la mission de protéger la personne de l'ambassadeur menacé (grands rires, applaudissements, très bien!) et aussi sa résidence.

Inutile de dire que la police se limita à observer avec complaisance les excès de ceux qui se faisaient passer comme les défenseurs patriotiques de la souveraineté nationale (très bien! bravo!) Ils redoublèrent les coups (rires). Un peu plus et il ne restait pas une seule vitre intacte sur toute la façade de l'ambassade (rires). L'ambassadeur qui connaissait parfaitement l'origine de l'agression et qui, comme la vie est courte, ne voulait pas attendre le résultat d'une enquête officielle décida de protester devant qui de droit (grands applaudissements). Il appela alors le chancelier au téléphone, lui expliqua ce qui se passait et demanda son intervention rapide afin qu'il mette un terme au plus tôt à cet incident si insolite et si grossier; mais il ne peut obtenir du chancelier autre chose que la promesse qu'il enverrait quelques agents de police de plus (rires)... l'ambassadeur s'empressa de lui répondre: "Ce n'est pas utile que nous m'envoyez plus de policiers monsieur le Ministre; ce qui faut c'est que vous m'envoyez moins de nationalistes". (grands rires et ovation prolongées).

J'espère que vous conviendrez avec moi que le fait que je viens de vous relater, présente, dans un cadre restreint, les caractéristiques typiques de ce que, pour utiliser une phrase connue, nous pouvons définir comme les us et coutumes, les mauvaises manières des régimes fascistes (très bien! applaudissements). Un à un apparaissent les éléments dont le fascisme s'est servi avec ses ruses maladroites depuis le jour de la marche sur Rome: la subversion et le désordre organisé par le gouvernement lui-même qui se sert de sicaires à gages cachés sous un déguisement honorable (très bien!, ovation, bravo!), l'utilisation des moyens coercitifs de l'Etat, non pour réprimer mais pour protéger la subversion (très bien!); la fanfaronade du lâche qui attaque (applaudissements) celui qu'il croit tomber et s'humilie devant le puissant; (grande ovation) l'emploi calculé, à la mode sorélienne, des méthodes de violence; la manoeuvre artistique, cachée sous le faux respect des normes établies, qui se lance à l'attaque en voilant son origine (très bien!): l'outrage à la loi de l'hospitalité (ovation prolongée debout) qui empêche d'attaquer en traître celui qui reste sous son toit (très bien!); la pratique de la dite tactique confusionniste qui invoque une aspiration parfaitement respectable en poursuivant une finalité qui n'a rien à voir avec la satisfaction de ce désir justifiable; l'utilisation de l'intimidation et de la menace précisément contre une personne que ce gouvernement était obligé de protéger et de respecter (très bien!)...

Le New York Time commente ainsi le discours de Braden: Dans une atmosphère d'excitation et d'enthousiasme Spruille Braden prononça un discours qui est la dénonciation la plus acerbe contre l'actuel gouvernement argentin

que l'on ait jamais entendu venant d'une personne ayant un poste officiel à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Argentine. Ce discours fut prononcé lors d'un dîner donné en son honneur par les instituts culturels argentino-américain et 1,8000⁽¹⁾ personnes y assistaient... Braden n'a pas mentionné directement le gouvernement argentin mais ses allusions étaient si évidentes et il parla sur un ton tellement sarcastique et tellement méprisant que personne n'avait le moindre doute du véritable objectif de ses paroles. ...Braden ridiculisa le gouvernement argentin...

Source: Felix Luna, op. cit., pp. 130-135.

(1) La Prensa parle de 800 invités présents.

ANNEXE 5.3

DISTRIBUTION POURCENTUELLE DU P.B.I. A COUT DES FACTEURS, PAR SECTEURS D'ACTIVITE ECONOMIQUE 1900/1954:

	1900-4	1905-9	1910-4	1915-9	1920-4	1925-9	1930-4	1935-9	1940-4	1945-9	1950-4
1. Agriculture	15.6	15.2	14.7	16.5	15.7	14.9	14.6	13.8	13.7	9.3	8.6
2. Elevage	17.4	12.5	10.2	14.2	12.6	10.6	10.4	10.4	10.8	9.2	7.9
3. Pêche	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
4. Mines	0.2	0.2	0.3	0.3	0.3	0.4	0.6	0.9	1.2	1.0	1.1
5. Ind. Manufacturière	13.8	14.4	15.6	15.3	16.4	17.7	18.3	20.3	21.0	23.5	22.7
6. Construction	6.6	11.8	10.8	2.4	5.2	6.4	5.8	5.7	5.3	6.1	6.6
7. Commerce	18.9	21.2	21.7	19.1	20.5	21.2	19.0	18.2	16.7	17.3	16.0
8. Transport	3.7	4.5	5.6	6.4	6.3	7.2	7.5	7.1	7.4	8.2	8.9
9. D'autres services publiques	0.2	0.2	0.4	0.7	0.7	0.7	0.8	1.0	1.0	1.0	1.2
10. Logements	6.8	5.4	5.7	6.7	5.4	4.8	5.4	5.0	4.9	4.6	4.7
11. Finances	1.5	1.6	1.7	1.8	2.1	2.1	2.1	1.9	1.9	2.3	2.7
12. Services personnels	9.2	7.7	7.4	9.3	8.3	7.7	8.5	8.1	8.1	8.0	8.6
13. Services gouverne- mentaux	5.5	0.4	5.3	6.7	5.9	5.5	6.3	6.3	6.8	8.4	9.6
14. Communications	0.3	0.4	0.5	0.5	0.6	0.7	0.9	0.9	0.9	1.0	1.2
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source: Niosi, J. op. cit., p. 327.

ANNEXE 5.4

COEFFICIENTS DE FINANCEMENT DU SYSTEME BANCAIRE AUX DIFFERENTS SECTEURS ECONOMIQUES

(En pourcent (%)) sur le P.B. sectoriel à coût des facteurs), 1945/1954⁽¹⁾

Année	Agriculture et élevage	Mines	Electricité gaz et eaux	Construction	Commerce	D'autres services	Manufactures	Moyenne totale
1945	0,077	0,002	0,008	0,105	0,142	0,063	0,125	0,094
1946	0,054	0,016	0,033	0,101	0,171	0,074	0,142	0,103
1947	0,058	0,064	0,018	0,099	0,178	0,094	0,189	0,129
1948	0,072	0,071	0,145	0,099	0,179	0,112	0,271 +	0,123
1949	0,083	0,032	0,320	0,111	0,213	0,113	0,216	0,159
1950	0,126	0,052	0,405	0,168	0,177	0,097	0,154 -	0,142
1951	0,125	0,067	0,551	0,152	0,161	0,102	0,179	0,148
1952	0,364	0,086	0,464	0,188	0,191	0,100	0,269	0,218
1953	0,307	0,110	0,422	0,155	0,204	0,098	0,287 +	0,219
1954	0,356	0,102	0,344	0,136	0,207	0,092	0,263	0,218

Source: Niosi, J., op. cit., p. 322

(1) Le financement est mesuré par les soldes des prêts à la fin de l'année, correspondant à "documents escomptés", "avances en compte courant" et "prêts garantis sur biens mobiliers" seulement.

ANNEXE 5.5

Annexe 5.5: Taux d'accumulation du capital par type d'industrie: 1935/1965

	A 1935/1945	B 1946/1955	C 1956/1965	(A-B)
Aliments-boissons	2.1	-1.2	9.1	-3.3
Tabac	2.8	1.1	4.3	-1.7
Textile	12.0	1.8	6.9	-10.2
Bois	6.2	-6.1	5.7	-12.3
Papier	5.0	6.1	11.7	1.1
Publications	-1.6	-1.2	7.9	-0.4
Produits chimiques	9.0	5.2	7.1	-3.8
Pétrole	-3.0	4.7	17.3	8.6
Caoutchouc	9.9	8.8	10.3	-1.1
Cuir	4.5	-1.8	7.1	-6.3
Pierre-vitre-ciment	6.5	-1.2	3.1	-7.7
Métal	7.0	9.0	10.9	2.0
Véhicules-machines	-0.3	2.3	12.5	2.6
Appareils électriques	12.8	8.5	16.0	-4.3
Divers	1.5	-4.1	4.8	-5.6
TOTAL	3.7	1.8	9.8	-2.9

Conclusion: Les quatre industries qui ont subi un changement positif sous le régime péroniste sont dans l'ordre: pétrole, métal, machines électriques et papier. Les quatre industries qui ont subi un plus grand changement négatif sont: le bois, textile, pierre-vitre-ciment et cuir.

Source du tableau: Ramos, op. cit., p. 27.

ANNEXE 5.6

COMMERCE EXTERIEUR ARGENTIN 1935/1954 (en millions de dollars de 1960):

Année	Exportations	Importations	Solde
1935	\$1.131,3	\$ 765,1	\$ 366,2
1936	1.164,9	733,5	431,4
1937	1.638,8	1.027,3	611,5
1938	1.046,6	1.133,7	(-) 87,1
1939	1.144,0	893,8	250,2
1940	1.007,5	892,0	115,5
1941	964,8	684,2	280,6
1942	942,7	595,1	347,6
1943	1.089,8	425,8	664,0
1944	1.215,0	473,1	741,9
1945	1.282,8	536,0	746,8
1946	1.791,6	1.029,6	762,0
1947	2.002,9	1.965,9	37,0
1948	1.863,5	1.821,8	41,7
1949	1.126,4	1.293,8	(-) 167,4
1950	1.354,5	1.212,8	141,7
1951	1.218,1	1.541,9	(-) 323,8
1952	737,2	1.264,0	(-) 526,8
1953	1.221,6	863,3	358,3
1954	1.112,2	1.060,7	51,5

Source: Niosi, J., op. cit., p. 309.

LISTE DES TABLEAUX

PAGE

1.1	Fractions syndicales - C.G.T. - 1942.....	12
1.2	Listes C.G.T. - 10 mars 1943.....	23
1.3	Schéma des fractions syndicales 1922/1943.....	25
2.1	Le concept marxiste de l'instance économique du mode de production selon Balibar.....	30
2.2	Evolution du nombre de travailleurs, 1930/1959.....	34
2.3	Evolution du nombre de non-travailleurs et moyens de production, 1935/1954.....	35
2.4	Indice de la journée de travail, 1939/1943.....	38
2.5	Evolution du taux de plus-value, 1935/1963.....	40
2.6	Salaires réels des travailleurs industriels, 1939/1964.....	41
3.1	Réduction des salaires des cheminaux, 1932.....	46
3.2	Les principales lois du travail, 1930/1943.....	48
3.3	Les principales demandes syndicales, 1930/1943.....	49
3.4	Importations par pays d'origine, 1925/1934.....	52
3.5	Coefficient d'importations par rapport au P.N.B.....	52
3.6	Concentration industrielle, en pesos de 1937 (1937).....	54
3.7	Structure de la classe dominante, 1930/1943.....	55
3.8	Résultats obtenus par les grévistes, 1934/1939.....	57
3.9	Les dépenses du gouvernement 1900/1954.....	58
4.1	La baisse du coût des loyers dans la Capitale: juillet 1943.....	70

	PAGE
5.1 Distribution en pourcentage (%) des entreprises selon la valeur de leur production annuelle, 1937.....	110
5.2 Structure de l'alliance de classes péronistes.....	120
6.1 Affiliations syndicales, 1936/1945.....	133
6.2 Résultat du vote de la C.A. de la C.G.T., 18 mai 1944.....	138
6.3 Syndicats parallèles, 1945.....	142
6.4 Résultat du vote à la réunion du 16 octobre 1945 au C.C.C. de la C.G.T.....	154
6.5 Composition de la direction du Partido Laborista.....	160
6.6 Structure C.G.T. avant 1943, structure P.L., structure C.G.T. après 1946.....	162
Schéma global de la thèse.....	182

LISTE DES ANNEXES

PAGE

2.1	Evolution du taux de plus value, 1935/1963.....	183
3.1	Exportation par groupe de marchandises, 1935/1962.....	185
3.2	Répartition des investissements directs américains selon les secteurs.....	186
3.3	Schéma de la structure de classes, 1930/1943.....	187
5.1	Le manifeste des forces vives.....	188
5.2	Discours de Braden, 29 août 1945.....	192
5.3	Distribution en pourcentage (%) du P.N.B. au coût des facteurs, par secteurs, 1900/1954.....	196
5.4	Coefficients de financement du système bancaire aux différents secteurs économiques.....	197
5.5	Taux d'accumulation du capital par type d'industrie, 1935/1965.....	198
5.6	Commerce extérieur argentin, 1935/1954.....	199

TABLE DES MATIERES

PAGE

1. Introduction.....	1
2. Chapitre 1: Evolution de l'idéologie et de la praxis syndicale avant 1943.....	5
3. Notes du chapitre 1.....	27
4. Chapitre 2: Evolution du taux de plus-value et des salaires.....	29
5. Notes du chapitre 2.....	43
6. Chapitre 3: Le rôle idéologique et économique de l'Etat avant 1943.....	45
7. Notes du chapitre 3.....	63
8. Chapitre 4: Le rôle idéologique et économique de l'Etat entre 1943 et 1946.....	65
9. Notes du chapitre 4.....	90
10. Chapitre 5: La réaction capitaliste et structure de classes après 1943.....	93
11. Notes du chapitre 5.....	123
12. Chapitre 6: Evolution de l'idéologie et de la praxis syndicale après 1943.....	126
13. Notes du chapitre 6.....	171
14. Conclusion.....	177
15. Liste des tableaux.....	200
16. Liste des annexes.....	202
17. Table des matières.....	203

R E S U M E

Au chapitre premier nous avons montré que de 1935 à 1943 la fraction syndicale dominante était d'idéologie gestionnaire, qu'elle était dominante en coalition avec la fraction bargaining, que cette coalition s'était formée contre la fraction montante, la fraction dont l'idéologie a été définie comme "classe dépendante". La position politique de cette coalition a été caractérisée par deux traits: la participation des individus à divers partis politiques et la volonté collective de participer à des organismes de l'Etat.

Dans ce chapitre nous avons aussi montré qu'en 1943 la structure syndicale a changé. C'était maintenant une coalition du syndicalisme gestionnaire et du syndicalisme de classes dépendante contre le syndicalisme de bargaining. La position politique de cette coalition se définissait par l'appui à un parti politique mixte, c'est-à-dire ne regroupant pas seulement des membres appartenant à la classe ouvrière.

Ensuite nous nous sommes demandé pourquoi ce changement de coalition et de position politique avait eu lieu.

Déjà au chapitre premier nous avons repéré deux causes à ce double changement: le fait que la fraction d'idéologie de classes soit dépendante et le fait que la fraction gestionnaire perçoive le gouvernement comme totalitaire.

La rédaction du deuxième chapitre ne nous a pas permis de tirer des conclusions immédiates mais est la base indispensable de conclusions localisées dans d'autres chapitres, entre autre, le chapitre trois.

Au chapitre trois nous avons vu que le rôle économique de l'Etat d'avant 1943 était la non-intervention sur le taux de plus-value et que son rôle idéologique était nulle, c'est-à-dire que l'Etat était muet sur le rapport ouvriers/patrons, sur la lutte de classes. Ces deux faits ont été posés comme causes du changement survenu au niveau syndical.

Ensuite nous nous sommes demandés quels seraient les facteurs qui pourraient expliquer la position du gouvernement. La réponse a été trouvée au niveau de la structure de classes sous l'hégémonie des engraisseurs en coalition avec la grande bourgeoisie industrielle liée au capital américain, et, au niveau du peu de développement de l'appareil d'Etat qui lui s'explique par le faible développement des forces productives (ce dernier facteur ayant été analysé au chapitre deux).

Au chapitre six on a constaté que la structure syndicale, graduellement, de 1944 à 1946, devenait un bloc homogène dont l'idéologie était gestionnaire. La position politique de ce bloc prenait différentes formes: appui public à un homme (Perón) et à un organisme d'Etat (le Secrétariat du Travail et de la Prévision). Se rappeler ici les articles de journaux et les manifestations comme celle du 17 octobre. La principale forme de cette position politique était l'appui à un parti ouvrier, le Parti Labo-

rista qui n'était pas un parti de classes au sens strict du terme, il ne proposait pas l'oblivion de la propriété privée des moyens de production.

Ce bloc gestionnaire s'est formé à partir d'anciens syndicats gestionnaires, d'anciens syndicats de bargaining et de nouveaux syndicats parallèles dont le rôle a été de recruter les anciens syndiqués de classe dépendante. Cette description concorde avec les données empiriques portant sur cette époque: un taux normal de syndicalisation et une forte augmentation du nombre de syndicats. Ces données rendent ridicules les explications psycho-sociales dont plusieurs auteurs se servent pour expliquer l'avènement du Péronisme.

Le chapitre six contient une première partie de la réponse à notre question de base: pourquoi les syndicats ont appuyé Perón? En termes plus théoriques, comment expliquer cette deuxième transformation de la structure syndicale et le changement de position politique correspondant? Comme réponse nous avons dit que la principale cause, à ce niveau, de cette transformation était la réaction capitaliste. Cette réaction capitaliste (que nous avons décrit au chapitre cinq) a été causée par le rôle économique de l'Etat de cette époque qui consistait à abaisser le taux de plus-value (exploitation des ouvriers) et par son rôle idéologique qui consistait à s'attirer l'appui des syndicats. Ces deux rôles de l'Etat qui avaient été établis au chapitre quatre sont deux autres causes secondaires par rapport à la réaction capitaliste.

Nous nous sommes ensuite demandés pourquoi l'Etat avait intérêt à abaisser le taux de plus-value et à essayer d'attirer les syndicats par ses discours. La réponse à cette question doit être cherchée dans la deuxième moitié du chapitre cinq. Au cours de ce chapitre nous avons montré comment ces deux nouveaux rôles de l'Etat devaient s'expliquer par la nouvelle structure de classes. L'explication de cette nouvelle structure de classes réside dans la contradiction entre l'ancienne structure de classes et le développement maintenant plus fort des forces productives. Nous avons aussi montré qu'un autre facteur explicatif de la transformation de la structure de classes était exogène (à l'Argentine), la baisse prévue des exportations qui venait justifier le rôle économique de l'Etat: abaisser le taux d'exploitation.

Donc, en dernière analyse, les syndicats ont appuyé Perón parce qu'il y avait une contradiction entre l'ancienne structure de classes et le développement des forces productives et cette condition était renforcée par une contrainte économique externe: la baisse prévue des exportations. Cette dernière contrainte a bien une origine externe mais si on la regarde du point de vue de l'Argentine on dira que c'est la dépendance économique de ce pays.

L'intérêt de cette thèse, croyons-nous humblement, réside à trois niveaux: dans le fait qu'on se base sur certains documents jusqu'à maintenant inconnus, qu'on montre que la théorie marxiste est un cadre plus approprié que certains autres pour interpréter et expliquer la réalité, qu'on fait voir

que la connaissance naît d'une synthèse entre la théorie et les faits; ce qui montre à certains marxistes "théoriseurs" à l'extrême que la combinaison de théorie et de "l'impureté empirique"⁽¹⁾ est préférable à la pureté théorique qui oblige les moines qui la pratique à ne pas avoir de pratique politique ou à avoir une pratique politique schizophrénique.

(1) Althusser, L., op. cit., p. 69.